

ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS DU MOUVEMENT DES CAISSES DESJARDINS

TABLE DES MATIÈRES

RAPPORTS

Rapport annuel de la commission Vérification et Inspection.....	106
Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière.....	107
Rapport de l'auditeur indépendant.....	108

ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS

Bilan combiné.....	109
État combiné du résultat.....	110
État combiné du résultat global.....	111
État combiné des variations des capitaux propres.....	112
Tableau combiné des flux de trésorerie.....	113

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS

Note 1 – Informations relatives au Mouvement des caisses Desjardins	114
Note 2 – Principales méthodes comptables.....	114
Note 3 – Changements de méthodes comptables.....	130
Note 4 – Modifications comptables futures	131
Note 5 – Valeur comptable des instruments financiers.....	132
Note 6 – Juste valeur des instruments financiers	133
Note 7 – Compensation d'actifs et de passifs financiers	140
Note 8 – Valeurs mobilières	142
Note 9 – Prêts et provision pour pertes sur prêts.....	145
Note 10 – Décomptabilisation d'actifs financiers.....	146
Note 11 – Fonds distincts.....	147
Note 12 – Immobilisations corporelles et immeubles de placement.....	149
Note 13 – Goodwill et immobilisations incorporelles.....	150
Note 14 – Autres actifs – Autres	152
Note 15 – Intérêts détenus dans d'autres entités	152
Note 16 – Dépôts	155
Note 17 – Passifs des contrats d'assurance	156
Note 18 – Passifs nets au titre des régimes à prestations définies	162

Note 19 – Autres passifs – Autres	166
Note 20 – Obligations subordonnées	167
Note 21 – Instruments financiers dérivés et activités de couverture.....	167
Note 22 – Acquisitions importantes	173
Note 23 – Capital social.....	174
Note 24 – Capital-actions	175
Note 25 – Cumul des autres éléments du résultat global.....	176
Note 26 – Gestion du capital	176
Note 27 – Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat.....	178
Note 28 – Frais autres que d'intérêts – Autres	179
Note 29 – Impôts sur les excédents	179
Note 30 – Engagements, garanties et passifs éventuels	181
Note 31 – Contrats de location	183
Note 32 – Gestion des risques découlant des instruments financiers	183
Note 33 – Sensibilité aux taux d'intérêt et appariement des échéances	184
Note 34 – Information sectorielle.....	185
Note 35 – Information relative aux parties liées	187
Note 36 – Événement postérieur à la date de clôture	188

Rapport annuel de la commission Vérification et Inspection

Le rôle de la commission Vérification et Inspection (commission) est d'appuyer le conseil d'administration de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (Fédération) dans ses responsabilités de surveillance pour le Mouvement des caisses Desjardins (Mouvement Desjardins). Son mandat consiste essentiellement à analyser les états financiers, leur présentation et la qualité des principes comptables retenus, la gestion des risques liés à l'information financière, les systèmes de contrôle interne, les processus liés à l'audit interne et à l'audit indépendant, les procédés appliqués à ces audits ainsi que la gestion de la conformité réglementaire.

Les états financiers intermédiaires et annuels du Mouvement Desjardins, et les communiqués de presse s'y rapportant de même que ses rapports de gestion afférents sont examinés par la commission. Celle-ci s'assure que la direction a élaboré et mis en œuvre un système de contrôle interne efficace à l'égard des processus d'affaires de l'organisation et en matière de divulgation de l'information financière, de sauvegarde des actifs, de détection de la fraude et de conformité réglementaire. Elle voit aussi à ce que la direction ait mis en place des systèmes de gestion des principaux risques pouvant influencer sur les résultats financiers du réseau des caisses et du Mouvement Desjardins. À cet égard, elle analyse trimestriellement l'information issue de ce processus de gouvernance financière.

En outre, la commission examine différents dossiers liés à l'évolution du réseau des caisses, entre autres ceux qui portent sur la situation financière de ces dernières et les situations particulières qui y sont détectées, les suivis effectués, les pertes sur créances ainsi que l'application de certaines conventions et pratiques comptables telles que la méthode de gestion de la provision collective. En ce qui concerne les activités d'inspection et d'audit du réseau des caisses réalisées par le Bureau de la Surveillance du Mouvement Desjardins, la commission s'assure de la réalisation du plan d'action en cette matière et prend connaissance des lettres de commentaires, des rapports d'inspection comportant des mesures de redressement et des suivis effectués. Au terme de l'exercice financier, la commission étudie le rapport annuel du Bureau de la Surveillance, qui fait état des résultats des activités de la dernière année en matière de surveillance du réseau des caisses et décrit les principaux faits saillants de l'exercice.

L'auditeur indépendant est sous l'autorité de la commission. Pour s'acquitter de ses responsabilités à cet égard, celle-ci assure et maintient l'indépendance de ce dernier en autorisant tous ses services non liés à l'audit, en recommandant sa nomination ou la reconduction de son mandat, en fixant et en recommandant sa rémunération, et en procédant à son évaluation annuelle. De plus, elle supervise ses travaux et examine son offre de service, son mandat, son plan d'audit annuel, ses rapports, sa lettre à la direction et les commentaires de cette dernière. Le Mouvement Desjardins a adopté une politique sur les règles d'attribution de contrats pour des services connexes, qui traite : a) des services qui peuvent ou non être fournis par l'auditeur indépendant; b) de la procédure de régie à suivre avant l'octroi de mandats; c) des responsabilités des principaux intervenants. Ainsi, la commission reçoit trimestriellement un rapport sur les contrats accordés à l'auditeur indépendant par chacune des entités du Mouvement Desjardins.

La commission veille à la protection de l'indépendance de la fonction d'audit interne assumée par le Bureau de la Surveillance du Mouvement Desjardins. Elle analyse le plan annuel d'audit interne de même que les responsabilités, le rendement, l'objectivité et la dotation en personnel de cette équipe. Elle prend également connaissance des rapports sommaires des audits internes effectués et, au besoin, s'assure du suivi approprié. À cet effet, elle rencontre le responsable de l'audit interne du Mouvement Desjardins pour analyser toute question importante soumise à la direction.

En ce qui concerne les relations avec l'Autorité des marchés financiers (AMF) du Québec, la commission prend connaissance et fait le suivi des rapports de surveillance produits par cet organisme, et elle examine les rapports financiers trimestriels qui lui sont soumis.

La commission rencontre en privé l'auditeur indépendant, le premier vice-président exécutif, Direction du Mouvement Desjardins et directeur général de la Fédération, le premier vice-président, Finances et chef de la direction financière, Mouvement Desjardins, le Chef de la Surveillance du Mouvement Desjardins et les responsables de l'AMF. Trimestriellement, elle fait rapport au conseil d'administration et formule des recommandations au besoin. Enfin, conformément aux saines pratiques de gouvernance, elle évalue chaque année l'efficacité et l'efficience avec lesquelles elle a exécuté les tâches prévues dans sa charte.

La commission est composée de cinq administrateurs indépendants et de quatre membres observateurs, soit les présidents des comités d'audit de Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie, de Desjardins Groupe d'assurances générales inc. et des Valeurs mobilières Desjardins inc. ainsi qu'un directeur général de caisse siégeant au conseil d'administration de la Fédération. À l'exception de ce dernier, aucun de ses membres ne reçoit de rémunération directe ou indirecte du Mouvement Desjardins si ce n'est en contrepartie des services qu'il fournit en tant que membre du conseil d'administration de la Fédération ou d'autres entités du Mouvement Desjardins et de leurs comités et commissions.

Tous les membres de la commission ont les compétences requises pour lire et interpréter les états financiers d'une institution financière selon les critères établis par la charte de la commission. À cet égard, dans le contexte des changements importants apportés aux exigences comptables en matière de comptabilisation et de divulgation financière, les membres de la commission ont assisté, au cours de l'exercice, à diverses activités de formation portant notamment sur l'évolution des Normes internationales d'information financière ainsi que les conséquences de la transformation des cadres normatifs et réglementaires régissant la gestion du capital et la gouvernance des institutions.

La commission a tenu huit réunions, et ses membres ont participé à une séance de formation durant l'exercice financier 2014. Au cours de ce dernier, M^{me} Annie P. Bélanger a quitté la commission, et M. Luc Forand s'y est joint. Au 31 décembre 2014, les cinq administrateurs indépendants membres de la commission étaient MM. Donat Boulerville, Luc Forand, André Gagné, CPA, CGA, Pierre Levasseur et Benoît Turcotte, tandis que ses quatre membres observateurs étaient MM. Serge Hamelin, Roger Desrosiers, FCPA, FCA, Robert St-Aubin, FCPA, FCA, et Alain Raïche.

André Gagné, CPA, CGA
Président

Montréal (Québec)
Le 24 février 2015

Responsabilité de la direction à l'égard de l'information financière

Les états financiers combinés du Mouvement des caisses Desjardins (Mouvement Desjardins) ainsi que tous les renseignements contenus dans son rapport de gestion annuel relèvent de la direction de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (Fédération), à qui il incombe d'assurer l'intégrité et la fidélité de l'information présentée.

Ces états financiers combinés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board et selon les exigences comptables de l'Autorité des marchés financiers (AMF) du Québec, qui ne diffèrent pas des IFRS. Ces états financiers combinés comprennent nécessairement des montants établis par la direction selon les estimations qu'elle juge raisonnables et justes. Ces estimations incluent, entre autres, des évaluations des passifs des contrats d'assurance effectuées par les actuaires des secteurs de l'assurance. Toute information financière présentée dans le rapport de gestion annuel est conforme à celle qui figure dans les états financiers combinés audités.

Responsable de la fiabilité des états financiers combinés du Mouvement Desjardins, des renseignements connexes et des systèmes comptables qui les produisent, la direction de la Fédération s'appuie sur des contrôles qui régissent les opérations et leur comptabilisation. Ces contrôles comprennent notamment une structure organisationnelle assurant une répartition efficace des responsabilités, un code de déontologie, des normes d'embauche et de formation du personnel, des politiques et des manuels de procédures ainsi que l'application et la mise à jour régulière de méthodes de contrôle en vue d'exercer une supervision appropriée des opérations. Le système de contrôle interne est renforcé par une équipe de conformité, qui aide la direction à veiller au respect des exigences réglementaires, et une équipe du Bureau de la Surveillance du Mouvement Desjardins, qui a un accès sans réserve à la commission Vérification et Inspection. La direction a également mis en place un cadre de gouvernance financière issu des meilleures pratiques du marché afin de s'assurer que les contrôles et les procédures de communication de l'information financière présentée dans les documents annuels et périodiques du Mouvement Desjardins sont efficaces.

L'AMF procède à l'inspection des activités de certaines composantes du Mouvement Desjardins relevant de sa compétence sur une base continue.

Le conseil d'administration de la Fédération approuve les informations financières présentées dans le rapport annuel du Mouvement Desjardins en s'appuyant sur la recommandation de sa commission Vérification et Inspection. À cet effet, cette dernière est mandatée par le conseil pour examiner les états financiers combinés et le rapport de gestion du Mouvement Desjardins. De plus, cette commission, formée d'administrateurs indépendants et de quatre membres observateurs n'appartenant ni à la direction ni au personnel du Mouvement Desjardins, exerce un rôle de surveillance afin de s'assurer que la direction a élaboré et mis en œuvre des procédures de contrôle et des systèmes adéquats permettant la présentation d'informations financières de qualité comprenant toutes les divulgations requises dans les délais exigés.

Ces états financiers combinés ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., l'auditeur indépendant nommé par le conseil d'administration, dont le rapport suit. L'auditeur indépendant peut s'entretenir en tout temps avec les membres de la commission Vérification et Inspection de tous les aspects de sa mission d'audit, et de tous les points soulevés dans le cadre de son travail, notamment l'intégrité de l'information financière fournie et la qualité des systèmes de contrôle interne.

Monique F. Leroux, C.M., O.Q., FCPA, FCA
Présidente et chef de la direction du
Mouvement Desjardins

Daniel Dupuis, CPA, CA
Premier vice-président, Finances et
chef de la direction financière,
Mouvement Desjardins

Lévis (Québec)
Le 24 février 2015

Rapport de l'auditeur indépendant

AUX MEMBRES DE LA FÉDÉRATION DES CAISSES DESJARDINS DU QUÉBEC

Nous avons effectué l'audit des états financiers combinés ci-joints du Mouvement des caisses Desjardins, qui comprennent les bilans combinés aux 31 décembre 2014 et 2013 et les états combinés du résultat, du résultat global, des variations des capitaux propres, et les tableaux combinés des flux de trésorerie pour les exercices terminés le 31 décembre 2014 et 2013, ainsi que les notes complémentaires constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers combinés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers combinés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers combinés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers combinés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers combinés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers combinés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers combinés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers combinés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers combinés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus au cours de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers combinés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière du Mouvement des caisses Desjardins aux 31 décembre 2014 et 2013, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés les 31 décembre 2014 et 2013, conformément aux Normes internationales d'information financière.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.⁽¹⁾

⁽¹⁾ FCPA auditeur, FCA, permis de comptabilité publique n° A108517

Montréal (Québec)
Le 24 février 2015

BILAN COMBINÉ

(en millions de dollars canadiens)	Notes	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
ACTIF			
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières		1 781 \$	1 320 \$
Valeurs mobilières	8 et 10		
Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat		24 845	23 536
Titres disponibles à la vente		19 890	19 041
		44 735	42 577
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente		9 959	7 710
Prêts	9 et 10		
Hypothécaires résidentiels		97 512	91 389
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers		20 495	19 549
Aux entreprises et aux gouvernements		32 903	30 013
		150 910	140 951
Provision pour pertes sur prêts	9	(456)	(418)
		150 454	140 533
Actif net des fonds distincts	11	8 695	7 252
Autres actifs			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		858	985
Primes à recevoir		1 127	1 123
Instruments financiers dérivés	21	3 133	2 322
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières		1 742	1 891
Actifs de réassurance	17	785	648
Immeubles de placement	12	571	475
Immobilisations corporelles	12	1 374	1 322
Goodwill	13	472	456
Immobilisations incorporelles	13	569	507
Actifs d'impôt différé	29	1 043	810
Autres	14	2 089	2 074
		13 763	12 613
TOTAL DE L'ACTIF		229 387 \$	212 005 \$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
PASSIF			
Dépôts	16		
Particuliers		88 463 \$	86 730 \$
Entreprises et gouvernements		56 516	47 712
Institutions de dépôts		1 345	2 304
		146 324	136 746
Autres passifs			
Acceptations		858	985
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert		6 304	7 754
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat		13 072	9 579
Instruments financiers dérivés	21	1 675	1 719
Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières		3 713	3 752
Passifs des contrats d'assurance	17	19 435	17 070
Passif net des fonds distincts	11	8 706	7 260
Passifs nets au titre des régimes à prestations définies	18	2 700	1 825
Passifs d'impôt différé	29	329	303
Autres	19	4 814	4 717
		61 606	54 964
Obligations subordonnées	20	2 564	3 063
TOTAL DU PASSIF		210 494	194 773
CAPITAUX PROPRES			
Capital social	23	4 777	3 881
Capital-actions	24	85	82
Excédents non répartis		1 468	1 400
Cumul des autres éléments du résultat global	25	615	420
Réserves		11 476	11 005
Capitaux propres – Part revenant au Groupe		18 421	16 788
Participations ne donnant pas le contrôle	15 et 17	472	444
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		18 893	17 232
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		229 387 \$	212 005 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers combinés.

Au nom du conseil d'administration de la Fédération des caisses Desjardins du Québec,

Monique F. Leroux, C.M., O.Q., FCPA, FCA
Présidente du conseil

Denis Paré, LL.L., D.D.N.
Vice-président du conseil

ÉTAT COMBINÉ DU RÉSULTAT

Pour les exercices terminés le 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	Notes	2014	2013
REVENU D'INTÉRÊTS			
Prêts		5 531 \$	5 409 \$
Valeurs mobilières		335	313
		5 866	5 722
FRAIS D'INTÉRÊTS			
Dépôts		1 753	1 708
Obligations subordonnées et autres		137	157
		1 890	1 865
REVENU NET D'INTÉRÊTS		3 976	3 857
PRIMES NETTES	17	5 916	5 558
AUTRES REVENUS			
Frais de service sur les dépôts et les paiements		498	498
Commissions sur prêts et cartes de crédit		597	549
Services de courtage et de fonds de placement		970	855
Honoraires de gestion et de services de garde		348	300
Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	27	2 005	(667)
Revenus nets sur les titres disponibles à la vente		343	221
Revenus nets sur les autres placements		233	229
Revenus de change		84	61
Autres		265	273
		5 343	2 319
REVENU TOTAL		15 235	11 734
DOTATION À LA PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES	9	351	277
SINISTRES, PRESTATIONS, RENTES ET VARIATIONS DES PASSIFS DES CONTRATS D'ASSURANCE	17	6 303	3 259
FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS			
Salaires et avantages sociaux		3 200	3 125
Locaux, matériel et mobilier incluant l'amortissement		598	570
Ententes de services et impartition		256	232
Communications		283	287
Autres	28	2 217	2 015
		6 554	6 229
EXCÉDENTS D'EXPLOITATION		2 027	1 969
Impôts sur les excédents	29	434	439
EXCÉDENTS AVANT RISTOURNES AUX MEMBRES⁽¹⁾		1 593	1 530
Ristournes aux membres		217	171
Recouvrement d'impôt relatif aux ristournes aux membres	29	(57)	(45)
EXCÉDENTS NETS DE L'EXERCICE APRÈS RISTOURNES AUX MEMBRES		1 433 \$	1 404 \$
dont :			
Part revenant au Groupe		1 376 \$	1 384 \$
Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	15	57	20

⁽¹⁾ La part revenant au Groupe des « Excédents avant ristournes aux membres » est présentée à la note 34 « Information sectorielle ».

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers combinés.

ÉTAT COMBINÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

Pour les exercices terminés le 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	2014	2013
Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres	1 433 \$	1 404 \$
Autres éléments du résultat global (nets d'impôts)		
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement à l'état combiné du résultat		
Réévaluation des passifs nets au titre des régimes à prestations définies	(700)	288
Quote-part des entreprises associées et des coentreprises comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(5)	-
	(705)	288
Éléments qui seront reclassés ultérieurement à l'état combiné du résultat		
Variation nette des gains et des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente		
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	312	27
Reclassement à l'état combiné du résultat des gains sur les titres disponibles à la vente	(154)	(55)
	158	(28)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	117	(174)
Reclassement à l'état combiné du résultat des gains sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(70)	(69)
	47	(243)
Gains nets de change non réalisés sur conversion des états financiers d'un établissement étranger autonome, déduction faite des opérations de couverture	1	-
	206	(271)
Total des autres éléments du résultat global	(499)	17
RÉSULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE	934 \$	1 421 \$
dont :		
Part revenant au Groupe	879 \$	1 393 \$
Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	55	28

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers combinés.

IMPÔTS SUR LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

La charge (le recouvrement) d'impôt relative à chaque composante des autres éléments du résultat global est présentée dans le tableau suivant :

Pour les exercices terminés le 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	2014	2013
Élément qui ne sera pas reclassé ultérieurement à l'état combiné du résultat		
Réévaluation des passifs nets au titre des régimes à prestations définies	(254) \$	97 \$
	(254)	97
Éléments qui seront reclassés ultérieurement à l'état combiné du résultat		
Variation nette des gains et des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente		
Gains (pertes) nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	94	(17)
Reclassement à l'état combiné du résultat des gains sur les titres disponibles à la vente	(37)	(19)
	57	(36)
Variation nette des couvertures de flux de trésorerie		
Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	45	(28)
Reclassement à l'état combiné du résultat des gains sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	(28)	(37)
	17	(65)
	74	(101)
Total du recouvrement d'impôt	(180) \$	(4) \$

ÉTAT COMBINÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour les exercices terminés le 31 décembre

Pour les exercices terminés le 31 décembre		Capital		Excédents non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global (note 25)	Réserves				Capitaux propres – Part revenant au Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle (notes 15 et 17)	Total des capitaux propres	
		Capital social (note 23)	Capital-actions (note 24)			Réserve de stabilisation	Réserve pour ristournes éventuelles	Réserve générale et autres réserves	Total des réserves				
(en millions de dollars canadiens)													
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2012		3 322 \$	80 \$	1 319 \$	694 \$	811 \$	481 \$	8 350 \$	9 642 \$	15 057 \$	402 \$	15 459 \$	
Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres		-	-	1 384	-	-	-	-	-	1 384	20	1 404	
Autres éléments du résultat global de l'exercice		-	-	283	(274)	-	-	-	-	9	8	17	
Résultat global de l'exercice		-	-	1 667	(274)	-	-	-	-	1 393	28	1 421	
Émission de parts de capital F		476	-	-	-	-	-	-	-	476	-	476	
Frais d'émission des parts de capital F		(1)	-	-	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)	
Autres variations nettes du capital social		84	-	-	-	-	-	-	-	84	-	84	
Émission de capital-actions		-	2	-	-	-	-	-	-	2	-	2	
Rachat de capital-actions		-	-	-	-	-	-	-	-	-	(27)	(27)	
Rémunération sur le capital social		-	-	(119)	-	-	-	-	-	(119)	-	(119)	
Dividendes		-	-	(3)	-	-	-	-	-	(3)	(5)	(8)	
Virement provenant des excédents non répartis (affectation aux réserves)		-	-	(1 465)	-	102	(5)	1 368	1 465	-	-	-	
Effet des acquisitions		-	-	-	-	-	-	-	-	-	49	49	
Transactions liées aux options de vente		-	-	-	-	-	-	(102)	(102)	(102)	-	(102)	
Autres		-	-	1	-	-	-	-	-	1	(3)	(2)	
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2013		3 881 \$	82 \$	1 400 \$	420 \$	913 \$	476 \$	9 616 \$	11 005 \$	16 788 \$	444 \$	17 232 \$	
Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres		-	-	1 376	-	-	-	-	-	1 376	57	1 433	
Autres éléments du résultat global de l'exercice		-	-	(692)	195	-	-	-	-	(497)	(2)	(499)	
Résultat global de l'exercice		-	-	684	195	-	-	-	-	879	55	934	
Émission de parts de capital F		987	-	-	-	-	-	-	-	987	-	987	
Frais d'émission des parts de capital F		(1)	-	-	-	-	-	-	-	(1)	-	(1)	
Autres variations nettes du capital social		(90)	-	-	-	-	-	-	-	(90)	-	(90)	
Émission de capital-actions		-	3	-	-	-	-	-	-	3	8	11	
Rachat de capital-actions		-	-	-	-	-	-	(19)	(19)	(19)	(11)	(30)	
Rémunération sur le capital social		-	-	(157)	-	-	-	-	-	(157)	-	(157)	
Dividendes		-	-	(4)	-	-	-	-	-	(4)	(12)	(16)	
Virement provenant des excédents non répartis (affectation aux réserves)		-	-	(453)	-	68	3	382	453	-	-	-	
Transactions liées aux options de vente		-	-	-	-	-	-	37	37	37	(7)	30	
Autres		-	-	(2)	-	-	-	-	-	(2)	(5)	(7)	
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2014		4 777 \$	85 \$	1 468 \$	615 \$	981 \$	479 \$	10 016 \$	11 476 \$	18 421 \$	472 \$	18 893 \$	

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers combinés.

TABLEAU COMBINÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les exercices terminés le 31 décembre

(en millions de dollars canadiens)	2014	2013
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Excédents d'exploitation	2 027 \$	1 969 \$
Ajustements sans effet sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles et des immeubles de placement	180	178
Variation nette des passifs des contrats d'assurance	2 365	(707)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	351	277
Gains nets réalisés sur titres disponibles à la vente	(236)	(89)
Autres	158	175
Variations des actifs et passifs d'exploitation :		
Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	(1 374)	(1 501)
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	(2 249)	(3 333)
Prêts	(10 272)	(8 234)
Instruments financiers dérivés, montant net	(800)	116
Sommes à recevoir et à payer aux clients, courtiers et institutions financières, montant net	110	552
Dépôts	9 578	7 122
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	(1 450)	2 777
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	3 493	1 596
Autres	(328)	(159)
Impôts versés sur les excédents	(330)	(126)
Versements des ristournes aux membres	(249)	(253)
	974	360
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Remboursement d'obligations subordonnées	(500)	-
Achats de titres d'emprunt et d'obligations subordonnées à des tiers sur le marché	(1)	(20)
Émission de parts de capital F	987	476
Frais d'émission des parts de capital F	(1)	(1)
Autres variations nettes du capital social	(90)	84
Rémunération sur le capital social	(157)	(119)
Émission de capital-actions	11	2
Rachat de capital-actions	-	(26)
Dividendes versés	(16)	(8)
Exercice d'options de vente émises à l'intention des Participations ne donnant pas le contrôle	(17)	-
	216	388
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(53 925)	(48 545)
Produits tirés de la vente de titres disponibles à la vente	35 165	40 780
Produits tirés de l'échéance de titres disponibles à la vente	18 327	6 980
Acquisitions d'entreprises nettes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie acquis	-	(169)
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(376)	(228)
Produits de cession d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	80	85
	(729)	(1 097)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	461	(349)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	1 320	1 669
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA FIN DE L'EXERCICE	1 781 \$	1 320 \$
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Intérêts versés	1 914 \$	1 855 \$
Intérêts et dividendes reçus	5 952	5 805

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers combinés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS

NOTE 1 – INFORMATIONS RELATIVES AU MOUVEMENT DES CAISSES DESJARDINS

NATURE DES ACTIVITÉS

Le Mouvement des caisses Desjardins (Mouvement Desjardins) regroupe les caisses Desjardins réparties au Québec et en Ontario, la Fédération des caisses Desjardins du Québec (Fédération) et ses filiales, La Fédération des caisses populaires de l'Ontario Inc. (FCPO) ainsi que le Fonds de sécurité Desjardins (FSD). Plusieurs filiales sont actives à l'échelle du Canada. Les divers secteurs d'activité dans lesquels évolue le Mouvement Desjardins sont décrits à la note 34 « Information sectorielle ». Son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada.

MODE DE PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS

En tant que groupe de services financiers intégré, le Mouvement Desjardins constitue une entité économique à part entière. Ces états financiers combinés ont été établis dans le but de présenter la situation financière, la performance financière ainsi que les flux de trésorerie de cette entité économique. En effet, les caisses Desjardins exercent un pouvoir collectif sur la Fédération, qui est l'entité coopérative responsable de l'orientation, de l'encadrement, de la coordination et du développement du Mouvement Desjardins. La Fédération a également pour rôle de protéger les intérêts des membres du Mouvement Desjardins.

En vertu de la nature même des caisses Desjardins et de la Fédération en tant que coopératives de services financiers, ces états financiers combinés comportent des différences par rapport aux états financiers consolidés d'un groupe doté d'une structure organisationnelle traditionnelle. Ainsi, les états financiers combinés du Mouvement Desjardins constituent un regroupement des comptes des caisses Desjardins du Québec et des caisses populaires de l'Ontario, de la Fédération, de la FCPO et des entités contrôlées par ces dernières, soit les filiales de la Fédération et le FSD. Le capital social du Mouvement Desjardins représente la somme du capital social émis par les caisses, la Fédération et la FCPO.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

a) Renseignements généraux

DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

Aux termes de la *Loi sur les coopératives de services financiers* (la Loi), ces états financiers combinés ont été préparés par la direction du Mouvement Desjardins conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et aux exigences comptables de l'Autorité des marchés financiers (AMF) du Québec, qui ne diffèrent pas des IFRS. Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle des états financiers combinés de l'exercice courant. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur les résultats ni sur le total de l'actif et du passif du Mouvement Desjardins.

Les états financiers combinés de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ont été approuvés par le conseil d'administration du Mouvement Desjardins, qui est celui de la Fédération, le 24 février 2015.

Les principales règles d'évaluation et de présentation appliquées lors de la préparation de ces états financiers combinés sont indiquées ci-dessous.

JUGEMENTS SIGNIFICATIFS, ESTIMATIONS ET HYPOTHÈSES

La préparation des états financiers combinés conformément aux IFRS exige que la direction exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, revenus et charges ainsi que sur l'information connexe. Les principales méthodes comptables qui ont nécessité que la direction porte des jugements difficiles, subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concernent la consolidation des entités structurées, la détermination de la juste valeur des instruments financiers, la décomptabilisation d'actifs financiers, la provision pour pertes sur prêts, la dépréciation des titres disponibles à la vente, la dépréciation des actifs non financiers, les passifs des contrats d'assurance, les provisions, les impôts sur les excédents, les ristournes aux membres, les avantages du personnel de même que le goodwill et les immobilisations incorporelles. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer de ces estimations et hypothèses.

PÉRIMÈTRE DU GROUPE

Les états financiers combinés du Mouvement Desjardins comprennent l'actif, le passif, les résultats d'exploitation ainsi que les flux de trésorerie des caisses Desjardins du Québec et de l'Ontario, de la Fédération, de la FCPO et des entités contrôlées par ces dernières, soit les filiales de la Fédération et le FSD. Les états financiers de l'ensemble des entités du Groupe sont préparés selon des méthodes comptables homogènes. Toutes les transactions et tous les soldes intragroupes sont éliminés.

La direction doit faire appel à des jugements afin de déterminer si les faits et circonstances découlant d'une relation avec une autre entité confèrent au Mouvement Desjardins un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable sur cette dernière. Des jugements importants doivent notamment être exercés dans le cas des entités structurées.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Filiales

Une entité est considérée comme une filiale lorsqu'elle est contrôlée par une entité du Groupe. Une entité du Groupe contrôle une entité émettrice si et seulement si tous les éléments suivants sont réunis :

- elle détient le pouvoir sur l'entité émettrice;
- elle est exposée ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité émettrice; et
- elle a la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité émettrice de manière à influencer sur le montant des rendements qu'elle obtient.

Entités structurées

Une entité structurée est une entité conçue de telle manière que les droits de vote ou droits similaires ne constituent pas le facteur déterminant pour établir qui la contrôle. C'est notamment le cas lorsque les droits de vote concernent uniquement des tâches administratives, et que les activités pertinentes sont dirigées au moyen d'accords contractuels. Une entité structurée présente souvent certaines ou l'ensemble des caractéristiques suivantes : ses activités sont limitées; elle a été créée pour un objectif précis et bien défini; ses capitaux propres sont insuffisants pour lui permettre de financer ses activités sans devoir recourir à un soutien financier subordonné ou elle a recours à du financement par l'émission, auprès d'investisseurs, de multiples instruments liés entre eux par contrat.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle représentent la part de profit ou de perte ainsi que les actifs nets qui ne sont pas détenus par le Mouvement Desjardins. Elles sont présentées séparément à l'état combiné du résultat, à l'état combiné du résultat global et dans les capitaux propres, au bilan combiné.

Entreprises associées

Une entreprise associée est une entité pour laquelle le Mouvement Desjardins exerce une influence notable sur les décisions relatives aux politiques financières et opérationnelles sans toutefois exercer sur celle-ci un contrôle ou un contrôle conjoint. Les participations du Mouvement Desjardins dans des entreprises associées sont présentées au poste « Autres actifs – Autres » du bilan combiné et sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, les participations sont initialement comptabilisées au coût et ajustées par la suite pour prendre en compte les changements dans la quote-part du Mouvement Desjardins dans les capitaux propres des entreprises concernées qui surviennent postérieurement à l'acquisition.

Partenariats

Un partenariat est une entreprise sur laquelle le Mouvement Desjardins exerce un contrôle conjoint, soit un partage contractuellement convenu du contrôle exercé sur cette entreprise, avec une ou plusieurs autres parties. Un contrôle conjoint n'existe que dans le cas où les décisions concernant les activités pertinentes de l'entreprise requièrent le consentement unanime des parties qui en partagent le contrôle.

Les partenariats sont classés en deux types en fonction des droits et des obligations des parties à l'entreprise :

- Une entreprise commune est un partenariat dans lequel les parties ont des droits sur les actifs et des obligations au titre des passifs relatifs à l'entreprise. Chacune des parties doit comptabiliser ses actifs, passifs, produits et charges, y compris sa quote-part des actifs détenus et des passifs assumés conjointement et sa quote-part des produits générés et des charges engagées dans le cadre de l'entreprise commune.
- Une coentreprise est un partenariat dans lequel les parties ont des droits sur l'actif net de l'entreprise. Ce type de partenariat est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

Les participations du Mouvement Desjardins dans des partenariats sont des coentreprises. Ces participations sont présentées au poste « Autres actifs – Autres » du bilan combiné.

MONNAIE DE PRÉSENTATION ET MONNAIE FONCTIONNELLE

Ces états financiers combinés sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle du Mouvement Desjardins. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes complémentaires sont en millions de dollars, sauf indication contraire. Les symboles M\$ et G\$ sont utilisés pour désigner respectivement les millions et les milliards de dollars.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

b) Actifs et passifs financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés à la date à laquelle le Mouvement Desjardins devient une partie prenante aux dispositions contractuelles, soit la date d'acquisition ou d'émission de l'instrument financier. Les actifs financiers acquis ou vendus qui doivent être réglés selon un délai normalisé sont comptabilisés selon la date de transaction.

CLASSIFICATION ET MESURE

Les actifs et passifs financiers sont classés en fonction de leurs caractéristiques ainsi que de l'intention de la direction au moment de leur acquisition. Leur classement dans les catégories définies par les normes relatives aux instruments financiers est présenté à la note 5 « Valeur comptable des instruments financiers ».

La classification des actifs financiers se résume comme suit :

Catégories		Classes	Comptabilisation	
			Initiale	Subséquente
Actifs financiers	À la juste valeur par le biais du compte de résultat (i)	Détenus à des fins de transaction (ii)	Juste valeur	Juste valeur
		Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (iii)	Juste valeur	Juste valeur
	Prêts et créances (iv)		Juste valeur	Coût amorti
	Disponibles à la vente (v)		Juste valeur	Juste valeur
	Détenus jusqu'à leur échéance (vi)		Juste valeur	Coût amorti

(i) Les actifs financiers classés dans la catégorie « À la juste valeur par le biais du compte de résultat » comprennent les actifs financiers « Détenus à des fins de transaction » et « Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat », ainsi :

- les variations de la juste valeur dans cette catégorie sont enregistrées à l'état combiné du résultat, au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat »;
- les revenus d'intérêts et de dividendes provenant des valeurs mobilières classées dans la catégorie « À la juste valeur par le biais du compte de résultat » du secteur Particuliers et Entreprises et de la rubrique « Autres » sont comptabilisés au poste « Revenu d'intérêts – Valeurs mobilières », alors que pour les autres secteurs, ces revenus sont principalement comptabilisés au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat » selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus d'intérêts provenant des instruments financiers dérivés sont comptabilisés au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

(ii) Les actifs financiers classés comme étant « Détenus à des fins de transaction » comprennent :

- des titres acquis à des fins de revente à court terme ainsi que les titres faisant partie d'un portefeuille de titres qui sont gérés ensemble et pour lequel il existe un calendrier de prise de bénéfice à court terme; et
- les instruments financiers dérivés.

Les instruments financiers dérivés désignés comme instruments de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie ne peuvent être classés dans la catégorie « À la juste valeur par le biais du compte de résultat ». La section n) « Instruments financiers dérivés et activités de couverture » précise la nature de la comptabilisation des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

(iii) Les actifs financiers classés comme étant « Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat » sont essentiellement des titres qui ont été désignés ainsi par la direction lors de leur comptabilisation initiale, instrument par instrument. La direction peut désigner un instrument financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat lors de sa comptabilisation initiale, et lorsque l'une des conditions suivantes est remplie :

- la désignation élimine ou réduit significativement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation;
- les actifs font partie d'un groupe d'actifs financiers ou d'actifs et de passifs financiers qui sont gérés, et dont la performance est évaluée d'après la méthode de la juste valeur;
- les actifs sont des instruments financiers hybrides comportant au moins un dérivé incorporé qui serait autrement séparé du contrat hôte et comptabilisé distinctement.

Les actifs financiers du Mouvement Desjardins compris dans cette catégorie sont composés de certains placements effectués en lien avec des instruments dérivés non désignés dans une relation de couverture, ce qui réduit significativement une incohérence dans leur comptabilisation. Le Mouvement Desjardins a de plus désigné les billets à terme adossés à des actifs (BTAA) dans cette catégorie, ces derniers étant composés de certains instruments financiers hybrides comportant des dérivés incorporés, alors que certains autres sont considérés comme faisant partie d'un groupe d'actifs qui sont gérés, et dont la performance est évaluée d'après la méthode de la juste valeur. Enfin, certaines valeurs mobilières de cette catégorie, qui sont appariées aux provisions techniques relatives à l'assurance de personnes et aux provisions pour sinistres relatives à l'assurance de dommages, ont été classées comme étant « Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat » afin d'éliminer ou de réduire significativement une incohérence dans leur comptabilisation.

(iv) Les titres classés dans la catégorie « Prêts et créances » sont des actifs financiers non dérivés à revenu fixe ou déterminable non cotés sur un marché actif et qui ne sont pas destinés à la vente dès leur acquisition ou leur octroi.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les encours des titres de cette catégorie sont comptabilisés initialement à leur juste valeur au bilan combiné et valorisés lors des clôtures suivantes au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les revenus comptabilisés sur les titres de la catégorie « Prêts et créances » sont présentés au poste « Revenu d'intérêts – Prêts » de l'état combiné du résultat s'ils sont comptabilisés par le secteur Particuliers et Entreprises et sous la rubrique « Autres ». Les revenus des autres secteurs sont comptabilisés à l'état combiné du résultat, principalement au poste « Autres revenus – Autres ».

- (v) Les titres classés dans la catégorie « Disponibles à la vente » sont des actifs financiers non dérivés qui sont désignés initialement comme étant disponibles à la vente ou qui ne sont pas classés dans les catégories « À la juste valeur par le biais du compte de résultat », « Détenus jusqu'à l'échéance » et « Prêts et créances ». Les titres disponibles à la vente peuvent être vendus à la suite ou en prévision de variations des taux d'intérêt, des taux de change ou des prix d'instruments de capitaux propres ou de variations dans les sources ou les modalités de financement ou, encore, afin de combler les besoins de liquidités du Mouvement Desjardins.

Les gains et pertes découlant de variations de la juste valeur, à l'exception des pertes de valeur et des gains et pertes de change, sont enregistrés à l'état combiné du résultat global, au poste « Gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente » jusqu'à ce que l'actif financier soit décomptabilisé. Les primes et escomptes à l'achat des titres disponibles à la vente sont amortis sur la durée du titre selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisés au poste « Revenu d'intérêts – Valeurs mobilières » pour le secteur Particuliers et Entreprises et la rubrique « Autres », alors que pour les autres secteurs, ils sont principalement comptabilisés au poste « Revenus nets sur les titres disponibles à la vente ».

- (vi) Les titres classés dans la catégorie « Détenus jusqu'à l'échéance » sont des actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe que la direction a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ces titres sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le Mouvement Desjardins ne détient aucun instrument de cette catégorie aux dates de clôture.

La classification des passifs financiers se résume comme suit :

Catégories		Classes	Comptabilisation	
			Initiale	Subséquente
Passifs financiers	À la juste valeur par le biais du compte de résultat (i)	Détenus à des fins de transaction (ii)	Juste valeur	Juste valeur
		Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat (iii)	Juste valeur	Juste valeur
	Au coût amorti (iv)		Juste valeur	Coût amorti

- (i) Les passifs financiers de la catégorie « À la juste valeur par le biais du compte de résultat » comprennent les passifs financiers « Détenus à des fins de transaction » et « Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat », ainsi :

- les variations de la juste valeur dans cette catégorie sont enregistrées à l'état combiné du résultat, au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat »;
- les frais d'intérêts liés aux passifs financiers classés dans la catégorie « À la juste valeur par le biais du compte de résultat » sont comptabilisés au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

- (ii) Les passifs financiers classés comme étant « Détenus à des fins de transaction » sont des titres de dette émis avec l'intention de les racheter à brève échéance ainsi que les titres faisant partie d'un portefeuille de titres qui sont gérés ensemble et pour lequel il existe un calendrier de prise de bénéfice à court terme tels que les « Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert ». Les instruments financiers dérivés sont également classés comme étant « Détenus à des fins de transaction ». Les instruments financiers dérivés qui sont désignés comme instruments de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie ne peuvent être classés dans cette catégorie. La section n) « Instruments financiers dérivés et activités de couverture » précise la nature de la comptabilisation des instruments financiers dérivés désignés dans une relation de couverture.

- (iii) Les passifs financiers classés comme étant « Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat » ont été désignés ainsi par la direction lors de leur comptabilisation initiale, instrument par instrument. La direction peut désigner un instrument financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat lors de sa comptabilisation initiale, et lorsque l'une des conditions suivantes est remplie :

- la désignation élimine ou réduit significativement une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation;
- les passifs font partie d'un groupe de passifs financiers ou d'actifs et de passifs financiers qui sont gérés, et dont la performance est évaluée d'après la méthode de la juste valeur;
- les passifs sont des instruments financiers hybrides comportant au moins un dérivé incorporé qui serait autrement séparé du contrat hôte et comptabilisé distinctement.

Le Mouvement Desjardins ne détient aucun instrument de cette catégorie aux dates de clôture.

- (iv) Les passifs financiers qui n'entrent pas dans la catégorie « À la juste valeur par le biais du compte de résultat » sont classés dans la catégorie « Au coût amorti ».

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les passifs financiers de cette catégorie sont comptabilisés initialement à leur juste valeur au bilan combiné et valorisés lors des clôtures suivantes au coût amorti au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif. Les frais d'intérêts des titres de la catégorie « Au coût amorti » sont comptabilisés au poste « Frais d'intérêts » de l'état combiné du résultat pour le secteur Particuliers et Entreprises et sous la rubrique « Autres ». Les revenus des autres secteurs sont comptabilisés à l'état combiné du résultat, principalement au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

DÉTERMINATION DE LA JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un instrument financier est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

La juste valeur des instruments financiers, particulièrement celle des valeurs mobilières et des engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert, obtenue à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs comprend peu de subjectivité quant à son établissement. Cette juste valeur est basée sur le prix coté à l'intérieur de l'écart entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances.

S'il n'existe pas de prix cotés sur des marchés actifs, la juste valeur est déterminée à partir de modèles qui maximisent l'utilisation de données observables et minimisent celle de données non observables. Les estimations de la juste valeur sont alors établies à l'aide de techniques d'évaluation telles que la valeur actualisée des flux de trésorerie, la comparaison avec des instruments financiers similaires, des modèles d'évaluation des options et d'autres techniques utilisées couramment par les intervenants du marché s'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables. Les techniques d'évaluation se basent sur des hypothèses relatives au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation qui sont fondés principalement sur des données observables telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, les courbes de crédit et les facteurs de volatilité. Lorsqu'une ou plusieurs données significatives ne sont pas observables sur les marchés, la juste valeur est principalement établie au moyen de données et d'estimations internes qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. En ce qui a trait aux instruments financiers complexes, un jugement important est exercé dans la détermination de la technique d'évaluation à utiliser ainsi que dans la sélection des intrants et des ajustements liés à cette technique. En raison de la nécessité de recourir à des estimations et du jugement qu'il convient d'exercer dans l'application d'un grand nombre de techniques d'évaluation, les estimations de la juste valeur des actifs identiques ou semblables peuvent différer d'une entité à une autre. La juste valeur reflète les conditions du marché à une date donnée et peut donc ne pas être représentative des justes valeurs futures. Elle ne saurait non plus être interprétée comme un montant réalisable en cas de règlement immédiat des instruments.

Prêts

La juste valeur des prêts est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels prévus aux taux d'intérêt du marché exigés pour de nouveaux prêts similaires à la date de clôture et elle tient compte des remboursements anticipés estimatifs. La variation des taux d'intérêt ainsi que les changements relatifs à la solvabilité des emprunteurs constituent les principales causes des variations de la juste valeur des prêts détenus par le Mouvement Desjardins, ce qui se traduit par un écart favorable ou défavorable par rapport à leur valeur comptable. Quant aux prêts douteux, leur juste valeur est présumée correspondre à leur valeur comptable.

Dépôts

La juste valeur des dépôts à taux fixe est déterminée par l'actualisation des flux de trésorerie prévus aux taux d'intérêt courants offerts sur le marché pour des dépôts ayant sensiblement la même période et elle tient compte des remboursements anticipés estimatifs. La juste valeur des dépôts qui sont assortis de caractéristiques de taux variable ou dont l'échéance n'est pas déterminée est présumée correspondre à leur valeur comptable.

Obligations subordonnées

La juste valeur des obligations subordonnées repose sur les données de courtiers.

Instruments financiers dérivés

La juste valeur des instruments financiers dérivés est déterminée au moyen de modèles d'établissement des prix qui intègrent les prix du marché courant et les prix contractuels des instruments sous-jacents, la valeur temporelle de l'argent, les courbes de rendement des taux d'intérêt, les courbes de crédit ainsi que les facteurs de volatilité. La juste valeur des instruments financiers dérivés est présentée sans tenir compte de l'incidence des accords généraux de compensation juridiquement exécutoires. Toutefois, le Mouvement Desjardins ajuste l'évaluation de ces instruments en fonction du risque de crédit, et ces ajustements tiennent compte de la capacité financière des contreparties aux contrats, de la solvabilité du Mouvement Desjardins de même que des mesures d'atténuation du risque de crédit, comme les accords généraux de compensation juridiquement exécutoires. La note 21 « Instruments financiers dérivés et activités de couverture » précise la nature des instruments financiers dérivés détenus par le Mouvement Desjardins.

Instruments financiers dont la juste valeur est égale à la valeur comptable

La valeur comptable de certains instruments financiers venant à échéance au cours des 12 prochains mois constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur. Ces instruments financiers incluent les éléments suivants : « Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières », « Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente », « Engagements de clients en contrepartie d'acceptations », « Primes à recevoir », « Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières », certains « Autres actifs – Autres », « Acceptations », « Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat », « Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières » et certains « Autres passifs – Autres ».

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

COÛTS DE TRANSACTION

Les coûts de transaction liés aux instruments financiers sont capitalisés, puis amortis sur la durée de l'instrument selon la méthode du taux d'intérêt effectif, sauf lorsqu'ils sont classés ou désignés dans la catégorie « À la juste valeur par le biais du compte de résultat », auquel cas ils sont passés en charge dès qu'ils sont engagés.

COMPENSATION DES ACTIFS ET DES PASSIFS FINANCIERS

Les actifs et passifs financiers sont présentés au net lorsqu'ils font l'objet d'un droit juridiquement exécutoire et inconditionnel d'effectuer une compensation entre les montants comptabilisés, et que le Mouvement Desjardins a l'intention de procéder à un règlement d'après le solde net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif financier est décomptabilisé du bilan combiné lorsque les droits contractuels à ses flux de trésorerie expirent, lorsque les droits contractuels de recevoir ces flux de trésorerie sont conservés, mais que le Mouvement Desjardins a l'obligation de les verser à un tiers sous certaines conditions, ou lorsque le Mouvement Desjardins transfère les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie, et que la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de l'actif ont été transférés.

Lorsque le Mouvement Desjardins a conservé la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de l'actif financier transféré, celui-ci n'est pas décomptabilisé du bilan combiné, et il y a comptabilisation d'un passif financier, s'il y a lieu.

Lorsque le Mouvement Desjardins ne transfère ni ne conserve la quasi-totalité des risques et des avantages liés à un actif financier, il décomptabilise l'actif financier dont il ne conserve pas le contrôle et comptabilise un actif ou un passif représentant les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert de l'actif. S'il conserve le contrôle de l'actif financier, le Mouvement Desjardins maintient ce dernier au bilan combiné dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Lors de la décomptabilisation d'un actif financier dans son intégralité, un gain ou une perte est comptabilisé à l'état combiné du résultat pour un montant égal à la différence entre la valeur comptable de cet actif et la valeur de la contrepartie reçue.

La direction doit faire appel à son jugement afin de déterminer si les droits contractuels aux flux de trésorerie sont expirés, transférés ou conservés avec une obligation de les verser à un tiers. En ce qui a trait au transfert de la quasi-totalité des risques et des avantages liés à la propriété de l'actif, la direction évalue l'exposition du Mouvement Desjardins avant et après le transfert ainsi que la variation du montant et du moment de la réalisation des flux de trésorerie nets liés à l'actif transféré. Enfin, la direction doit poser des jugements pour établir si elle exerce un contrôle sur l'actif financier et pour évaluer les droits conservés.

Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation liée au passif est éteinte, annulée ou expirée. L'écart entre la valeur comptable du passif financier transféré et la contrepartie payée est comptabilisé à l'état combiné du résultat.

c) Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières

Le poste « Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières » comprend la trésorerie et les équivalents de trésorerie. Les équivalents de trésorerie regroupent les dépôts à la Banque du Canada, les dépôts auprès d'institutions financières, y compris les montants nets à recevoir à la suite de la compensation en cours des chèques et d'autres effets, le montant net des chèques et des autres effets en circulation ainsi que certains titres à revenu fixe. Ces instruments financiers viennent à échéance à court terme, sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur.

d) Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières sont des titres classés selon leurs caractéristiques et l'intention de la direction dans les différentes catégories présentées à la section b) « Actifs et passifs financiers » ci-dessus.

VALEURS MOBILIÈRES ACQUISES EN VERTU DE CONVENTIONS DE REVENTE ET VALEURS MOBILIÈRES EMPRUNTÉES

Les valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et les valeurs mobilières empruntées ne sont pas comptabilisées au bilan combiné, car la quasi-totalité des risques et des avantages liés à leur propriété n'a pas été obtenue.

Les conventions de revente sont traitées comme des opérations de prêts assortis de sûretés. Un actif correspondant à la contrepartie versée en échange des valeurs mobilières acquises, y compris les intérêts courus, est comptabilisé au bilan combiné, au poste « Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente ».

Dans le cadre des emprunts de valeurs mobilières, le Mouvement Desjardins donne des garanties sous forme de trésorerie ou de valeurs mobilières. Dans les cas où la garantie est donnée sous forme de trésorerie, un actif correspondant au montant qui sera reçu lors de la remise des titres empruntés est comptabilisé au bilan combiné, au poste « Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente ». Dans les cas où la garantie est donnée sous forme de valeurs mobilières, les titres affectés en garantie ne sont pas décomptabilisés, car la quasi-totalité des risques et des avantages liés à leur propriété est conservée.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

VALEURS MOBILIÈRES VENDUES EN VERTU DE CONVENTIONS DE RACHAT ET VALEURS MOBILIÈRES PRÊTÉES

Les valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et les valeurs mobilières prêtées ne sont pas décomptabilisées du bilan combiné, car la quasi-totalité des risques et des avantages liés à leur propriété est conservée.

Les conventions de rachat sont traitées comme des opérations d'emprunts assortis de sûretés. Un passif correspondant à la contrepartie reçue en échange des valeurs mobilières vendues, y compris les intérêts courus, est comptabilisé au bilan combiné, au poste « Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat ».

Dans le cadre des prêts de valeurs mobilières, le Mouvement Desjardins reçoit des garanties sous forme de trésorerie ou de valeurs mobilières. Dans les cas où la garantie est reçue sous forme de trésorerie, un passif correspondant à l'obligation de remettre la trésorerie est comptabilisé au bilan combiné, au poste « Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat ». Dans les cas où la garantie est reçue sous forme de valeurs mobilières, les titres reçus en garantie ne sont pas comptabilisés, car la quasi-totalité des risques et des avantages liés à leur propriété n'a pas été obtenue.

VALEURS MOBILIÈRES VENDUES À DÉCOUVERT

Les valeurs mobilières vendues à découvert dans le cadre des activités de transaction, qui représentent l'obligation pour le Mouvement Desjardins de livrer des valeurs mobilières qu'il ne possédait pas au moment de la vente, sont comptabilisées à titre de passifs et inscrites à leur juste valeur. Les gains et pertes réalisés et non réalisés sur ces valeurs mobilières sont comptabilisés à l'état combiné du résultat, au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

e) Prêts

Les prêts, y compris les avances aux titulaires de police, sont inscrits au coût amorti, déduction faite de la provision pour pertes sur prêts, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les commissions perçues et les frais directs relatifs au montage, à la restructuration et à la renégociation de prêts sont traités comme faisant partie intégrante du rendement obtenu sur le prêt. Ils sont reportés et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif, et l'amortissement est comptabilisé à titre de revenus d'intérêts sur la durée du prêt. Une garantie est obtenue si elle est jugée nécessaire d'après une évaluation de solvabilité de l'emprunteur. Une telle garantie revêt habituellement la forme d'actifs, comme de la trésorerie, des titres de gouvernement, des actions, des débiteurs, des stocks ou des immobilisations.

f) Dépréciation d'actifs financiers

PRÊT DOUTEUX

À la date de clôture, le Mouvement Desjardins détermine s'il existe des indications objectives de dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs financiers. Un prêt est considéré comme douteux lorsqu'il y a une telle indication, plus précisément lorsqu'une des conditions suivantes est remplie :

- il y a tout lieu de croire qu'une partie du capital ou de l'intérêt ne pourra être recouvrée; ou
- l'intérêt ou le capital est en souffrance depuis 90 jours en vertu du contrat, à moins que le prêt ne soit entièrement garanti et qu'il ne soit en voie de recouvrement; ou
- l'intérêt ou le capital est en souffrance depuis plus de 180 jours.

Un prêt n'est pas classé à titre de prêt douteux lorsqu'il est entièrement garanti ou assuré par un gouvernement du Canada (fédéral ou provincial) ou un organisme du gouvernement du Canada.

Un prêt est considéré comme étant en souffrance dès qu'un emprunteur n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle.

Lorsqu'un prêt devient douteux, l'intérêt couru antérieurement, mais non encaissé, est capitalisé dans le prêt. Les encaissements reçus subséquentement sont comptabilisés en réduction du prêt. Un prêt cesse d'être considéré comme douteux lorsque les paiements de capital et d'intérêts sont à jour, et qu'il n'y a plus de doute quant à son recouvrement, ou encore, lorsqu'il est restructuré et traité comme un nouveau prêt, et qu'il n'y a plus de doute concernant le recouvrement du capital et des intérêts.

Les biens saisis en règlement de prêts douteux sont comptabilisés à la date de saisie, à leur juste valeur, diminuée des frais de vente. Tout écart entre la valeur comptable du prêt et la juste valeur inscrite des actifs acquis est comptabilisé au poste « Dotation à la provision pour pertes sur créances ».

Un prêt de la catégorie « Prêts et créances » est radié lorsque toutes les activités de restructuration ou de recouvrement possibles ont été entreprises, et qu'il est peu probable que l'on puisse recouvrer d'autres sommes. Lorsqu'un prêt a été entièrement radié, les paiements subséquents, le cas échéant, sont portés au poste « Dotation à la provision pour pertes sur créances » de l'état combiné du résultat. Les soldes des prêts sur cartes de crédit sont radiés entièrement lorsqu'aucun paiement n'a été reçu à l'issue d'une période de 180 jours.

Les variations de la provision individuelle pour pertes sur prêts attribuables à l'écoulement du temps sont comptabilisées au poste « Revenu d'intérêts - Prêts », tandis que celles qui sont attribuables à la révision des encaissements prévus sont comptabilisées au poste « Dotation à la provision pour pertes sur créances » de l'état combiné du résultat.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS

Les indications objectives de dépréciation sont le résultat d'un événement générateur de pertes s'étant produit après l'octroi du prêt, mais avant la date de clôture, et ayant des incidences sur les flux de trésorerie futurs estimatifs des prêts.

La dépréciation d'un prêt ou d'un groupe de prêts est déterminée au moyen de l'estimation de la valeur de recouvrement de ces actifs financiers. L'écart entre cette évaluation et la valeur comptable fait l'objet d'une provision. Cette provision est portée en réduction des actifs au poste « Provision pour pertes sur prêts ». Pour déterminer le montant de recouvrement estimatif d'un prêt, le Mouvement Desjardins utilise la valeur des flux de trésorerie futurs estimatifs actualisée au taux d'intérêt effectif inhérent au prêt. Lorsque les montants et le moment des flux de trésorerie futurs ne peuvent être estimés de manière raisonnablement fiable, le montant de recouvrement estimatif est déterminé au moyen de la juste valeur des sûretés sous-jacentes au prêt, déduction faite des coûts de réalisation prévus, ou au moyen du prix du marché observable pour le prêt. La sûreté peut varier selon la catégorie de prêts.

La provision pour perte sur prêts représente la meilleure estimation de la direction relativement à la dépréciation des prêts à la date de clôture. Dans le cadre de son évaluation, la direction doit exercer son jugement afin de déterminer les données, hypothèses et estimations à utiliser, y compris la détermination du moment où un prêt est considéré comme douteux et du montant qui pourrait être recouvré. Un changement de ces estimations et de ces hypothèses aurait une incidence sur la provision pour pertes sur prêts ainsi que sur la dotation à la provision pour pertes sur créances de l'exercice.

La provision pour pertes sur prêts relative aux prêts douteux est évaluée soit individuellement soit collectivement pour ceux qui ne sont pas individuellement significatifs, tandis que la provision pour perte sur prêts est évaluée collectivement pour les prêts non douteux.

Provisions individuelles

Le Mouvement Desjardins passe premièrement en revue ses portefeuilles de prêts individuellement afin d'apprécier le risque de crédit et de déterminer s'il existe des indications objectives de dépréciation pour lesquelles une perte devrait être comptabilisée à l'état combiné du résultat. Les portefeuilles de prêts qui n'ont pas fait l'objet d'une provision individuelle sont par la suite inclus dans des groupes d'actifs présentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et font l'objet d'une provision collective.

Provision collective sur prêts douteux

Certains portefeuilles de prêts à la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers sont composés d'un nombre élevé de soldes homogènes qui ne sont pas individuellement significatifs, et à l'égard desquels une provision collective est établie en fonction du taux historique du portefeuille en matière de pertes nettes.

Provision collective

Les portefeuilles de prêts qui n'ont pas d'indications objectives de dépréciation sont inclus dans des groupes d'actifs financiers présentant des caractéristiques de crédit similaires et font l'objet d'une provision collective.

La méthode utilisée par le Mouvement Desjardins pour évaluer la provision collective prend en compte les paramètres de risque des divers portefeuilles de prêts, notamment au moyen de l'intégration de modèles de risque de crédit élaborés. Ces modèles de détermination de la provision collective prennent en compte un certain nombre de facteurs, dont les probabilités de défaillance (fréquence des pertes), les pertes en cas de défaillance (importance des pertes) et les montants bruts susceptibles de défaillance. Ces paramètres sont établis en fonction des pertes historiques et sont déterminés selon la catégorie et la cote de risque de chaque prêt. L'évaluation de la provision collective fait largement appel au jugement de la direction et dépend de son appréciation des tendances actuelles en matière de qualité de crédit en lien avec les secteurs d'activité, de l'incidence de modifications à ses politiques de crédit de même que de la conjoncture économique.

La provision collective relative aux prêts des filiales d'assurance de personnes est incluse dans les provisions techniques, au poste « Passifs des contrats d'assurance ».

Enfin, la provision liée au risque relatif à des éléments hors bilan tels que les lettres de garanties et certains engagements de crédit non comptabilisés est enregistrée au bilan combiné, au poste « Autres passifs – Autres », et à l'état combiné du résultat, au poste « Dotation à la provision pour pertes sur créances ».

TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

Les titres classés dans la catégorie « Disponibles à la vente » font l'objet d'un examen à la date de clôture visant à déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Aux fins de l'évaluation d'une baisse de valeur, le Mouvement Desjardins tient compte de plusieurs faits propres à chaque placement, et de l'ensemble des facteurs qui pourraient indiquer une perte de valeur. Les facteurs pris en compte comprennent, sans s'y limiter, une baisse importante ou prolongée de la juste valeur, des difficultés financières importantes de l'émetteur, un manquement au contrat, la possibilité croissante de faillite ou de restructuration de l'émetteur ainsi que la disparition d'un marché actif pour cet actif financier. La direction utilise aussi son jugement quant au moment de comptabiliser une moins-value.

Le Mouvement Desjardins évalue individuellement les titres de créances de la catégorie « Disponibles à la vente » pour déterminer s'il existe une indication objective de dépréciation. Une dépréciation représente la perte cumulée, qui correspond à la différence entre le coût amorti et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte préalablement comptabilisée. Les revenus d'intérêts futurs sont calculés sur la valeur comptable réduite à l'aide du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs dans le but de mesurer la perte de valeur. Si, au cours d'une période ultérieure, la juste valeur d'un titre de créance augmente, et que cette augmentation peut être objectivement liée à un événement de crédit survenu après la comptabilisation de la dépréciation à l'état combiné du résultat, la perte de valeur est reprise par l'entremise de l'état combiné du résultat.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

En ce qui concerne les titres de capitaux propres de la catégorie « Disponibles à la vente », l'indication objective inclurait également une baisse importante ou prolongée de la juste valeur inférieure à leur coût. Lorsqu'il y a des indices de dépréciation, la perte cumulée (soit la différence entre le coût d'acquisition et la juste valeur actuelle, diminuée de toute perte préalablement comptabilisée) est sortie des autres éléments du résultat global de l'état combiné du résultat global et comptabilisée à l'état combiné du résultat. Les pertes de valeur sur des titres de capitaux propres ne sont pas contrepassées par l'entremise de l'état combiné du résultat, et les augmentations de la juste valeur après dépréciation sont enregistrées directement dans les autres éléments du résultat global à l'état combiné du résultat global. Toute perte de valeur sur les titres ayant subi une dépréciation antérieure est directement comptabilisée à l'état combiné du résultat.

g) Immobilisations corporelles et immeubles de placement

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles comprennent les terrains, les bâtiments, le matériel informatique, le mobilier, l'agencement et autres ainsi que les améliorations locatives. Ces immobilisations sont comptabilisées au coût, diminué, le cas échéant, de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur, et sont amorties en fonction de la durée d'utilité attendue du bien selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle nette des coûts de sortie. La durée d'utilité des immobilisations est généralement égale à la période d'utilité prévue du bien.

Les dotations aux amortissements concernant les immobilisations corporelles sont comptabilisées au poste « Frais autres que d'intérêts – Locaux, matériel et mobilier incluant l'amortissement » de l'état combiné du résultat.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des immeubles ou des terrains détenus en vue de générer des revenus de location ou de bénéficier de l'appréciation de leur valeur.

Les immeubles de placement sont comptabilisés au coût, diminué de l'amortissement cumulé, et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction de leur durée d'utilité. Des transferts vers ou depuis la catégorie « Immeubles de placement » sont effectués dans les seuls cas de changements d'utilisation. Lors d'un transfert d'immobilisations corporelles de la catégorie « Immeubles de placement » vers la catégorie « Bâtiments », le coût ne change pas et demeure à la valeur comptable. Si un bâtiment détenu et occupé par le Mouvement Desjardins devient un immeuble de placement, il est comptabilisé selon les méthodes comptables applicables aux immeubles de placement.

Les dotations aux amortissements des immeubles de placement sont comptabilisées au poste « Revenus nets sur les autres placements » de l'état combiné du résultat.

Amortissement

Les immobilisations corporelles et les immeubles de placement sont amortis en fonction des durées d'amortissement suivantes :

	Durées d'amortissement
Terrains	Non amortissables
Bâtiments et immeubles de placement	5 à 80 ans
Matériel informatique	2 à 10 ans
Mobilier, agencement et autres	3 à 10 ans
Améliorations locatives	Durée prévue du bail

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments significatifs dont les durées d'utilité sont différentes, ou qui procurent des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et amorti selon la durée d'amortissement qui lui est propre.

Décomptabilisation

Les immobilisations corporelles et les immeubles de placement sont décomptabilisés lors de leur cession, ou lorsque leur utilisation cesse de manière permanente, et qu'aucun avantage économique futur n'est attendu. Les profits ou pertes résultant de la sortie ou de la vente d'immeubles sont comptabilisés à l'état combiné du résultat de l'exercice au cours duquel ils sont réalisés, au poste « Locaux, matériel et mobilier incluant l'amortissement » pour les immobilisations corporelles, et au poste « Revenus nets sur les autres placements » pour les immeubles de placement.

h) Goodwill et immobilisations incorporelles

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du prix d'achat sur la juste valeur des actifs acquis et des passifs repris identifiables lors d'un regroupement d'entreprises comptabilisé selon la méthode de l'acquisition.

À la date d'acquisition, le goodwill est affecté à une ou à plusieurs unités génératrices de trésorerie (UGT ou groupe d'UGT) susceptibles de retirer des avantages du regroupement. Un groupe d'UGT ne doit pas être plus grand qu'un secteur d'activité. Une UGT est le plus petit groupe identifiable d'actifs qui génère des entrées de trésorerie indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Après l'évaluation initiale, le goodwill est évalué au coût, déduction faite de toute perte de valeur.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent celles qui sont acquises et générées en interne et elles sont comptabilisées initialement à leur coût. Le coût d'une immobilisation incorporelle acquise dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à sa juste valeur à la date de l'acquisition. Après la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles sont évaluées au coût, diminué, le cas échéant, de l'amortissement cumulé et des pertes de valeur. Les dépenses relatives aux immobilisations incorporelles générées en interne, à l'exception des coûts de développement, sont comptabilisées en résultat lorsqu'elles sont engagées.

Le Mouvement Desjardins évalue si la durée d'utilité d'une immobilisation incorporelle est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée comprennent principalement des logiciels et des relations clients et sont amorties de façon linéaire sur leur durée d'utilisation estimative, qui n'excède pas 40 ans. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée comprennent principalement des marques de commerce et des licences.

Les profits ou pertes résultant de la décomptabilisation d'une immobilisation incorporelle correspondent à la différence entre les revenus nets de sortie et la valeur nette comptable de l'actif. Ils sont comptabilisés à l'état combiné du résultat, au poste « Frais autres que d'intérêts – Autres », lors de la décomptabilisation de l'actif.

i) Dépréciation des actifs non financiers

Le Mouvement Desjardins évalue à la date de clôture s'il existe une indication qu'un actif a pu se déprécier. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur comptable d'un actif excède sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable représente la plus élevée des deux valeurs suivantes : la juste valeur diminuée des coûts de sortie ou la valeur d'utilité. La juste valeur correspond à la meilleure estimation du montant qui pourrait être obtenu de la vente de l'actif, net des coûts de sortie, lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. La valeur d'utilité est calculée selon la méthode la plus appropriée, généralement par l'actualisation des flux de trésorerie futurs recouvrables.

La perte de valeur comptabilisée, le cas échéant, à l'état combiné du résultat correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur sa valeur recouvrable. Les pertes de valeur sur un actif peuvent être reprises subséquemment et sont comptabilisées à l'état combiné du résultat de la période où elles sont constatées.

L'estimation de la valeur recouvrable d'un actif non financier visant à déterminer si ce dernier a subi une perte de valeur exige également de la direction qu'elle formule des estimations et des hypothèses, et toute modification de ces estimations et hypothèses pourrait avoir une incidence sur la détermination de la valeur recouvrable des actifs non financiers, et par conséquent, sur les résultats du test de dépréciation. Les principales estimations et hypothèses utilisées dans le calcul de la valeur recouvrable sont les flux de trésorerie futurs estimés sur la base des prévisions financières internes, les bénéfices futurs prévus, le taux de croissance et le taux d'actualisation.

Goodwill et immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée

Le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée font l'objet d'un test de dépréciation annuellement, et dès qu'il y a un indice possible d'une perte de valeur.

Le test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée est établi sur la base de la valeur recouvrable de l'immobilisation ou de chaque UGT (ou chaque groupe d'UGT) à laquelle le goodwill ou l'immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée se rapporte. Un jugement important doit être exercé pour estimer les données prises en compte dans le modèle utilisé pour établir le montant recouvrable de chaque immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ou de chaque UGT.

Lorsque la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable, une perte de valeur est enregistrée à l'état combiné du résultat de l'exercice et comptabilisée en réduction de l'immobilisation incorporelle à durée d'utilité indéterminée ou, dans le cas d'une UGT, en réduction du goodwill affecté à l'UGT (ou au groupe d'UGT) en premier lieu, puis en réduction des autres actifs identifiables de l'UGT (ou du groupe d'UGT), au prorata de leur valeur comptable dans l'unité. L'affectation d'une perte de valeur aux actifs d'une UGT (ou d'un groupe d'UGT) ne doit toutefois pas avoir pour conséquence que la valeur comptable de ces derniers soit inférieure au plus élevé des montants suivants : la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de vente, sa valeur d'utilité ou zéro.

Les pertes de valeur constatées sur le goodwill sont irréversibles.

j) Acceptations et engagements de clients en contrepartie d'acceptations

Les engagements éventuels du Mouvement Desjardins en vertu d'acceptations figurent comme éléments de passif au bilan combiné. Le recours contre le client, dans le cas où un engagement de cette nature est appelé au remboursement, est comptabilisé à titre d'élément d'actif de valeur équivalente.

k) Passifs des contrats d'assurance

Les contrats d'assurance sont des contrats qui transfèrent un risque d'assurance significatif à l'assureur lors de leur émission. Un risque d'assurance est transféré lorsque les filiales d'assurance acceptent d'indemniser le titulaire d'une police si un événement futur incertain spécifié au contrat l'affecte de façon défavorable. Les contrats émis par les filiales d'assurance qui transfèrent un risque d'assurance significatif sont classés à titre de contrats d'assurance conformément à l'IFRS 4, *Contrats d'assurance*.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Une fois qu'un contrat a été classé à titre de contrat d'assurance, il demeure un contrat d'assurance même si le risque d'assurance qu'il comporte diminue considérablement pendant sa durée de vie.

Les passifs des contrats d'assurance comprennent les passifs des contrats des filiales d'assurance de personnes et des filiales d'assurance de dommages, et ils sont décomptabilisés lorsque l'obligation précisée au contrat est acquittée ou annulée, ou qu'elle a expiré.

Passif des contrats d'assurance de personnes

Le passif des contrats d'assurance de personnes se compose des provisions techniques, des prestations à payer, des provisions pour sinistres non déclarés, des provisions pour participations et ristournes ainsi que des dépôts des titulaires de contrat.

Les provisions techniques représentent les montants qui, ajoutés aux primes et aux revenus nets de placement futurs estimatifs, permettront aux filiales d'assurance de personnes d'honorer toutes les obligations relatives aux prestations, aux participations revenant aux titulaires de contrat et aux frais connexes futurs estimatifs. Il revient à l'actuaire désigné de chacune des filiales d'assurance de personnes d'évaluer le montant des provisions techniques nécessaire pour couvrir ces engagements. Les provisions techniques de ces filiales sont déterminées selon la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB), conformément aux pratiques actuarielles reconnues au Canada, et elles sont égales à la valeur au bilan combiné des éléments d'actifs qui les soutiennent.

En vertu de la MCAB, le calcul des provisions techniques des filiales d'assurance de personnes est fondé sur une projection explicite des flux de trésorerie tirée des hypothèses courantes les plus probables pour chaque composante de ces flux et chaque éventualité importante. Chaque hypothèse non économique est rajustée afin qu'elle tienne compte d'une marge pour écart défavorable. En ce qui concerne le rendement des placements, la provision pour écarts défavorables est déterminée à l'aide de scénarios de taux de rendement qui tiennent compte de l'incertitude liée aux prévisions relatives aux taux d'intérêt sur le réinvestissement des flux de trésorerie futurs concernant la non-coordination des flux de trésorerie. Ces scénarios sont établis au moyen d'un modèle déterministe qui comprend les tests prescrits par les normes actuarielles du Canada. Pour ce qui est des garanties minimales relatives aux produits de fonds distincts, la provision pour écarts défavorables est déterminée au moyen d'une modélisation stochastique.

Passif des contrats d'assurance de dommages

Le passif des contrats d'assurance de dommages comprend les primes non acquises et les provisions pour sinistres et frais de règlement.

Les primes non acquises représentent la portion des primes restante à courir à la date de clôture.

Les provisions pour sinistres et frais de règlement relatives aux polices d'assurance des filiales d'assurance de dommages sont estimées au moyen de techniques actuarielles qui prennent en considération les hypothèses les plus probables, compte tenu des données actuellement connues, lesquelles font l'objet d'une révision et d'une mise à jour régulières. Tout redressement qui en résulte est comptabilisé à l'état combiné du résultat de l'exercice au cours duquel la révision a eu lieu. Les provisions pour sinistres et frais de règlement sont présentées sur une base actualisée en utilisant le taux de rendement des actifs sous-jacents et en incluant une marge pour écarts défavorables.

Éléments de participation discrétionnaire

Certains contrats d'assurance des filiales d'assurance de personnes comportent un élément de participation discrétionnaire qui permet aux titulaires de participer à la rentabilité associée à leur contrat. Ces derniers procurent le droit contractuel de recevoir des prestations complémentaires en tant que supplément aux prestations garanties. Les filiales d'assurance de personnes ont choisi de ne pas comptabiliser distinctement la portion participative de ces contrats. Le montant cumulatif des excédents attribuables à ces contrats est présenté au poste « Participations ne donnant pas le contrôle » du bilan combiné.

Réassurance

Afin de limiter leurs pertes, les filiales d'assurance ont recours à des ententes de réassurance qui varient selon la nature des activités. De plus, elles souscrivent une protection additionnelle de réassurance à l'égard des événements catastrophiques de grande envergure.

Les revenus de primes des contrats d'assurance et les charges relatives aux sinistres, aux prestations et aux variations des passifs des contrats d'assurance liés aux contrats faisant l'objet d'ententes de réassurance sont présentés nets des montants cédés aux réassureurs à l'état combiné du résultat.

La part des réassureurs dans le passif des contrats d'assurance est présentée au poste « Actifs de réassurance » du bilan combiné au même moment et selon des bases conformes à celles qui sont employées pour établir l'élément de passif correspondant. Ces actifs de réassurance sont composés de la part des réassureurs dans les provisions techniques et les provisions pour prestations, participations et ristournes en ce qui a trait aux activités d'assurance de personnes, et de la part des réassureurs dans les primes non acquises et les provisions pour sinistres et frais de règlement en ce qui a trait aux activités d'assurance de dommages.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

l) Fonds distincts

Certains contrats d'assurance permettent à leur titulaire d'effectuer des placements dans des fonds distincts détenus par une des filiales d'assurance de personnes à leur intention. Les titulaires de ces contrats assument les risques et bénéficient des avantages découlant de la propriété de ces placements, même s'ils sont détenus par cette filiale. En conséquence, l'actif net et le passif net des fonds distincts sont présentés sur une ligne particulière du bilan combiné. Les placements des fonds distincts sont évalués et comptabilisés à la juste valeur à la date de clôture, qui est établie selon les méthodes énoncées à la section b) « Actifs et passifs financiers ». De plus, si un fonds distinct exerce un contrôle sur un fonds commun de placement dans lequel des sommes ont été investies, ce dernier est consolidé dans l'actif net des fonds distincts. Un passif correspondant aux droits des titulaires de contrat dans l'actif net des fonds distincts est également comptabilisé distinctement.

m) Provisions

Les provisions constituent des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision est comptabilisée lorsque le Mouvement Desjardins a une obligation (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé dont l'extinction devrait se traduire par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques, et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de l'obligation est actualisé si l'effet de la valeur temporelle de l'argent est significatif.

Les provisions reposent sur la meilleure estimation par la direction des montants qui seront nécessaires pour régler l'obligation à la date de clôture compte tenu des incertitudes et des risques pertinents. En raison du caractère prospectif de ces estimations, la direction doit faire appel à son jugement pour prévoir le moment de la réalisation et le montant des flux de trésorerie futurs. Les résultats réels pourraient être sensiblement différents des prévisions.

Les dotations aux provisions et les reprises de celles-ci sont comptabilisées en résultat aux postes correspondant à la nature des dépenses couvertes.

n) Instruments financiers dérivés et activités de couverture

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur dépend d'éléments d'actif, de taux d'intérêt, de cours de change ou d'indices financiers. La grande majorité des contrats d'instruments financiers dérivés du Mouvement Desjardins est négociée de gré à gré avec la contrepartie et comprend les contrats de change à terme, les swaps de devises et de taux d'intérêt, les swaps sur défaillance de crédit, les swaps sur rendement total, les contrats de garantie de taux d'intérêt ainsi que les options sur devises, sur taux d'intérêt et sur indices boursiers. Les autres transactions sont effectuées dans le cadre d'échanges réglementés et comprennent principalement des contrats à terme normalisés. Les types de contrats utilisés sont définis à la note 21 « Instruments financiers dérivés et activités de couverture ».

Les instruments financiers dérivés, y compris les dérivés incorporés devant être comptabilisés distinctement, sont comptabilisés à la juste valeur au bilan combiné.

Les dérivés incorporés sont séparés de leur contrat hôte et comptabilisés à titre de dérivés lorsque : a) les caractéristiques économiques et les risques qu'ils présentent ne sont pas étroitement liés à ceux que présente le contrat hôte; b) le dérivé incorporé présente les mêmes conditions qu'un instrument séparé; c) l'instrument ou le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur avec les variations aux résultats combinés. Les dérivés incorporés devant être comptabilisés distinctement sont mesurés à la juste valeur, et les variations de leur juste valeur sont comptabilisées au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat » de l'état combiné du résultat.

Le Mouvement utilise les instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de gestion de l'actif et du passif.

Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction sont utilisés afin de répondre à la demande des membres et des clients, et pour permettre au Mouvement Desjardins de générer des revenus sur ses propres activités de transaction. Ces instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur au bilan combiné, et les variations de leur juste valeur sont comptabilisées au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat » de l'état combiné du résultat.

Les instruments financiers dérivés détenus à des fins de gestion de l'actif et du passif visent à gérer les risques actuels ou prévus liés au risque de marché. Ces instruments permettent au Mouvement Desjardins de transférer, de modifier ou de réduire des risques liés aux taux d'intérêt et à la devise auxquels sont exposés les actifs et passifs figurant au bilan combiné ainsi que les engagements fermes et les opérations prévues.

ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Le Mouvement Desjardins désigne principalement ses instruments financiers dérivés comme étant dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Lorsque les instruments financiers dérivés sont utilisés à des fins de gestion de l'actif et du passif, il faut déterminer si la comptabilité de couverture est appropriée à chacun d'eux. Pour être admissible à cette comptabilité, une relation de couverture doit être désignée et documentée dès le moment de sa mise en place. Cette documentation doit notamment porter sur la stratégie spécifique de gestion du risque, l'actif, le passif ou les flux de trésorerie qui font l'objet de la couverture ainsi que la mesure de l'efficacité de cette couverture. Ainsi, chaque relation de couverture doit être soumise régulièrement et individuellement à un test d'efficacité afin que l'on puisse déterminer avec une assurance raisonnable si elle est efficace et continuera de l'être. L'instrument financier dérivé doit s'avérer hautement efficace pour compenser les variations de la juste valeur ou des flux de l'élément couvert attribuables au risque faisant l'objet de la couverture.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Le Mouvement Desjardins peut également utiliser des instruments financiers dérivés à titre de couverture économique de certaines opérations dans des situations où celles-ci ne répondent pas aux conditions de la comptabilité de couverture ou qu'il fait le choix de ne pas appliquer la comptabilité de couverture. Dans de telles circonstances, les instruments financiers dérivés sont classés comme étant « Détenus à des fins de transaction », et les gains et pertes réalisés ou non réalisés sont comptabilisés à l'état combiné du résultat, au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

La désignation d'un instrument financier dérivé à titre d'instrument de couverture prend fin dans les cas suivants : l'élément couvert est vendu ou vient à échéance; l'instrument financier dérivé fait l'objet d'un rachat ou vient à échéance; la couverture n'est plus efficace; ou le Mouvement Desjardins met fin à la désignation de couverture ou s'attend à ce que la transaction prévue ne se réalise pas.

Les instruments de couverture qui satisfont aux critères stricts de la comptabilité de couverture sont comptabilisés de la manière suivante :

Couverture de juste valeur

Les opérations de couverture de juste valeur ont principalement trait à des swaps de taux d'intérêt couvrant les variations de juste valeur d'un instrument financier à taux fixe par suite de la variation des taux d'intérêt sur le marché. La variation de la juste valeur des instruments financiers dérivés de couverture compense la variation de la juste valeur des éléments couverts faisant l'objet de la couverture. Le Mouvement Desjardins utilise des stratégies de couverture de juste valeur pour ses portefeuilles de valeurs mobilières, de prêts et de dépôts.

Lors d'une opération de couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur de l'instrument financier dérivé de couverture est comptabilisée à l'état combiné du résultat, au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat », tout comme les changements de la juste valeur de l'actif ou du passif couvert attribuables au risque couvert. Le montant du gain ou de la perte attribuable au risque couvert est appliqué à la valeur comptable de l'élément couvert. Lorsque les variations de la juste valeur de l'instrument financier dérivé de couverture et de l'élément couvert ne se compensent pas entièrement, le montant en résultant, qui représente la portion inefficace de la relation, est comptabilisé au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat » de l'état combiné du résultat.

Lors de la cessation d'une relation de couverture de juste valeur, la comptabilité de couverture cesse d'être appliquée de façon prospective. L'élément couvert n'est plus ajusté pour refléter la juste valeur de l'effet du risque désigné. Les ajustements comptabilisés antérieurement à l'élément couvert sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif et comptabilisés à l'état combiné du résultat, dans le revenu net d'intérêts, en suivant l'instrument sous-jacent, selon la durée restante de l'élément couvert, sauf si l'élément couvert n'existe plus, auquel cas les ajustements au titre de l'effet du risque désigné sont immédiatement comptabilisés au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat » de l'état combiné du résultat.

Couverture de flux de trésorerie

Les opérations de couverture de flux de trésorerie ont principalement trait à des swaps de taux d'intérêt couvrant les variations des flux de trésorerie futurs générés par un instrument financier à taux variable. Les instruments financiers dérivés de couverture réduisent la variabilité des flux de trésorerie futurs sur l'élément couvert. Le Mouvement Desjardins utilise des stratégies de couverture de flux de trésorerie pour ses portefeuilles de prêts, de dépôts et de valeurs mobilières.

Pour une opération de couverture de flux de trésorerie, les gains et pertes découlant de la variation de juste valeur de la partie efficace de l'instrument financier dérivé sont présentés dans les autres éléments du résultat global, au poste « Gains (pertes) nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie », jusqu'à ce que l'élément couvert soit comptabilisé à l'état combiné du résultat. Cette variation est alors comptabilisée à l'état combiné du résultat, dans le revenu net d'intérêts, en suivant l'instrument sous-jacent. La partie inefficace des opérations de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée immédiatement à l'état combiné du résultat, au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

Lorsqu'une relation de couverture de flux de trésorerie ne répond plus aux conditions d'application de la comptabilité de couverture, le Mouvement Desjardins cesse de façon prospective d'appliquer cette comptabilité. Les gains ou pertes comptabilisés au cumul des autres éléments du résultat global sont amortis dans les comptes de résultat, dans le revenu net d'intérêts, en suivant l'instrument sous-jacent, selon la durée résiduelle prévue de la relation de couverture ayant fait l'objet d'une cessation. Si un élément couvert désigné est vendu ou vient à échéance avant que l'instrument financier dérivé connexe prenne fin, la totalité des gains ou des pertes est constatée immédiatement dans les comptes de résultat, au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

o) Garanties financières

Une garantie financière représente un contrat ou une convention d'indemnisation qui pourrait éventuellement obliger le Mouvement Desjardins à effectuer des paiements à son bénéficiaire à la suite d'une perte subie en raison de la défaillance d'une tierce partie spécifiée à effectuer un paiement à l'échéance en vertu des dispositions initiales ou modifiées de l'instrument d'emprunt.

Les garanties financières sont initialement comptabilisées dans les états financiers combinés à titre de passifs correspondant à la juste valeur de l'engagement découlant de l'émission de la garantie. Après la comptabilisation initiale, la garantie est mesurée selon le plus élevé des montants suivants :

- i) le montant initialement comptabilisé diminué, le cas échéant, des amortissements cumulés des frais comptabilisés à l'état combiné du résultat; ou
- ii) la meilleure estimation des sorties de fonds nécessaires pour régler toute obligation financière découlant de la garantie.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Si une garantie financière satisfait à la définition de dérivé, elle est évaluée à la juste valeur lors de chaque date de clôture et présentée comme un instrument financier dérivé. Les garanties présentées comme des instruments financiers dérivés sont un type de dérivé de crédit négocié hors Bourse qui permet de transférer le risque de crédit d'un instrument financier sous-jacent d'une partie à une autre.

La valeur comptable des garanties ne reflète pas le montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties. Le Mouvement Desjardins considère la différence entre ces deux montants comme des instruments de crédit hors bilan.

p) Réserves

Les réserves figurant dans les capitaux propres proviennent principalement des caisses. Elles sont basées sur le solde des réserves au 31 décembre de l'exercice précédent et sur les projets de partage des excédents de cet exercice, qui doivent être approuvés par l'assemblée générale des membres de chacune des caisses au cours des quatre mois suivant la fin de l'exercice.

La réserve de stabilisation d'une caisse et celle de la Fédération se composent des sommes affectées par la caisse ou la Fédération, selon le cas, à même les excédents d'une année. Les montants affectés à la réserve de stabilisation d'une caisse servent essentiellement au paiement de l'intérêt sur les parts permanentes qu'elle a émises, en cas d'insuffisance des excédents annuels de cette caisse. Les montants affectés à la réserve de stabilisation de la Fédération servent essentiellement au paiement de l'intérêt sur les parts permanentes émises par une caisse, en cas d'insuffisance des sommes affectées à la réserve de stabilisation de cette dernière, et au paiement de l'intérêt sur les parts de capital F émises par la Fédération, en cas d'insuffisance des excédents annuels de celle-ci.

La réserve pour ristournes éventuelles est constituée des sommes affectées par les caisses. Cette réserve leur permet de gérer, au fil du temps, l'incidence des variations des excédents annuels sur le versement de ristournes aux membres.

La réserve générale représente principalement les sommes affectées par les caisses, la Fédération, le FSD et la Caisse centrale Desjardins. Cette réserve ne peut servir qu'à combler un déficit et ne peut être partagée entre les membres ni entamée par le versement d'une ristourne. Les autres réserves sont constituées principalement de sommes affectées par les caisses qui pourront être prises en compte dans le calcul du projet de partage seulement au moment de la réalisation par les caisses des éléments affectés antérieurement à ces réserves.

q) Comptabilisation des revenus

Les revenus sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que les avantages économiques seront versés au Mouvement Desjardins et qu'ils peuvent être mesurés de manière fiable. En plus des éléments mentionnés dans la section b) « Actifs et passifs financiers », les critères de comptabilisation spécifiques suivants doivent également être satisfaits avant que les revenus soient comptabilisés.

Revenu net d'intérêts

Les revenus et frais d'intérêts proviennent principalement du secteur Particuliers et Entreprises et de la rubrique « Autres ». Ils sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti, les actifs financiers portant intérêt de la catégorie « Disponibles à la vente » et les instruments financiers de la catégorie « À la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

La méthode du taux d'intérêt effectif est un mode de calcul du coût amorti d'un actif ou d'un passif financier et de répartition des revenus ou des frais d'intérêts sur la période concernée. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, le cas échéant, sur une période plus courte, de manière à obtenir la valeur comptable nette de ce dernier.

Lors du calcul du taux d'intérêt effectif, le Mouvement Desjardins estime les flux de trésorerie compte tenu de toutes les conditions contractuelles de l'instrument financier (par exemple, les options de remboursement anticipé), mais ne tient pas compte des pertes sur créances futures. Le calcul prend en compte les coûts et revenus de transaction entre les parties au contrat ainsi que les primes ou escomptes. Les coûts et revenus de transaction qui font partie intégrante du taux effectif du contrat tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires sont assimilés à des compléments d'intérêts.

Primes

Les primes brutes liées aux contrats d'assurance des filiales d'assurance de personnes sont comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles deviennent exigibles. Dès que ces primes sont constatées, une provision actuarielle est établie et comptabilisée dans le passif, au poste « Passifs des contrats d'assurance ». Les primes sont présentées déduction faite des primes cédées en vertu des contrats de réassurance au poste « Primes nettes » de l'état combiné du résultat.

Les primes brutes relatives aux contrats d'assurance des filiales d'assurance de dommages sont comptabilisées à titre de revenus proportionnellement à la durée des contrats. Les primes sont présentées déduction faite des primes cédées en vertu des contrats de réassurance au poste « Primes nettes » de l'état combiné du résultat. La portion des primes restant à courir à la date de clôture est présentée au poste « Passifs des contrats d'assurance » du bilan combiné.

Frais de service, de commissions, de courtage et autres

Le Mouvement Desjardins perçoit des revenus tirés des frais de service, de commissions et de courtage relatifs à une vaste gamme de services et de produits qu'il offre à ses membres et à ses clients.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

Les frais de service, de commissions, de courtage et de fonds de placement sont comptabilisés une fois que le service a été exécuté ou que le produit a été livré. Ces revenus sont comptabilisés aux postes « Frais de service sur les dépôts et paiements » et « Services de courtage et de fonds de placement » de l'état combiné du résultat.

Les commissions de syndication de prêts sont comptabilisées à titre de revenus à la signature de l'entente de syndication, à moins que le rendement du prêt conservé par le Mouvement Desjardins ne soit inférieur à celui d'autres établissements de crédit comparables participant au financement. Dans de tels cas, une fraction appropriée de la commission est reportée selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Ces revenus sont comptabilisés au poste « Commissions sur prêts et cartes de crédit » de l'état combiné du résultat.

Les commissions et frais provenant de la négociation ou de la participation à la négociation d'une transaction pour le compte d'un tiers tels que l'agencement de l'acquisition d'actions ou d'autres valeurs mobilières, ou l'achat ou la vente d'entreprises sont reconnus à l'issue de la transaction sous-jacente. Les revenus de ces commissions sont comptabilisés au poste « Services de courtage et de fonds de placement » de l'état combiné du résultat. Les revenus de commissions sur prêts et cartes de crédit sont enregistrés au poste « Commissions sur prêts et cartes de crédit » de l'état combiné du résultat.

Les honoraires de gestion de portefeuilles et liés à d'autres services sont comptabilisés sur la base des contrats de services applicables au prorata de la période pendant laquelle le service est exécuté. Les revenus provenant de la gestion de portefeuilles sont comptabilisés au poste « Honoraires de gestion et de services de garde » de l'état combiné du résultat.

Les honoraires de gestion d'actifs liés aux fonds d'investissement sont comptabilisés au prorata de la période pendant laquelle le service est exécuté. Le même principe est appliqué à la gestion de patrimoine, à la planification financière et aux services de garde qui sont exécutés en continu pendant une longue période. Les revenus provenant de la gestion d'actifs sont enregistrés au poste « Honoraires de gestion et de services de garde » de l'état combiné du résultat.

Les revenus de dividendes sont comptabilisés lorsque le droit du Mouvement Desjardins d'en recevoir le paiement est établi.

r) Biens sous gestion et sous administration

Les biens sous gestion et sous administration sont détenus par les clients à leur propre bénéfice. Ces actifs ne figurent donc pas au bilan combiné du Mouvement Desjardins. Les revenus provenant de ces services de gestion sont comptabilisés au poste « Honoraires de gestion et de services de garde » de l'état combiné du résultat lorsque le service a été exécuté.

s) Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises étrangères sont convertis en dollars canadiens au cours de change en vigueur à la date de clôture. Les éléments d'actif et de passif non monétaires évalués au coût historique sont convertis au cours de change applicable à la date de la transaction, tandis que ceux qui sont évalués à la juste valeur sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette valeur a été déterminée. Les revenus et frais sont convertis au cours de change moyen de l'exercice. Les gains et pertes, réalisés ou non, résultant de ces conversions sont comptabilisés à l'état combiné du résultat, au poste « Revenus de change ». Toutefois, les gains et pertes non réalisés sur les instruments financiers non monétaires classés comme étant « Disponibles à la vente » ainsi que les gains et pertes sur des dérivés désignés comme instruments de couverture de flux de trésorerie sont présentés dans les autres éléments de l'état combiné du résultat global.

t) Contrats de location

En vertu d'un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et des avantages de l'actif. Ce type de contrat s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien. Par opposition, en vertu d'un contrat de location simple, le bailleur conserve l'essentiel des risques et des avantages de l'actif donné en location. Le Mouvement Desjardins fait partie principalement de contrats de location simple. La comptabilisation des contrats de location simple dépend de sa position en tant que partie prenante au contrat :

Bailleur

Lorsque le Mouvement Desjardins agit à titre de bailleur, les revenus locatifs provenant des contrats de location simple sont comptabilisés de façon linéaire sur la durée du contrat de location au poste « Revenus nets sur les autres placements », et l'actif loué demeure comptabilisé au bilan combiné. Les coûts directs initiaux engagés lors de la négociation et de la rédaction d'un contrat de location simple sont ajoutés à la valeur comptable de l'actif loué, et comptabilisés sur la période de location de la même façon que les revenus locatifs. Les loyers conditionnels sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice au cours duquel ils sont acquis.

Preneur

Lorsque le Mouvement Desjardins agit à titre de preneur, le bien n'est pas comptabilisé à l'actif. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont comptabilisés en charges sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat au poste « Locaux, matériel et mobilier incluant l'amortissement » de l'état combiné du résultat.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

u) Impôts sur les excédents

La charge d'impôt sur les excédents comptabilisés à l'état combiné du résultat comprend la charge d'impôt exigible et différé sur les excédents d'exploitation ainsi que les conséquences fiscales de la rémunération sur le capital social et des dividendes lorsque certaines conditions sont respectées. Le total de la charge d'impôt comprend la charge d'impôt sur les excédents de l'état combiné des résultats et les impôts exigibles et différés des éléments qui ont été comptabilisés hors résultat directement à l'état combiné du résultat global ou à l'état combiné des variations des capitaux propres.

Le total de la charge d'impôt est fondé sur le traitement fiscal prévu des transactions. Pour déterminer les éléments actuels et futurs de cette charge, la direction doit exercer son jugement afin d'établir des hypothèses concernant les dates auxquelles les actifs et passifs d'impôt différé seront contrepassés. Un jugement important doit être exercé afin d'interpréter les lois fiscales pertinentes pour déterminer la charge d'impôt. Si l'interprétation du Mouvement Desjardins diffère de celle des autorités fiscales ou si les dates des contrepassations ne correspondent pas aux prévisions, la provision pour impôts sur les excédents pourrait augmenter ou diminuer au cours des exercices suivants.

IMPÔT EXIGIBLE

Les actifs et passifs d'impôt exigible de l'exercice et des exercices précédents sont évalués sur la base du montant que le Mouvement Desjardins s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou à payer à celles-ci. Les règles fiscales et taux d'impôt appliqués pour déterminer ces montants sont ceux qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

IMPÔT DIFFÉRÉ

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode bilancielle du report variable pour toutes les différences temporaires existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable au bilan combiné.

Des passifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires imposables, sauf :

- i) lorsque le passif d'impôt différé résulte de la reconnaissance initiale du goodwill ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, lorsqu'elle survient, n'affecte pas le résultat comptable ni le bénéfice imposable ni la perte fiscale; et
- ii) pour les différences temporaires imposables liées à des participations dans les filiales lorsque la date à laquelle la différence temporaire s'inversera peut être contrôlée, et qu'il est probable que la différence temporaire ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporaires déductibles ainsi que tous les reports prospectifs de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que sera disponible un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles, reports prospectifs de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés, sauf :

- i) quand l'actif d'impôt différé lié à la différence temporaire déductible est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction, n'affecte pas le résultat comptable ni le bénéfice imposable ni la perte fiscale; et
- ii) pour les différences temporaires déductibles liées à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises. Des actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la différence temporaire s'inversera dans un avenir prévisible, et qu'il existera un bénéfice imposable auquel la différence temporaire pourra être imputée.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue lors de chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il ne paraît plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant soit disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de la totalité ou d'une partie d'un actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non reconnus sont réappréciés lors de chaque date de clôture et reconnus dans la mesure où il devient probable qu'un bénéfice futur imposable permettra de les recouvrer.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue pendant l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des règles fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que cet impôt différé concerne la même entité imposable et la même autorité fiscale.

v) Ristournes aux membres

Le conseil d'administration de chaque caisse recommande pour approbation le projet de partage des excédents à son assemblée générale annuelle des membres, qui a lieu au cours des quatre mois suivant la fin de l'exercice. Le montant du versement des ristournes en fait partie. Les ristournes sont notamment estimées en fonction des excédents réalisés au cours de l'exercice par les caisses et en prenant en considération l'encadrement financier portant sur l'affectation des excédents en lien avec le plan de capitalisation du Mouvement Desjardins, qui fixe les cibles de capitalisation. L'écart entre le montant des ristournes réellement versées, en espèces ou en parts pour les parts de ristournes, à la suite des diverses assemblées générales des caisses, et le montant estimé est imputé aux résultats combinés de l'exercice où les versements ont lieu.

NOTE 2 – PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

La base de répartition des ristournes est fonction des intérêts enregistrés sur les prêts et dépôts, de l'encours moyen des fonds de placement Desjardins, des placements garantis liés aux marchés, des prêts Accord D que le membre a obtenus par l'intermédiaire de la caisse et des frais perçus du membre selon les divers services utilisés. Pour les parts de ristournes, le projet de partage des excédents prend en compte un programme qui permet aux membres, à leur choix, de recevoir leurs ristournes sous forme de parts, qui sont alors bonifiées par rapport à celles qui sont versées en espèces. Qu'elles soient versées sous forme de parts ou en espèces, les ristournes sont comptabilisées au poste « Ristournes aux membres » de l'état combiné du résultat. Les caisses peuvent verser des ristournes lorsque les exigences légales et réglementaires sont respectées.

w) Avantages du personnel

AVANTAGES À COURT TERME

Les avantages à court terme comprennent les salaires et commissions, les cotisations sociales et certaines primes payables au cours des 12 mois suivant la clôture de l'exercice. Une charge est comptabilisée au titre de ces avantages sur la période au cours de laquelle les services ayant donné droit à ces avantages ont été rendus.

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Régimes de retraite et régimes d'avantages complémentaires

Le Mouvement Desjardins offre à la majorité de ses employés un régime de retraite ainsi qu'un régime excédentaire de retraite à prestations définies. Il offre également un régime d'avantages complémentaires de retraite incluant des protections d'assurance maladie, d'assurance de soins dentaires et d'assurance vie aux employés qui prennent leur retraite ainsi qu'aux personnes à leur charge.

Le coût de ces régimes est comptabilisé à l'état combiné du résultat et se compose du coût des services courants, du coût des services passés et des intérêts nets sur les passifs nets au titre des régimes à prestations définies. Le coût des services passés découlant de la modification ou de la réduction des régimes est comptabilisé immédiatement à l'état combiné du résultat.

Les réévaluations des passifs nets au titre des régimes à prestations définies sont comptabilisées aux autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés ultérieurement à l'état combiné du résultat et sont reclassées immédiatement dans les excédents non répartis. Les réévaluations des passifs nets au titre des régimes à prestations définies comprennent les gains et pertes actuariels et l'écart entre le rendement réel des actifs du régime et le produit d'intérêts généré par ces actifs, qui est comptabilisé à l'état combiné du résultat. Les gains et pertes actuariels résultent des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des régimes à prestations définies ainsi que des gains ou des pertes d'expérience sur cette même obligation.

L'actif ou passif net au titre des régimes à prestations définies correspond à la valeur actualisée de l'obligation de ces régimes calculée selon la méthode des unités de crédit projetées, diminuée de la juste valeur des actifs des régimes. La valeur de tout actif au titre des régimes à prestations définies, le cas échéant, est restreinte à la valeur actualisée de tout avantage économique disponible sous forme de remboursement provenant des régimes ou de réductions des cotisations futures aux régimes de retraite.

Les passifs nets des régimes de retraite et les passifs nets liés aux autres régimes d'avantages complémentaires de retraite sont comptabilisés au poste « Passifs nets au titre des régimes à prestations définies » du bilan combiné.

NOTE 3 – CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Compensation d'actifs et de passifs financiers

Le 1^{er} janvier 2014, le Mouvement Desjardins a adopté les modifications apportées à l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*. Ces modifications précisent les critères relatifs à la compensation des actifs et des passifs financiers, notamment le droit de compensation juridiquement exécutoire et inconditionnel et la réalisation de l'actif et le règlement du passif simultanément. L'adoption des modifications apportées à l'IAS 32 n'a eu aucune incidence sur les résultats ni sur la situation financière du Mouvement Desjardins.

NOTE 4 – MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Les normes comptables qui ont été publiées par l'IASB, mais qui ne sont pas encore en vigueur le 31 décembre 2014, sont présentées ci-après. Les autorités réglementaires ont indiqué que ces normes ne peuvent pas être adoptées de manière anticipée, à moins d'un avis contraire de leur part.

IFRS 11, *Partenariats – Acquisition d'intérêts dans une entreprise commune*

L'IASB a publié en mai 2014 des modifications à l'IFRS 11, *Partenariats*. Ces modifications précisent que les principes de comptabilisation des regroupements d'entreprises s'appliquent à l'acquisition d'intérêts dans une entreprise commune qui constitue une entreprise au sens de l'IFRS 3, *Regroupements d'entreprises*.

Les modifications à cette norme seront applicables de façon prospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2016.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*

L'IASB a publié en mai 2014 l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui introduit un modèle de comptabilisation unique et exhaustif pour tous les contrats avec des clients, à l'exception de ceux entrant dans le champ d'application d'autres normes tels que les contrats d'assurance et les instruments financiers. L'IFRS 15 remplace ainsi les deux principales normes de comptabilisation des produits, soit l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, et l'IAS 11, *Contrats de construction*, de même que les interprétations connexes. Le principe de base de cette nouvelle norme est que la comptabilisation d'un produit doit traduire le transfert de biens ou de services en un montant qui reflète la valeur de la contrepartie reçue, ou que l'on s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme fournit aussi davantage de directives relativement à certains types de transactions et se traduira par une divulgation accrue de renseignements sur les produits.

Le Mouvement Desjardins évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15, qui sera applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017.

IFRS 9, *Instruments financiers*

L'IASB a publié en juillet 2014 la version complète et définitive de l'IFRS 9, *Instruments financiers*, qui remplacera l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. L'IFRS 9 comprend les exigences relatives au classement et à l'évaluation des actifs et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture.

L'IFRS 9 établit un nouveau modèle de classement et d'évaluation des actifs financiers visant à déterminer si un actif financier doit être classé au coût amorti, à la juste valeur par le biais du résultat net ou à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Ce modèle est basé sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier ainsi que sur le modèle économique en vertu duquel il est détenu. Pour le classement et l'évaluation des passifs financiers, la nouvelle norme reprend essentiellement les exigences actuelles de l'IAS 39.

La norme introduit également un modèle unique de dépréciation des actifs financiers nécessitant la comptabilisation des pertes de crédit attendues plutôt que celle des pertes subies tel que l'exige le modèle de dépréciation actuel. Le modèle prévoit une approche en plusieurs étapes et fondée sur l'évolution de la qualité du crédit depuis la comptabilisation initiale.

Enfin, l'IFRS 9 inclut un nouveau modèle pour la comptabilité de couverture afin de mieux harmoniser celle-ci avec les activités de gestion des risques.

La date d'application de l'IFRS 9 a été fixée aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. Le Mouvement Desjardins évalue actuellement les incidences de l'adoption de cette norme.

NOTE 5 – VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

CLASSEMENT ET VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux suivants présentent la valeur comptable de tous les actifs et passifs financiers selon leur classement dans les catégories définies par les normes relatives aux instruments financiers ainsi que celle des instruments financiers désignés comme instruments de couverture :

	À la juste valeur par le biais du compte de résultat					
	Détenus à des fins de transaction	Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat	Disponibles à la vente	Prêts et créances et passifs financiers au coût amorti	Dérivés désignés comme instruments de couverture ⁽²⁾	Total
Au 31 décembre 2014						
Actifs financiers						
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	13 \$	174 \$	262 \$	1 332 \$	- \$	1 781 \$
Valeurs mobilières						
Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	11 168	13 677	-	-	-	24 845
Titres disponibles à la vente	-	-	19 890	-	-	19 890
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	-	-	-	9 959	-	9 959
Prêts ⁽¹⁾	-	-	-	150 454	-	150 454
Autres actifs financiers						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	-	-	-	858	-	858
Primes à recevoir	-	-	-	1 127	-	1 127
Instruments financiers dérivés	1 896	-	-	-	1 237	3 133
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières	-	-	-	1 742	-	1 742
Autres	-	-	-	955	-	955
Total des actifs financiers	13 077 \$	13 851 \$	20 152 \$	166 427 \$	1 237 \$	214 744 \$
Passifs financiers						
Dépôts	- \$	- \$	- \$	146 324 \$	- \$	146 324 \$
Autres passifs financiers						
Acceptations	-	-	-	858	-	858
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	6 304	-	-	-	-	6 304
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	-	-	-	13 072	-	13 072
Instruments financiers dérivés	1 495	-	-	-	180	1 675
Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières	-	-	-	3 713	-	3 713
Autres	91	-	-	2 798	-	2 889
Obligations subordonnées	-	-	-	2 564	-	2 564
Total des passifs financiers	7 890 \$	- \$	- \$	169 329 \$	180 \$	177 399 \$

⁽¹⁾ Pour plus de renseignements, se référer à la note 9 « Prêts et provision pour pertes sur prêts ».

⁽²⁾ Pour obtenir le détail des dérivés désignés comme instruments de couverture, se référer à la note 21 « Instruments financiers dérivés et activités de couverture ».

NOTE 5 – VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

CLASSEMENT ET VALEUR COMPTABLE DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Au 31 décembre 2013	À la juste valeur par le biais du compte de résultat		Disponibles à la vente	Prêts et créances et passifs financiers au coût amorti	Dérivés désignés comme instruments de couverture ⁽²⁾	Total
	Détenus à des fins de transaction	Désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat				
Actifs financiers						
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	- \$	25 \$	129 \$	1 166 \$	- \$	1 320 \$
Valeurs mobilières						
Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	11 211	12 325	-	-	-	23 536
Titres disponibles à la vente	-	-	19 041	-	-	19 041
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	-	-	-	7 710	-	7 710
Prêts ⁽¹⁾	-	-	-	140 533	-	140 533
Autres actifs financiers						
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	-	-	-	985	-	985
Primes à recevoir	-	-	-	1 123	-	1 123
Instruments financiers dérivés	1 555	-	-	-	767	2 322
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières	-	-	-	1 891	-	1 891
Autres	-	-	-	1 013	-	1 013
Total des actifs financiers	12 766 \$	12 350 \$	19 170 \$	154 421 \$	767 \$	199 474 \$
Passifs financiers						
Dépôts	- \$	- \$	- \$	136 746 \$	- \$	136 746 \$
Autres passifs financiers						
Acceptations	-	-	-	985	-	985
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	7 754	-	-	-	-	7 754
Engagements liés aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	-	-	-	9 579	-	9 579
Instruments financiers dérivés	1 447	-	-	-	272	1 719
Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières	-	-	-	3 752	-	3 752
Autres	133	-	-	2 793	-	2 926
Obligations subordonnées	-	-	-	3 063	-	3 063
Total des passifs financiers	9 334 \$	- \$	- \$	156 918 \$	272 \$	166 524 \$

⁽¹⁾ Pour plus de renseignements, se référer à la note 9 « Prêts et provision pour pertes sur prêts ».

⁽²⁾ Pour obtenir le détail des dérivés désignés comme instruments de couverture, se référer à la note 21 « Instruments financiers dérivés et activités de couverture ».

NOTE 6 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

HIÉRARCHIE DES JUSTES VALEURS

L'évaluation de la juste valeur des instruments est établie en fonction de la hiérarchie à trois niveaux suivante :

- le niveau 1 a trait à une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- le niveau 2 a trait à des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données observables sur le marché;
- le niveau 3 a trait à des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Transfert entre niveaux

Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie des instruments évalués à la juste valeur se font à la date de clôture.

NOTE 6 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

HIÉRARCHIE DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR

Les tableaux suivants présentent la hiérarchie des instruments financiers évalués à la juste valeur au bilan combiné :

Au 31 décembre 2014	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat				
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	4 \$	183 \$	- \$	187 \$
Valeurs mobilières – Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat				
Créances émises ou garanties par des				
Entités gouvernementales canadiennes	6 530	478	-	7 008
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	10 806	368	-	11 174
Corps scolaires ou publics au Canada	31	132	-	163
Administrations publiques à l'étranger	797	-	-	797
Autres titres				
Institutions financières	25	558	72	655
Autres émetteurs	2	1 635	2 527	4 164
Titres de participation	752	111	21	884
	18 947	3 465	2 620	25 032
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	-	1 000	-	1 000
Contrats de change	-	917	-	917
Autres contrats	-	1 216	-	1 216
	-	3 133	-	3 133
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	18 947	6 598	2 620	28 165
Actifs financiers disponibles à la vente				
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	-	262	-	262
Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente				
Créances émises ou garanties par des				
Entités gouvernementales canadiennes	6 769	1 326	-	8 095
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	8 385	198	-	8 583
Corps scolaires ou publics au Canada	8	-	-	8
Administrations publiques à l'étranger	-	31	-	31
Autres titres				
Institutions financières	192	626	-	818
Autres émetteurs	-	278	107	385
Titres de participation	1 533	392	43	1 968
Total des actifs financiers disponibles à la vente⁽¹⁾	16 887	3 113	150	20 150
Instruments financiers des fonds distincts	5 044	3 682	-	8 726
Total des actifs financiers	40 878 \$	13 393 \$	2 770 \$	57 041 \$
Passifs financiers				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				
Autres passifs				
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	6 118 \$	186 \$	- \$	6 304 \$
Autres	-	-	91	91
	6 118	186	91	6 395
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	-	248	-	248
Contrats de change	-	230	-	230
Autres contrats	-	1 180	17	1 197
	-	1 658	17	1 675
Total des passifs financiers	6 118 \$	1 844 \$	108 \$	8 070 \$

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2014, certaines valeurs mobilières disponibles à la vente d'une valeur comptable de 2 M\$ sont comptabilisées au coût, puisque leur juste valeur ne peut être évaluée de façon fiable.

NOTE 6 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

HIÉRARCHIE DES INSTRUMENTS FINANCIERS ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR (suite)

Au 31 décembre 2013	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat				
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	1 \$	24 \$	- \$	25 \$
Valeurs mobilières – Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat				
Créances émises ou garanties par des				
Entités gouvernementales canadiennes	5 791	542	-	6 333
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	9 763	459	-	10 222
Corps scolaires ou publics au Canada	27	128	-	155
Administrations publiques à l'étranger	525	-	-	525
Autres titres				
Institutions financières	22	1 117	61	1 200
Autres émetteurs	1	1 673	2 505	4 179
Titres de participation	804	109	9	922
	16 934	4 052	2 575	23 561
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	-	785	-	785
Contrats de change	-	405	-	405
Autres contrats	-	1 131	1	1 132
	-	2 321	1	2 322
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	16 934	6 373	2 576	25 883
Actifs financiers disponibles à la vente				
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	-	129	-	129
Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente				
Créances émises ou garanties par des				
Entités gouvernementales canadiennes	6 392	-	-	6 392
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	7 870	295	-	8 165
Corps scolaires ou publics au Canada	5	-	-	5
Administrations publiques à l'étranger	-	35	-	35
Autres titres				
Institutions financières	197	2 109	-	2 306
Autres émetteurs	5	242	104	351
Titres de participation	1 457	299	29	1 785
Total des actifs financiers disponibles à la vente⁽¹⁾	15 926	3 109	133	19 168
Instruments financiers des fonds distincts	4 479	2 806	-	7 285
Total des actifs financiers	37 339 \$	12 288 \$	2 709 \$	52 336 \$
Passifs financiers				
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				
Autres passifs				
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	7 651 \$	103 \$	- \$	7 754 \$
Autres	-	-	133	133
	7 651	103	133	7 887
Instruments financiers dérivés				
Contrats de taux d'intérêt	-	511	-	511
Contrats de change	-	85	-	85
Autres contrats	-	1 113	10	1 123
	-	1 709	10	1 719
Total des passifs financiers	7 651 \$	1 812 \$	143 \$	9 606 \$

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2013, certaines valeurs mobilières disponibles à la vente d'une valeur comptable de 2 M\$ étaient comptabilisées au coût, puisque leur juste valeur ne pouvait être évaluée de façon fiable.

Aucun transfert imputable à des changements touchant le caractère observable ou non des données de marché n'a été effectué entre les niveaux de la hiérarchie des instruments évalués à la juste valeur au cours des exercices terminés le 31 décembre 2014 et 2013.

NOTE 6 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

HIÉRARCHIE DES INSTRUMENTS FINANCIERS DONT LA VALEUR COMPTABLE N'EST PAS ÉGALE À LA JUSTE VALEUR

Les tableaux suivants présentent, par niveaux de la hiérarchie, les instruments financiers dont la valeur comptable n'est pas égale à la juste valeur :

Au 31 décembre 2014	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers					
Prêts	150 454 \$	151 014 \$	- \$	5 353 \$	145 661 \$
Passifs financiers					
Dépôts	146 324	146 736	886	145 850	-
Obligations subordonnées	2 564	2 784	-	2 784	-

Au 31 décembre 2013	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers					
Prêts	140 533 \$	141 087 \$	- \$	4 978 \$	136 109 \$
Passifs financiers					
Dépôts	136 746	137 452	897	136 555	-
Obligations subordonnées	3 063	3 267	-	3 267	-

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS CLASSÉS DANS LE NIVEAU 3

Processus d'évaluation des instruments financiers classés dans le niveau 3

Le Mouvement Desjardins a mis en place divers contrôles et procédures clés afin de s'assurer que l'évaluation des instruments financiers classés dans le niveau 3 est appropriée et fiable. Le cadre de gouvernance financière prévoit une surveillance indépendante et une séparation des tâches à cet égard.

Les instruments financiers classés dans le niveau 3 les plus importants que détient le Mouvement Desjardins sont les BTAA, les obligations hypothécaires, les titres de participation ainsi que le passif financier lié aux options de vente émises à l'intention de certains détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

Le Mouvement Desjardins utilise un modèle interne pour évaluer les BTAA. Des données obtenues auprès de tierces parties sont utilisées pour valider cette évaluation, à posteriori, et tout écart important est analysé. De plus, les résultats de ce modèle sont comparés fréquemment à certains indices de crédit et à d'autres indicateurs pertinents. À cet égard, un tableau de bord qui présente, entre autres, un survol des marchés de crédit et des indicateurs permettant un suivi des valeurs et des principaux risques découlant des BTAA est envoyé régulièrement aux membres d'un comité qui soutient le comité de direction du Mouvement Desjardins. Celui-ci approuve trimestriellement la juste valeur des BTAA ainsi que leur méthodologie d'évaluation.

En ce qui concerne les obligations hypothécaires, le Mouvement Desjardins a élaboré une grille de paramètres basés sur des données comparables, qui est révisée annuellement et ajustée selon les tendances du marché. Des contrôles trimestriels sont effectués afin de s'assurer que les taux utilisés par le système sont conformes à cette grille et que leur évolution est raisonnable.

Le Mouvement Desjardins évalue la majorité des titres de participation en se basant sur des évaluations de courtiers obtenues auprès de tierces parties indépendantes. Les données obtenues sont examinées et approuvées par le Mouvement Desjardins.

Dans le cadre de l'acquisition de Qtrade Canada Inc. complétée en 2013, le Mouvement Desjardins a consenti à certains détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle des options de vente de leurs participations à des dates prédéterminées et à un prix représentant la juste valeur à ces dates, et définies ci-après en tant que « Passif financier lié aux options de vente ». Les principales données utilisées dans l'évaluation de ce passif financier découlent de prévisions internes de la direction de l'entreprise acquise et d'estimations du Mouvement Desjardins. Les prévisions internes et hypothèses sur lesquelles repose cette technique d'évaluation ont été préparées par une tierce partie indépendante, puis examinées et approuvées par le Mouvement Desjardins.

Sensibilité des instruments financiers classés dans le niveau 3

Le Mouvement Desjardins effectue des analyses de sensibilité pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3. L'effet de la substitution de données non observables par une ou plusieurs hypothèses raisonnablement possibles n'entraîne pas de variation significative de la juste valeur des instruments financiers classés dans ce niveau.

NOTE 6 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie, soit ceux dont la juste valeur est établie au moyen de techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché :

	Solde au début de l'exercice	Gains / pertes réalisés comptabilisés en résultat net ⁽¹⁾	Gains / pertes non réalisés comptabilisés en résultat net ⁽²⁾	Gains / pertes non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ⁽³⁾	Transfert d'instruments vers (depuis) le niveau 3	Achats / Émissions	Ventes / Règlements	Solde à la fin de l'exercice
2014								
Actifs financiers								
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat								
Valeurs mobilières – Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat								
Autres titres								
Institutions financières								
Obligations hypothécaires	61 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	11 \$	- \$	72 \$
Autres émetteurs								
Fonds de couverture	18	-	(2)	-	-	-	(6)	10
Billets à terme adossés à des actifs	1 630	-	69	-	-	-	(58)	1 641
Obligations hypothécaires	817	-	34	-	-	70	(71)	850
Titres adossés à des actifs financiers	40	-	2	-	-	-	(16)	26
Titres de participation	9	-	-	-	-	12	-	21
Instruments financiers dérivés								
Autres contrats								
Swap sur rendement total	1	-	-	-	(1)	-	-	-
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	2 576	-	103	-	(1)	93	(151)	2 620
Actifs financiers disponibles à la vente								
Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente								
Autres titres								
Autres émetteurs								
Obligations hypothécaires	104	-	-	5	-	-	(2)	107
Titres de participation	29	(1)	-	9	-	9	(3)	43
Total des actifs financiers disponibles à la vente	133	(1)	-	14	-	9	(5)	150
Instruments financiers des fonds distincts	-	-	-	-	(2)	2	-	-
Total des actifs financiers	2 709 \$	(1) \$	103 \$	14 \$	(3) \$	104 \$	(156) \$	2 770 \$
Passifs financiers								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction								
Autres passifs – Autres								
Passif financier lié aux options de vente	133 \$	- \$	5 \$	- \$	- \$	- \$	(47) \$	91 \$
Instruments financiers dérivés								
Autres contrats	10	(1)	9	-	-	2	(3)	17
Total des passifs financiers	143 \$	(1) \$	14 \$	- \$	- \$	2 \$	(50) \$	108 \$

⁽¹⁾ Les gains ou pertes réalisés sur les actifs financiers détenus à des fins de transaction et désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont présentés au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ». Les pertes ou gains réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés au poste « Revenus nets sur les titres disponibles à la vente ».

⁽²⁾ Les gains ou pertes non réalisés sur les actifs financiers détenus à des fins de transaction et désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont présentés au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

⁽³⁾ Les gains ou pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à l'état combiné du résultat global, au poste « Gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente ».

NOTE 6 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)**Variation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 (suite)**

2013	Solde au début de l'exercice	Gains / pertes réalisés comptabilisés en résultat net ⁽¹⁾	Gains / pertes non réalisés comptabilisés en résultat net ⁽²⁾	Gains / pertes non réalisés comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ⁽³⁾	Transfert d'instruments vers (depuis) le niveau 3	Achats / Émissions	Ventes / Règlements	Solde à la fin de l'exercice
Actifs financiers								
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat								
Valeurs mobilières – Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat								
Autres titres								
Institutions financières								
Obligations hypothécaires	63 \$	- \$	(2) \$	- \$	- \$	- \$	- \$	61 \$
Autres émetteurs								
Fonds de couverture	17	-	1	-	-	-	-	18
Billets à terme adossés à des actifs	1 704	2	140	-	-	-	(216)	1 630
Obligations hypothécaires	667	-	(20)	-	-	183	(13)	817
Titres adossés à des actifs financiers	43	-	3	-	-	-	(6)	40
Titres de participation	1	-	-	-	(1)	9	-	9
Instruments financiers dérivés								
Autres contrats								
Swap sur rendement total	26	-	(25)	-	-	-	-	1
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	2 521	2	97	-	(1)	192	(235)	2 576
Actifs financiers disponibles à la vente								
Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente								
Créances émises ou garanties par des Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada								
	4	-	-	-	(4)	-	-	-
Autres titres								
Autres émetteurs								
Obligations hypothécaires	68	-	-	20	-	16	-	104
Titres de participation	2	-	-	(8)	17	21	(3)	29
Total des actifs financiers disponibles à la vente	74	-	-	12	13	37	(3)	133
Instruments financiers des fonds distincts	-	-	-	-	(2)	2	-	-
Total des actifs financiers	2 595 \$	2 \$	97 \$	12 \$	10 \$	231 \$	(238) \$	2 709 \$
Passifs financiers								
Passifs financiers détenus à des fins de transaction								
Autres passifs – Autres								
Passif financier lié aux options de vente	- \$	- \$	31 \$	- \$	- \$	102 \$	- \$	133 \$
Instruments financiers dérivés								
Autres contrats	19	-	(8)	-	-	1	(2)	10
Total des passifs financiers	19 \$	- \$	23 \$	- \$	- \$	103 \$	(2) \$	143 \$

⁽¹⁾ Les gains ou pertes réalisés sur les actifs financiers détenus à des fins de transaction et désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont présentés au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ». Les pertes ou gains réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés au poste « Revenus nets sur les titres disponibles à la vente ».

⁽²⁾ Les gains ou pertes non réalisés sur les actifs financiers détenus à des fins de transaction et désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont présentés au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat ».

⁽³⁾ Les gains ou pertes non réalisés sur les actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés à l'état combiné du résultat global, au poste « Gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente ».

NOTE 6 – JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS (suite)

Techniques d'évaluation et données utilisées pour l'évaluation de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers importants classés dans le niveau 3 :

Au 31 décembre 2014	Juste valeur	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données
Actifs financiers				
Valeurs mobilières				
Billets à terme adossés à des actifs	1 641 \$	Modèle interne ⁽¹⁾	Prime d'illiquidité ^(B)	4,0 %
		Actualisation des flux de trésorerie	Écart de crédit ^(B,C)	0 p.b. à 300 p.b.
Obligations hypothécaires	1 029		Données comparables ^(B,C)	0 p.b. à 520 p.b.
	17	Modèle d'évaluation des options	Proportion de l'écart de crédit ^(B,C)	75 %
Titres de participation	47	Évaluations de courtiers	Majoration des prix d'exercice ^(B,C)	5 %
Autres actifs financiers ⁽³⁾	36		Données de courtiers	- - (2)
Total des actifs financiers	2 770 \$			
Passifs financiers				
Autres passifs - Autres			Valeur de l'entreprise ^(A,C)	- - (4)
		Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation ^(B,C)	7,5 %
Passif financier lié aux options de vente	91 \$		Date d'exercice des options de vente ^(B,C)	6 mois à 5 ans
Autres passifs financiers ⁽⁵⁾	17			
Total des passifs financiers	108 \$			

Au 31 décembre 2013	Juste valeur	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données
Actifs financiers				
Valeurs mobilières				
			Prime d'illiquidité ^(B,C)	5,7 %
			Taux de recouvrement ^(A,D)	13 % à 55 %
Billets à terme adossés à des actifs	1 630 \$	Modèle interne ⁽¹⁾	Probabilité de défaut ^(B,D)	1 % à 87 %
		Actualisation des flux de trésorerie	Écart de crédit ^(B,C)	0 p.b. à 300 p.b.
Obligations hypothécaires	982		Données comparables ^(B,C)	0 p.b. à 520 p.b.
	9	Modèle d'évaluation des options	Proportion de l'écart de crédit ^(B,C)	75 %
Titres de participation	29	Évaluations de courtiers	Majoration des prix d'exercice ^(B,C)	5 %
Autres actifs financiers ⁽³⁾	59		Données de courtiers	- - (2)
Total des actifs financiers	2 709 \$			
Passifs financiers				
Autres passifs - Autres			Valeur de l'entreprise ^(A,C)	- - (4)
		Actualisation des flux de trésorerie	Taux d'actualisation ^(B,C)	7,5 %
Passif financier lié aux options de vente	133 \$		Date d'exercice des options de vente ^(B,C)	6 mois à 6 ans
Autres passifs financiers ⁽⁵⁾	10			
Total des passifs financiers	143 \$			

⁽¹⁾ Pour une description du modèle interne, se référer à la section « Valeurs mobilières – Billets à terme adossés à des actifs » de la note 8 « Valeurs mobilières ».

⁽²⁾ En raison de la nature de ce type d'investissement, aucun intervalle de valeurs des données n'est présenté.

⁽³⁾ Incluent les autres actifs financiers tels que les fonds de couverture et les titres adossés à des actifs financiers.

⁽⁴⁾ En raison de la diversité des activités des secteurs d'affaires sous-jacents associés à la valeur de l'entreprise, aucun intervalle de valeurs des données n'est présenté.

⁽⁵⁾ Incluent les autres passifs financiers tels que les autres contrats d'instruments financiers dérivés.

Sensibilité de la juste valeur aux variations des données non observables

^(A) Une augmentation (diminution) de cette donnée non observable prise isolément entraîne généralement une augmentation (diminution) de la juste valeur.

^(B) Une augmentation (diminution) de cette donnée non observable prise isolément entraîne généralement une diminution (augmentation) de la juste valeur.

^(C) Il n'existe pas de relation prévisible entre cette donnée et les autres données non observables significatives.

^(D) Une augmentation (diminution) de la probabilité de défaut s'accompagne généralement d'une diminution (augmentation) du taux de recouvrement.

NOTE 7 – COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Un actif et un passif financiers doivent être compensés au bilan combiné si et seulement si le Mouvement Desjardins a un droit juridiquement exécutoire et inconditionnel de les compenser et qu'il a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Le Mouvement Desjardins a un droit juridiquement exécutoire et inconditionnel de compenser un actif et un passif financiers lorsque ce droit est exécutoire dans le cours normal des affaires, et en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite.

Les valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente et les engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat font l'objet d'accords généraux de compensation ou d'ententes similaires qui ne satisfont pas aux critères de compensation au bilan combiné, puisqu'ils confèrent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite. Toutefois, lorsque ces transactions sont conclues avec des chambres de compensation, les critères de compensation au bilan combiné sont respectés.

Les dérivés négociés sur les marchés hors cote conformément à des accords généraux de compensation de l'International Swaps and Derivatives Association ne satisfont pas non plus aux critères de compensation au bilan combiné, puisqu'ils confèrent également un droit de compensation qui est exécutoire uniquement en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite. Dans le cadre de ces opérations, le Mouvement Desjardins reçoit et donne des garanties afin de gérer le risque de crédit conformément aux conditions stipulées à l'annexe de soutien du crédit.

Les dérivés négociés en Bourse sont aussi assujettis à des accords généraux de compensation conclus directement avec des Bourses ou des chambres de compensation, ou indirectement par l'entremise de courtiers. Les accords généraux de compensation conclus directement avec des Bourses et des chambres de compensation satisfont aux critères de compensation au bilan combiné, contrairement à ceux qui sont conclus indirectement par l'entremise de courtiers, puisqu'ils confèrent un droit de compensation qui est exécutoire uniquement dans le cours normal des affaires.

Certaines sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières ainsi que certaines sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières font, quant à elles, l'objet d'accords généraux de compensation qui satisfont aux critères de compensation au bilan combiné.

Les tableaux suivants présentent de l'information sur les actifs et passifs financiers compensés et non compensés au bilan combiné, et faisant l'objet d'un accord général de compensation ou d'une entente similaire :

	Montants associés non compensés au bilan combiné ⁽¹⁾					
	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés	Montants nets présentés au bilan combiné ⁽²⁾	Instruments financiers ⁽³⁾	Garanties financières reçues / affectées	Montants résiduels non compensés
Au 31 décembre 2014						
Actifs financiers						
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	10 162 \$	214 \$	9 948 \$	6 235 \$	3 711 \$	2 \$
Instruments financiers dérivés	3 113	-	3 113	412	2 500	201
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières et Autres	20	5	15	13	-	2
Total des actifs financiers	13 295 \$	219 \$	13 076 \$	6 660 \$	6 211 \$	205 \$
Passifs financiers						
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	13 286 \$	214 \$	13 072 \$	6 235 \$	6 834 \$	3 \$
Instruments financiers dérivés	515	-	515	412	12	91
Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières et Autres	63	5	58	13	17	28
Total des passifs financiers	13 864 \$	219 \$	13 645 \$	6 660 \$	6 863 \$	122 \$

⁽¹⁾ Tout surdimensionnement est exclu du tableau.

⁽²⁾ L'écart entre les montants nets présentés dans ce tableau et les soldes qui figurent au bilan combiné représente les actifs et les passifs financiers qui ne font pas l'objet d'accords généraux de compensation ni d'ententes similaires.

⁽³⁾ Valeur comptable des actifs et des passifs financiers qui font l'objet d'un accord général de compensation ou d'une entente similaire, mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation.

NOTE 7 – COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS (suite)

				Montants associés non compensés au bilan combiné ⁽¹⁾		
Au 31 décembre 2013	Montants bruts comptabilisés	Montants compensés	Montants nets présentés au bilan combiné ⁽²⁾	Instruments financiers ⁽³⁾	Garanties financières reçues / affectées	Montants résiduels non compensés
Actifs financiers						
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	8 041 \$	331 \$	7 710 \$	3 822 \$	3 886 \$	2 \$
Instruments financiers dérivés	2 307	-	2 307	442	1 800	65
Sommes à recevoir des clients, courtiers et institutions financières et Autres	11	7	4	1	-	3
Total des actifs financiers	10 359 \$	338 \$	10 021 \$	4 265 \$	5 686 \$	70 \$
Passifs financiers						
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	9 632 \$	331 \$	9 301 \$	3 822 \$	5 472 \$	7 \$
Instruments financiers dérivés	625	-	625	442	135	48
Sommes à payer aux clients, courtiers et institutions financières et Autres	32	7	25	1	-	24
Total des passifs financiers	10 289 \$	338 \$	9 951 \$	4 265 \$	5 607 \$	79 \$

⁽¹⁾ Tout surdimensionnement est exclu du tableau.

⁽²⁾ L'écart entre les montants nets présentés dans ce tableau et les soldes qui figurent au bilan combiné représente les actifs et les passifs financiers qui ne font pas l'objet d'accords généraux de compensation ni d'ententes similaires.

⁽³⁾ Valeur comptable des actifs et des passifs financiers qui font l'objet d'un accord général de compensation ou d'une entente similaire, mais qui ne satisfont pas aux critères de compensation.

NOTE 8 – VALEURS MOBILIÈRES

ÉCHÉANCES DES VALEURS MOBILIÈRES

Le tableau suivant présente une analyse des échéances des valeurs mobilières du Mouvement Desjardins :

	Échéances						Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	Plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans à 10 ans	Plus de 10 ans	Aucune échéance précise		
Actifs financiers								
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat								
Valeurs mobilières – Titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat								
Créances émises ou garanties par des								
Entités gouvernementales canadiennes	1 872 \$	1 465 \$	652 \$	1 262 \$	1 756 \$	- \$	7 007 \$	6 333 \$
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	760	1 412	1 658	1 246	6 099	-	11 175	10 222
Corps scolaires ou publics au Canada	2	3	-	-	158	-	163	155
Administrations publiques à l'étranger	-	-	535	221	41	-	797	525
Autres titres								
Institutions financières	61	166	77	207	144	-	655	1 200
Autres émetteurs ⁽¹⁾	169	253	201	615	2 914	12	4 164	4 179
Actions	-	-	-	-	-	884	884	922
Total des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat	2 864	3 299	3 123	3 551	11 112	896	24 845	23 536
Actifs financiers disponibles à la vente								
Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente								
Créances émises ou garanties par des								
Entités gouvernementales canadiennes	392	4 960	2 383	357	3	-	8 095	6 392
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	606	3 455	2 595	1 187	740	-	8 583	8 165
Corps scolaires ou publics au Canada	-	-	8	-	-	-	8	5
Administrations publiques à l'étranger	-	-	1	7	23	-	31	35
Autres titres								
Institutions financières	355	314	60	86	-	3	818	2 306
Autres émetteurs	8	32	64	269	12	1	386	351
Actions	-	-	-	-	7	1 962	1 969	1 787
Total des actifs financiers disponibles à la vente	1 361	8 761	5 111	1 906	785	1 966	19 890	19 041
Total des valeurs mobilières	4 225 \$	12 060 \$	8 234 \$	5 457 \$	11 897 \$	2 862 \$	44 735 \$	42 577 \$

⁽¹⁾ Contient des BTAA d'une juste valeur de 1 641 M\$ au 31 décembre 2014.

NOTE 8 – VALEURS MOBILIÈRES (suite)

GAINS ET PERTES NON RÉALISÉS SUR LES TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

Les tableaux suivants présentent les gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente :

Au 31 décembre 2014	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur comptable
Créances émises ou garanties par des				
Entités gouvernementales canadiennes	8 026 \$	69 \$	- \$	8 095 \$
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	8 336	247	-	8 583
Corps scolaires ou publics au Canada	8	-	-	8
Administrations publiques à l'étranger	30	1	-	31
Autres titres				
Institutions financières	811	7	-	818
Autres émetteurs	370	16	-	386
Titres de participation	1 667	312	10	1 969
	19 248 \$	652 \$	10 \$	19 890 \$

Au 31 décembre 2013	Coût après amortissement	Gains bruts non réalisés	Pertes brutes non réalisées	Valeur comptable
Créances émises ou garanties par des				
Entités gouvernementales canadiennes	6 378 \$	33 \$	19 \$	6 392 \$
Entités gouvernementales provinciales et corps municipaux au Canada	8 059	124	18	8 165
Corps scolaires ou publics au Canada	5	-	-	5
Administrations publiques à l'étranger	35	-	-	35
Autres titres				
Institutions financières	2 280	27	1	2 306
Autres émetteurs	348	6	3	351
Titres de participation	1 507	291	11	1 787
	18 612 \$	481 \$	52 \$	19 041 \$

Pertes de valeur comptabilisées

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, le Mouvement Desjardins a conclu qu'il existait des indications objectives de dépréciation. Un montant de 47 M\$ (24 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013) au titre des pertes de valeur sur les titres disponibles à la vente a été comptabilisé à l'état combiné du résultat, au poste « Revenus nets sur les titres disponibles à la vente ».

NOTE 8 – VALEURS MOBILIÈRES (suite)

VALEURS MOBILIÈRES – BILLETS À TERME ADOSSÉS À DES ACTIFS (BTAA)

Le Mouvement Desjardins détient des BTAA de véhicules d'actifs cadres (VAC) dont la juste valeur et la valeur nominale s'établissent respectivement à 1 641 M\$ et à 1 722 M\$ (1 630 M\$ et 1 782 M\$ au 31 décembre 2013) et sont réparties entre VAC 1 et VAC 3, la quasi-totalité étant attribuable au VAC 1.

Les instruments financiers dérivés servant de couverture économique aux BTAA, qui comprennent un swap sur rendement total et des swaps sur défaillance de crédit, ont une juste valeur négative de 3 M\$ au 31 décembre 2014 (juste valeur négative de 4 M\$ au 31 décembre 2013).

Le Mouvement Desjardins participe, pour un montant de 1 193 M\$, à la facilité de financement de marge (FFM) destinée à couvrir d'éventuels appels de garantie des contreparties à des swaps sur défaillance de crédit du VAC 1. Cet engagement de crédit viendra à échéance en juillet 2017, ou à une date antérieure si toutes les transactions de ces swaps sont réglées auparavant. Jusqu'au 31 décembre 2014, aucun montant n'a été prélevé sur la FFM. De plus, le Mouvement Desjardins a acheté une protection de 400 M\$ à l'égard de ses engagements en vertu de la FFM. Cette protection se terminera automatiquement au terme de la FFM du VAC 1.

Le Mouvement Desjardins a conclu plusieurs transactions visant à réduire le risque du portefeuille de BTAA, de la FFM liée au portefeuille de BTAA et des autres titres restructurés. Ces couvertures ont des échéances similaires à celle du portefeuille de BTAA, et la direction entend les maintenir en place jusqu'à leur échéance.

Les VAC sont des entités structurées créées dans le but précis de regrouper les billets restructurés provenant des papiers commerciaux adossés à des actifs détenus par des investisseurs institutionnels canadiens. Les VAC disposent d'actifs s'élevant à environ 13 368 M\$ au 31 décembre 2014 (13 818 M\$ au 31 décembre 2013), ont des capitaux propres nuls et sont principalement composées de transactions d'actifs synthétiques en vertu desquelles les investisseurs se sont engagés à contribuer à la FFM. Le Mouvement Desjardins ne consolide pas les VAC, puisqu'il n'en détient pas le contrôle. Au 31 décembre 2014, si l'on exclut l'effet de la stratégie de couverture économique, le risque maximal de perte relatif aux VAC pour le Mouvement Desjardins s'élève à 2 834 M\$ (2 823 M\$ au 31 décembre 2013), soit la somme de la FFM et de la juste valeur des BTAA.

Méthodologie d'évaluation des BTAA

Étant donné l'absence de marché actif pour ces titres, la direction du Mouvement Desjardins a estimé leur juste valeur et les variations de valeur qui en ont découlé en utilisant une technique d'évaluation. De plus, la capacité de négocier les billets du VAC 1 est assujettie à des contraintes importantes qui rendent ces billets illiquides.

La juste valeur des BTAA du VAC 1 est fondée sur un modèle financier traduisant les incertitudes liées au rendement, aux écarts de crédit, à la nature et au risque de crédit des actifs sous-jacents, au montant et au moment des encaissements des flux de trésorerie de même qu'aux échéances et aux contraintes touchant la liquidité des nouveaux billets.

Ce modèle utilise une méthodologie basée sur les cours de marché de titres comparables, lesquels sont ajustés pour tenir compte de la composition des actifs et transactions sous-jacentes ainsi que de l'absence de liquidité des billets détenus par le Mouvement Desjardins. Les hypothèses utilisées reposent dans la mesure du possible sur des données observables sur le marché telles que les titres comparables et les indices de référence d'actifs semblables. Elles prennent également en compte, s'il y a lieu, les particularités du VAC 1 et la prime d'illiquidité, qui est une donnée non observable.

Incidence sur les résultats

Un gain totalisant 69 M\$ relatif à la juste valeur des BTAA a été comptabilisé aux résultats combinés du Mouvement Desjardins pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 (gain de 142 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013). De plus, un gain totalisant 1 M\$ relatif aux instruments financiers dérivés servant de couverture aux BTAA a été comptabilisé pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 (perte de 36 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013).

NOTE 9 – PRÊTS ET PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS

PRÊTS, PRÊTS DOUTEUX ET PROVISION POUR PERTES SUR PRÊTS

Les tableaux suivants présentent la qualité du crédit des prêts :

Au 31 décembre 2014	Prêts bruts ni en souffrance ni douteux	Prêts bruts en souffrance mais non douteux	Prêts douteux bruts	Provisions individuelles	Provision collective⁽¹⁾	Prêts nets
Hypothécaires résidentiels	97 061 \$	303 \$	148 \$	14 \$	50 \$	97 448 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	18 095	2 313	87	21	119	20 355
Aux entreprises et aux gouvernements	32 026	601	276	89	163	32 651
	147 182 \$	3 217 \$	511 \$	124 \$	332 \$	150 454 \$

⁽¹⁾ Comprend la provision collective sur prêts douteux de 13 M\$.

Au 31 décembre 2013	Prêts bruts ni en souffrance ni douteux	Prêts bruts en souffrance mais non douteux	Prêts douteux bruts	Provisions individuelles	Provision collective⁽¹⁾	Prêts nets
Hypothécaires résidentiels	90 983 \$	270 \$	136 \$	14 \$	42 \$	91 333 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	17 230	2 244	75	25	100	19 424
Aux entreprises et aux gouvernements	29 239	526	248	94	143	29 776
	137 452 \$	3 040 \$	459 \$	133 \$	285 \$	140 533 \$

⁽¹⁾ Comprend la provision collective sur prêts douteux de 13 M\$.

PRÊTS BRUTS EN SOUFFRANCE MAIS NON DOUTEUX

Les tableaux suivants présentent la classification chronologique des prêts bruts en souffrance, mais non douteux :

Au 31 décembre 2014	De 1 à 29 jours	De 30 à 59 jours	De 60 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Hypothécaires résidentiels	242 \$	35 \$	15 \$	11 \$	303 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	1 717	307	129	160	2 313
Aux entreprises et aux gouvernements	393	70	28	110	601
	2 352 \$	412 \$	172 \$	281 \$	3 217 \$

Au 31 décembre 2013	De 1 à 29 jours	De 30 à 59 jours	De 60 à 89 jours	90 jours et plus	Total
Hypothécaires résidentiels	207 \$	33 \$	13 \$	17 \$	270 \$
À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers	1 723	270	105	146	2 244
Aux entreprises et aux gouvernements	331	52	30	113	526
	2 261 \$	355 \$	148 \$	276 \$	3 040 \$

PROVISIONS POUR PERTES SUR CRÉANCES

Le tableau suivant présente les variations des provisions pour pertes sur créances pour les exercices terminés le 31 décembre :

	Hypothécaires résidentiels		À la consommation, sur cartes de crédit et autres prêts aux particuliers		Aux entreprises et aux gouvernements		Total	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Solde au début de l'exercice	58 \$	51 \$	167 \$	165 \$	294 \$	304 \$	519 \$	520 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	23	19	270	229	58	29	351	277
Radiations et recouvrements	(16)	(12)	(261)	(227)	(46)	(39)	(323)	(278)
Solde à la fin de l'exercice	65 \$	58 \$	176 \$	167 \$	306 \$	294 \$	547 \$	519 \$
Composition du solde :								
Provision pour pertes sur prêts	64 \$	56 \$	140 \$	125 \$	252 \$	237 \$	456 \$	418 \$
Provision pour les engagements de crédit hors bilan ⁽¹⁾	1	2	36	42	54	57	91	101

⁽¹⁾ La provision relative aux engagements de crédit hors bilan est comptabilisée au poste « Autres passifs – Autres ».

NOTE 10 – DÉCOMPTABILISATION D'ACTIFS FINANCIERS

ACTIFS FINANCIERS TRANSFÉRÉS MAIS NON DÉCOMPTABILISÉS

Actifs financiers cédés dans le cadre des opérations de titrisation

Dans le cadre de sa stratégie de gestion des liquidités et des fonds propres, le Mouvement Desjardins participe au Programme des titres hypothécaires émis aux termes de la *Loi nationale sur l'habitation* (LNH). En vertu de ce programme, le Mouvement Desjardins regroupe des prêts hypothécaires résidentiels garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) sous la forme de titres hypothécaires adossés (TH LNH), puis les cède à la Fiducie du Canada pour l'habitation (FCH). Dans le cadre de ces opérations, le Mouvement Desjardins conserve toutefois la quasi-totalité des risques, notamment les risques de prépaiement, de taux d'intérêt et de crédit, et les avantages liés à ces titres, soit les flux de trésorerie associés aux actifs. De ce fait, ces prêts demeurent comptabilisés au bilan combiné. Par ailleurs, le Mouvement Desjardins traite les transferts à la FCH comme des opérations de financement garanti et comptabilise un passif à cet égard. Ce passif correspond à la contrepartie reçue de la FCH lors de la vente des TH LNH qui ne respectent pas les critères de décomptabilisation et est présenté au poste « Dépôts – Entreprises et gouvernements » du bilan combiné. Pour sa part, la FCH finance ces achats par l'émission d'obligations hypothécaires du Canada (OHC) à l'intention des investisseurs. La garantie légale des tiers porteurs d'OHC se limite aux actifs transférés.

Les modalités du programme exigent que des contrats de swaps de taux soient conclus entre la FCH et le Mouvement Desjardins afin de recevoir mensuellement la totalité des flux de trésorerie liés aux prêts hypothécaires sous-jacents aux TH LNH. Le Mouvement Desjardins, pour sa part, verse à la FCH un montant correspondant aux intérêts payables aux porteurs des OHC, la différence entre ces montants étant considérée comme la marge d'intérêts excédentaire. Dans le cadre de ces swaps, le Mouvement Desjardins doit également créer un compte distinct à des fins de réinvestissement (compte de réinvestissement de capital) pour tout versement en capital reçu relativement aux prêts hypothécaires afin de respecter les obligations liées au remboursement à l'échéance des OHC.

Aucune perte n'est prévue sur les prêts hypothécaires, car ils sont garantis par la SCHL. Les revenus liés aux opérations de titrisation sont comptabilisés aux postes « Autres revenus – Autres », « Revenu d'intérêts – Valeurs mobilières » et « Revenu d'intérêts – Prêts ».

Valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat

Dans le cadre des opérations de valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat, le Mouvement Desjardins transfère des actifs financiers en vertu de modalités prévoyant leur rachat dans le futur. Ces actifs financiers demeurent comptabilisés au bilan combiné, puisque le Mouvement Desjardins conserve la quasi-totalité des risques et des avantages qui leur sont liés.

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des actifs financiers transférés par le Mouvement Desjardins, mais qui n'ont pas été décomptabilisés, ainsi que leurs passifs associés comptabilisés au bilan combiné :

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers transférés mais non décomptabilisés				
Actifs financiers cédés dans le cadre des opérations de titrisation	6 503 \$	6 633 \$	5 441 \$	5 593 \$
Valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat	12 626	12 626	9 073	9 073
Valeurs mobilières prêtées	4	4	5	5
	19 133 \$	19 263 \$	14 519 \$	14 671 \$
Passifs associés	19 203 \$	19 213 \$	14 504 \$	14 475 \$

NOTE 11 – FONDS DISTINCTS

Actif net des fonds distincts

Le tableau suivant présente la valeur comptable de l'actif net des fonds distincts :

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Placements		
Obligations	536 \$	335 \$
Prêts hypothécaires	3	4
Actions et parts de fonds communs de placement	8 136	6 864
Titres du marché monétaire	51	81
Instruments financiers dérivés	-	1
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	41	37
Autres éléments d'actif	51	30
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	(52)	(46)
Éléments de passif	(44)	(30)
Actif net détenu pour le compte des titulaires de contrats de fonds distincts	8 722 \$	7 276 \$
Actif détenu pour le compte de l'assureur	(27)	(24)
Total de l'actif net des fonds distincts⁽¹⁾	8 695 \$	7 252 \$

⁽¹⁾ L'écart entre l'actif net et le passif net des fonds distincts correspond aux éliminations des soldes entre les fonds distincts et les diverses sociétés incluses dans le périmètre du Groupe du Mouvement Desjardins. Ces éliminations se chiffrent à 11 M\$ au 31 décembre 2014 (8 M\$ au 31 décembre 2013).

Juste valeur des instruments financiers

L'actif net des fonds distincts inclut des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur. Le Mouvement Desjardins classe les instruments financiers évalués à la juste valeur de chaque catégorie selon la hiérarchie à trois niveaux qui reflète l'importance des données utilisées pour procéder à leur évaluation. La description des trois niveaux de la hiérarchie ainsi que des indications sur les données utilisées lors de l'évaluation de la juste valeur sont présentées à la note 6 « Juste valeur des instruments financiers ».

La valeur comptable de certains instruments financiers venant à échéance au cours des 12 prochains mois constitue une approximation raisonnable de leur juste valeur. Ces instruments financiers incluent les éléments suivants : « Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente », « Autres éléments d'actif », « Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat » et « Éléments de passif ».

Les tableaux suivants présentent les instruments financiers inclus dans l'actif net des fonds distincts et comptabilisés à la juste valeur :

Au 31 décembre 2014	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Obligations	309 \$	227 \$	- \$	536 \$
Prêts hypothécaires	-	3	-	3
Actions et parts de fonds communs de placement	4 694	3 442	-	8 136
Titres du marché monétaire	41	10	-	51
Total des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	5 044 \$	3 682 \$	- \$	8 726 \$
Au 31 décembre 2013	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Placements				
Obligations	181 \$	154 \$	- \$	335 \$
Prêts hypothécaires	-	4	-	4
Actions et parts de fonds communs de placement	4 233	2 631	-	6 864
Titres du marché monétaire	64	17	-	81
Instruments financiers dérivés	1	-	-	1
Total des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur	4 479 \$	2 806 \$	- \$	7 285 \$

Aucun transfert imputable à des changements touchant le caractère observable ou non des données de marché n'a été effectué entre les niveaux de la hiérarchie des instruments évalués à la juste valeur au cours des exercices terminés le 31 décembre 2014 et 2013.

NOTE 11 – FONDS DISTINCTS (suite)

Décomptabilisation d'actifs financiers

Dans le cadre des opérations de valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat, les fonds distincts transfèrent des actifs financiers en vertu de modalités prévoyant leur rachat dans le futur. Ces actifs demeurent comptabilisés au bilan combiné, puisque les fonds distincts conservent la quasi-totalité des risques et des avantages qui leur sont liés.

Au 31 décembre 2014, la valeur comptable des actifs financiers ainsi transférés et de leurs passifs associés comptabilisés au bilan combiné est de 54 M\$ et de 54 M\$ respectivement (46 M\$ et 46 M\$ au 31 décembre 2013), et leur juste valeur est de 54 M\$ et de 54 M\$ respectivement (46 M\$ et 46 M\$ au 31 décembre 2013).

Actifs financiers affectés et reçus en garantie

La valeur comptable des actifs financiers affectés en garantie de passifs ou de passifs éventuels dans le cours normal des affaires des fonds distincts est de 54 M\$ au 31 décembre 2014 (46 M\$ au 31 décembre 2013). La juste valeur des actifs financiers reçus en garantie que les fonds distincts sont autorisés à vendre ou réaffecter en garantie en l'absence de défaillance s'élève à 17 M\$ (12 M\$ au 31 décembre 2013). Aucun actif financier accepté à titre de garantie n'a été vendu ni réaffecté en garantie en 2014 et en 2013. Ces actifs financiers ont été reçus en garantie dans le cadre de transactions de valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de vente.

Risques liés aux instruments financiers

Le Mouvement Desjardins n'est pas exposé aux risques liés aux instruments financiers inclus dans l'actif détenu pour le compte des titulaires de contrats de fonds distincts, car ces derniers assument les risques et bénéficient des avantages découlant de ces instruments financiers.

Passif net des fonds distincts

Le tableau suivant présente les variations du passif net des fonds distincts :

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Solde au début – passif net dû aux titulaires de contrats de fonds distincts	7 284 \$	6 095 \$
Augmentation		
Montants reçus des titulaires de contrat	1 888	1 060
Revenus nets sur placements	811	951
	2 699	2 011
Diminution		
Rachats et retraits	1 124	709
Honoraires de gestion	126	113
	1 250	822
Solde à la fin – passif net dû aux titulaires de contrats de fonds distincts	8 733 \$	7 284 \$
Passif dû à l'assureur	(27)	(24)
Total du passif net des fonds distincts⁽¹⁾	8 706 \$	7 260 \$

⁽¹⁾ L'écart entre l'actif net et le passif net des fonds distincts correspond aux éliminations des soldes entre les fonds distincts et les diverses sociétés incluses dans le périmètre du Groupe du Mouvement Desjardins. Ces éliminations se chiffrent à 11 M\$ au 31 décembre 2014 (8 M\$ au 31 décembre 2013).

NOTE 12 – IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les variations relatives aux immobilisations corporelles et aux immeubles de placement se détaillent comme suit :

	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						IMMEUBLES DE PLACEMENT		
	Terrains	Bâtiments	Matériel informatique	Mobilier, agencement et autres	Améliorations locatives	Total	Terrains	Bâtiments	Total
Coût									
Au 31 décembre 2012	112 \$	1 257 \$	442 \$	659 \$	392 \$	2 862 \$	84 \$	609 \$	693 \$
Acquisitions	-	77	47	49	42	215	-	13	13
Dispositions	-	(38)	(33)	(53)	(8)	(132)	(5)	(31)	(36)
Autres	(1)	(25)	(18)	(1)	(3)	(48)	(1)	(5)	(6)
Au 31 décembre 2013	111 \$	1 271 \$	438 \$	654 \$	423 \$	2 897 \$	78 \$	586 \$	664 \$
Acquisitions	3	73	45	46	60	227	24	125	149
Dispositions	(2)	(37)	(22)	(61)	(15)	(137)	(9)	(33)	(42)
Autres	(3)	(12)	(6)	5	(6)	(22)	-	1	1
Au 31 décembre 2014	109 \$	1 295 \$	455 \$	644 \$	462 \$	2 965 \$	93 \$	679 \$	772 \$

	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						IMMEUBLES DE PLACEMENT		
	Terrains	Bâtiments	Matériel informatique	Mobilier, agencement et autres	Améliorations locatives	Total	Terrains	Bâtiments	Total
Amortissements cumulés									
Au 31 décembre 2012	- \$	522 \$	347 \$	473 \$	208 \$	1 550 \$	5 \$	176 \$	181 \$
Amortissements	-	40	42	42	32	156	-	22	22
Dispositions	-	(27)	(32)	(38)	(8)	(105)	-	(4)	(4)
Autres	-	1	(12)	(11)	(4)	(26)	-	(10)	(10)
Au 31 décembre 2013	- \$	536 \$	345 \$	466 \$	228 \$	1 575 \$	5 \$	184 \$	189 \$
Amortissements	-	42	43	38	33	156	-	24	24
Dispositions	-	(36)	(21)	(47)	(22)	(126)	(1)	(7)	(8)
Autres	-	-	(5)	(3)	(6)	(14)	-	(4)	(4)
Au 31 décembre 2014	- \$	542 \$	362 \$	454 \$	233 \$	1 591 \$	4 \$	197 \$	201 \$

	IMMOBILISATIONS CORPORELLES						IMMEUBLES DE PLACEMENT		
	Terrains	Bâtiments	Matériel informatique	Mobilier, agencement et autres	Améliorations locatives	Total	Terrains	Bâtiments	Total
Valeur nette comptable									
Au 31 décembre 2014	109 \$	753 \$	93 \$	190 \$	229 \$	1 374 \$	89 \$	482 \$	571 \$
Au 31 décembre 2013	111 \$	735 \$	93 \$	188 \$	195 \$	1 322 \$	73 \$	402 \$	475 \$

Au 31 décembre 2014, un montant de 23 M\$ (24 M\$ au 31 décembre 2013) inclus dans le solde des bâtiments représente des coûts relatifs à des bâtiments en construction. De plus, le Mouvement Desjardins a des engagements de 27 M\$ (31 M\$ au 31 décembre 2013) relatifs à l'acquisition de ces bâtiments.

Au 31 décembre 2014, les immeubles de placement ont une juste valeur de 1 095 M\$ (1 004 M\$ au 31 décembre 2013). Ces immeubles sont classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs tel que défini à la note 6 « Juste valeur des instruments financiers », puisqu'ils sont évalués à l'aide de techniques qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché. La juste valeur des immeubles de placement est déterminée annuellement par des spécialistes en évaluation immobilière indépendants dont la qualification professionnelle est pertinente et reconnue. Ces derniers utilisent un éventail de méthodes d'évaluation, y compris la technique d'actualisation directe du revenu net normalisé et l'actualisation des flux de trésorerie. Ces techniques, qui s'appuient sur des données observables et non observables, comprennent notamment l'estimation des taux de capitalisation et des bénéfices d'exploitation nets régularisés, pour la technique de l'actualisation directe du revenu net normalisé, et l'estimation des taux d'actualisation, de capitalisation et des flux de trésorerie futurs applicables, pour la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie.

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les revenus locatifs provenant des immeubles de placement s'élèvent à 116 M\$ (107 M\$ en 2013). Les montants comptabilisés en résultat au titre des charges d'exploitation pour les immeubles de placement qui ont généré des revenus locatifs au cours de l'exercice totalisent 85 M\$ (78 M\$ en 2013), tandis qu'aucun montant n'a été comptabilisé pour ceux qui n'ont pas généré de revenus locatifs. Tous ces montants sont présentés au poste « Revenus nets sur les autres placements » de l'état combiné du résultat.

NOTE 13 – GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Goodwill

Le goodwill alloué aux UGT et aux groupes d'UGT se détaille comme suit :

	Secteur Assurance de dommages	Secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes	Total
Coût			
Au 31 décembre 2012	329 \$	24 \$	353 \$
Acquisitions ⁽¹⁾	71	32	103
Au 31 décembre 2013	400 \$	56 \$	456 \$
Acquisitions	14	-	14
Autres	2	-	2
Au 31 décembre 2014	416 \$	56 \$	472 \$

⁽¹⁾ Pour plus de renseignements, se référer à la note 22 « Acquisitions importantes ».

Le secteur Assurance de dommages comprend Desjardins Groupe d'assurances générales inc. et Western Financial Group Inc. Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes comprend, entre autres, Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie, les Valeurs mobilières Desjardins inc., Desjardins Société de placement inc., Desjardins Société financière inc. et Qtrade Canada inc.

Les résultats des tests indiquent que la valeur recouvrable des UGT ainsi que celle des groupes d'UGT que constitue chacun de ces secteurs excède sa valeur comptable de sorte qu'aucune perte de valeur sur le goodwill n'a été comptabilisée pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 ni au cours des exercices antérieurs.

La valeur recouvrable des UGT et des groupes d'UGT a été déterminée sur la base du calcul de la valeur d'utilité, au moyen des projections de flux de trésorerie basées sur le budget et le plan financier approuvés par le conseil d'administration, et couvrant une période de quatre ans. Les hypothèses clés sur lesquelles sont basés le budget et le plan financier reposent sur les performances passées et les attentes de la direction au sujet de l'évolution du marché. Le taux de croissance utilisé pour extrapoler les projections des flux de trésorerie au-delà de la période de cinq ans est de 2,5 % (2,5 % en 2013) pour le secteur Assurance de dommages et de 2,0 % (2,0 % en 2013) pour le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes. De plus, le taux d'actualisation qui a été utilisé pour actualiser les flux de trésorerie projetés est de 10,8 % (10,7 % en 2013) pour le secteur Assurance de dommages et de 8,4 % (7,9 % en 2013) pour le secteur Gestion du patrimoine et assurance de personnes. Ces taux représentent le coût moyen pondéré du capital de Desjardins Société financière inc. au 30 septembre relatif aux secteurs Assurance dommages et Gestion de patrimoine et Assurance de personnes, respectivement.

Le Mouvement Desjardins estime qu'aucune modification raisonnablement possible de l'une des hypothèses principales mentionnées ci-dessus ne serait susceptible de porter la valeur comptable de ces UGT et groupes d'UGT au-delà de sa valeur recouvrable. La valeur comptable de chacune de ces UGT et de chacun de ces groupes d'UGT serait inférieure à sa valeur recouvrable même avec une baisse de 10 % (10 % au 31 décembre 2013) des marges budgétées, ou de 3 % (3 % au 31 décembre 2013) du taux de croissance.

NOTE 13 – GOODWILL ET IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (suite)**Immobilisations incorporelles**

La variation des immobilisations incorporelles se détaille comme suit :

	Logiciels	Relations clients	Autres⁽¹⁾	Total
Coût				
Au 31 décembre 2012	511 \$	131 \$	94 \$	736 \$
Acquisitions / Additions	119	3	10	132
Acquisitions d'entreprises	14	79	27	120
Dispositions / Retraits	(20)	-	-	(20)
Au 31 décembre 2013	624 \$	213 \$	131 \$	968 \$
Acquisitions / Additions	123	25	6	154
Dispositions / Retraits	(60)	(10)	-	(70)
Autres	-	-	(1)	(1)
Au 31 décembre 2014	687 \$	228 \$	136 \$	1 051 \$

	Logiciels	Relations clients	Autres	Total
Amortissements cumulés				
Au 31 décembre 2012	311 \$	13 \$	52 \$	376 \$
Amortissements	64	14	4	82
Dispositions / Retraits	(11)	-	-	(11)
Autres	14	-	-	14
Au 31 décembre 2013	378 \$	27 \$	56 \$	461 \$
Amortissements	67	13	5	85
Dispositions / Retraits	(58)	(8)	-	(66)
Autres	2	-	-	2
Au 31 décembre 2014	389 \$	32 \$	61 \$	482 \$

	Logiciels	Relations clients	Autres⁽¹⁾	Total
Valeur nette comptable				
Au 31 décembre 2014	298 \$	196 \$	75 \$	569 \$
Au 31 décembre 2013	246 \$	186 \$	75 \$	507 \$

⁽¹⁾ La rubrique « Autres » comprend principalement des marques de commerce et des licences. La valeur comptable des immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée incluses dans cette catégorie est de 52 M\$ (52 M\$ au 31 décembre 2013).

NOTE 14 – AUTRES ACTIFS – AUTRES

Le tableau ci-dessous présente la composition des « Autres actifs – Autres » :

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Débiteurs	452 \$	493 \$
Intérêt à recevoir	452	447
Participations dans les entreprises mises en équivalence (Note 15)	435	385
Frais payés d'avance	313	360
Impôt à recevoir	102	75
Autres	335	314
	2 089 \$	2 074 \$

NOTE 15 – INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS

FILIALES

Les principales filiales incluses dans le périmètre du Groupe du Mouvement Desjardins ont été constituées au Canada, et leur établissement principal se trouve dans ce pays.

Le tableau suivant présente la nature des activités de ces filiales et le pourcentage des titres de participation détenu dans chacune d'elles :

	Nature des activités	Au 31 décembre 2014 ⁽¹⁾	Au 31 décembre 2013 ⁽¹⁾
Caisse centrale Desjardins	Trésorerie du Mouvement Desjardins et agent financier sur les marchés canadien et international	97,9 %	97,3 %
Capital Desjardins inc.	Émetteur de titres sur les marchés et financement des caisses Desjardins	100 %	100 %
Groupe Technologies Desjardins inc.	Développement, maintenance et évolution des technologies du Mouvement Desjardins	100 %	100 %
Desjardins Société financière inc.	Société de portefeuille	100 %	100 %
Banque Zag ⁽²⁾	Institution financière	100 %	100 %
Desjardins Gestion internationale d'actifs inc. ⁽³⁾	Gestion d'actifs	100 %	100 %
Desjardins Groupe d'assurances générales inc.	Assurance de dommages	100 %	100 %
Filiales d'assurance de dommages ⁽⁴⁾	Assurance de dommages	90 %	90 %
Desjardins Sécurité financière, compagnie d'assurance vie	Assurance de personnes et services financiers	100 %	100 %
Desjardins Société de placement inc.	Conception, administration et distribution de produits d'assurance et d'épargne	100 %	100 %
Fiducie Desjardins inc. ⁽⁵⁾	Garde de valeurs et services fiduciaires	100 %	100 %
Qtrade Canada Inc. ⁽⁶⁾	Courtage en ligne et services de gestion de patrimoine	61,1 %	40 %
Valeurs mobilières Desjardins inc.	Courtage de valeurs mobilières	100 %	100 %
Western Financial Group Inc.	Courtage d'assurance, assurance de personnes et services financiers	100 %	100 %

⁽¹⁾ Correspond également aux pourcentages de droits de vote détenus par le Mouvement Desjardins dans ces filiales, à l'exception de Qtrade Canada Inc. et de la Caisse centrale Desjardins, dont le Mouvement Desjardins détient 100 % des droits de vote.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2013, le nom de cette filiale était Bank West.

⁽³⁾ Au 31 décembre 2013, le nom de cette filiale était Desjardins Gestion d'actifs inc.

⁽⁴⁾ Correspond à un regroupement de six filiales d'assurance de dommages.

⁽⁵⁾ Au 31 décembre 2013, cette filiale était détenue directement par la Fédération.

⁽⁶⁾ Au 31 décembre 2013, bien que le Mouvement Desjardins détenait seulement 40 % des actions en circulation de cette entité, il avait la capacité de diriger les activités pertinentes ayant une incidence spécifique importante sur les rendements de Qtrade en plus d'être exposé aux rendements variables de cette dernière à la hauteur de sa participation économique. Dès lors, la direction avait déterminé que le Mouvement Desjardins contrôlait Qtrade.

NOTE 15 – INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

Filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives

Les tableaux suivants présentent des informations financières résumées relatives aux filiales dans lesquelles les participations ne donnant pas le contrôle sont significatives. Ces informations financières sont présentées avant l'élimination des comptes et des opérations réciproques, et elles ont été ajustées afin de refléter les ajustements à la juste valeur effectués au moment de l'acquisition.

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	Caisse centrale Desjardins	Filiales d'assurance de dommages	Caisse centrale Desjardins	Filiales d'assurance de dommages
Actifs ⁽¹⁾	44 323 \$	6 829 \$	34 784 \$	5 336 \$
Passifs	41 507	5 634	32 575	4 186
Capitaux propres ⁽¹⁾	2 816 \$	1 195 \$	2 209 \$	1 150 \$
Participations ne donnant pas le contrôle	61 \$	106 \$	60 \$	102 \$

⁽¹⁾ Comprennent un goodwill de 100 M\$ relatif aux filiales d'assurance de dommages (100 M\$ au 31 décembre 2013).

	Pour les exercices terminés le 31 décembre			
	2014		2013	
	Caisse centrale Desjardins	Filiales d'assurance de dommages	Caisse centrale Desjardins	Filiales d'assurance de dommages
Revenu total	389 \$	2 345 \$	326 \$	2 188 \$
Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres	190	117	169	189
Résultat global de l'exercice	185 \$	85 \$	154 \$	220 \$
Part des excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres revenant aux détenteurs de Participations ne donnant pas le contrôle	4 \$	12 \$	5 \$	19 \$
Dividendes/distributions versés aux détenteurs de Participations ne donnant pas le contrôle	5 \$	12 \$	5 \$	15 \$

ENTITÉS STRUCTURÉES CONSOLIDÉES

Obligations sécurisées

Au cours de l'exercice 2014, le Mouvement Desjardins a procédé à deux nouvelles émissions d'obligations sécurisées, soit des titres de créances garantis par des blocs de prêts hypothécaires, d'un montant total de 2 G d'euros. Des entités structurées sont en place afin de garantir les paiements de capital et d'intérêts dus aux détenteurs des obligations sécurisées émises par le Mouvement Desjardins. Les opérations de chacune de ces entités sont incluses dans les états financiers combinés de ce dernier, puisqu'il en détient le contrôle. Le Mouvement Desjardins a vendu des prêts hypothécaires résidentiels à l'une ou l'autre de ces entités et leur a accordé du financement afin de faciliter l'acquisition de ces actifs. Le financement accordé par le Mouvement Desjardins peut atteindre un montant maximal équivalant à l'encours des prêts détenus par ces entités aux fins de la garantie des émissions d'obligations sécurisées. Le Mouvement Desjardins dispose d'un accès restreint aux actifs appartenant légalement à l'une ou l'autre de ces entités structurées selon les termes des conventions applicables à chacune des émissions. Les actifs, d'un montant de 6 798 M\$ au 31 décembre 2014 (3 219 M\$ au 31 décembre 2013), sont présentés au poste « Prêts – Hypothécaires résidentiels » du bilan combiné, tandis que les obligations sécurisées, d'un montant de 5 694 M\$ au 31 décembre 2014 (2 653 M\$ au 31 décembre 2013), sont présentées au poste « Dépôts – Entreprises et gouvernements ».

NOTE 15 – INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

COENTREPRISE

Informations relatives à la coentreprise significative

RPADS, une entité qui procède à l'acquisition et au développement de portefeuilles immobiliers, est la seule coentreprise significative dans laquelle le Mouvement Desjardins détient un intérêt. RPADS a été constituée au Canada, et son établissement principal se trouve dans ce pays.

Les tableaux suivants présentent des informations financières résumées relatives à cette coentreprise, soit les montants compris dans ses états financiers préparés selon les IFRS, qui ont été ajustés afin de refléter les ajustements effectués par le Mouvement Desjardins lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence tels que les ajustements à la juste valeur effectués au moment de l'acquisition et les ajustements au titre des différences entre les méthodes comptables :

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Pourcentage des titres de participation	80 %	80 %
Actifs	288 \$	289 \$
Passifs ⁽¹⁾	49	76
Capitaux propres	239 \$	213 \$
Participations dans la coentreprise⁽²⁾	191 \$	170 \$

⁽¹⁾ Constitués principalement de passifs financiers autres que des créiteurs et des provisions.

⁽²⁾ Correspond à la valeur comptable de l'intérêt dans la coentreprise comptabilisé au bilan combiné.

	Pour les exercices terminés le 31 décembre	
	2014	2013
Revenu total	59 \$	55 \$
Résultat net et résultat global de l'exercice	13 \$	10 \$

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Informations relatives aux entreprises associées significatives

Le Mouvement Desjardins détient des intérêts dans deux entreprises associées significatives, soit Gestion Fiera inc. et Placements NordOuest & Éthiques SEC (NordOuest & Éthiques). Ces entités sont actives dans le secteur de la gestion de placement. Elles ont été constituées au Canada, et leur établissement principal se trouve dans ce pays. Bien que le Mouvement Desjardins détienne 50 % des droits de vote et des titres de participation de NordOuest & Éthiques, il n'a pas la capacité de diriger les activités pertinentes ayant une incidence importante sur les rendements de cette dernière, et il n'existe aucun accord lui conférant un contrôle conjoint sur cette entité.

Les tableaux suivants présentent des informations financières résumées relatives à ces entreprises associées, soit les montants compris dans leurs états financiers préparés selon les IFRS, qui ont été ajustés afin de refléter les ajustements effectués par le Mouvement Desjardins lors de l'application de la méthode de la mise en équivalence tels que les ajustements à la juste valeur effectués au moment de l'acquisition et les ajustements au titre des différences entre les méthodes comptables :

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	Gestion Fiera inc.	NordOuest & Éthiques	Gestion Fiera inc.	NordOuest & Éthiques
Pourcentage des titres de participation⁽¹⁾	36,18 %	50 %	35,04 %	50 %
Actifs ^(2,3)	771 \$	201 \$	682 \$	191 \$
Passifs ⁽³⁾	343	52	379	48
Capitaux propres ^(2,3)	428 \$	149 \$	303 \$	143 \$
Participations dans les entreprises associées⁽⁴⁾	76 \$	85 \$	78 \$	81 \$

⁽¹⁾ Correspond également au pourcentage des droits de vote détenus par le Mouvement Desjardins dans les entreprises associées.

⁽²⁾ Comprennent un goodwill d'un montant de 3 M\$ et de 19 M\$, respectivement, relatif à Gestion Fiera inc. et à NordOuest & Éthiques (3 M\$ et 19 M\$ au 31 décembre 2013).

⁽³⁾ L'actif, le passif et les capitaux propres de Gestion Fiera inc. pour 2014 et 2013 ont été établis au 30 septembre.

⁽⁴⁾ Correspond à la valeur comptable de l'intérêt dans les entreprises associées comptabilisé au bilan combiné.

	Pour les exercices terminés le 31 décembre			
	2014		2013	
	Gestion Fiera inc.	NordOuest & Éthiques	Gestion Fiera inc.	NordOuest & Éthiques
Revenu total ⁽¹⁾	146 \$	25 \$	97 \$	26 \$
Résultat net et global de l'exercice⁽¹⁾	14	9	7	4

⁽¹⁾ Le revenu total, le résultat net et le résultat global de Gestion Fiera inc. pour 2014 et 2013 sont des données relatives à la période de neuf mois terminée le 30 septembre.

NOTE 15 – INTÉRÊTS DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTITÉS (suite)

ENTITÉS STRUCTURÉES NON CONSOLIDÉES

Fonds communs de placement

Le Mouvement Desjardins a des intérêts dans des parts de fonds communs de placement. Bien qu'il détienne, dans certains cas, une exposition importante ou ait droit à une part importante des rendements variables en raison des parts détenues dans ces fonds, ces parts ne lui confèrent pas le pouvoir sur les activités pertinentes de ces derniers. Ainsi, le Mouvement Desjardins n'a pas le contrôle sur ceux-ci. Ces fonds sont considérés comme des entités structurées non consolidées.

Les investissements sont faits selon une politique de placement diversifiée, et la nature des activités de ces fonds ainsi que leurs caractéristiques sont comparables à ce qui se retrouve dans des conditions normales de marché pour ce type de fonds. L'exposition maximale au risque de perte attribuable aux intérêts du Mouvement Desjardins dans ces fonds communs de placement se limite à la valeur des investissements dans ceux-ci.

VAC 1

VAC 1 est considéré comme une entité structurée non consolidée. Pour obtenir plus de renseignements sur cette entité, se référer à la section « Valeurs mobilières – Billets à terme adossés à des actifs » de la note 8 « Valeurs mobilières ».

NOTE 16 – DÉPÔTS

Les dépôts se composent de dépôts à vue, de dépôts à préavis et de dépôts à terme. Les dépôts à vue sont des dépôts portant intérêt ou non, constitués principalement des comptes dotés du privilège de chèques, et pour lesquels le Mouvement Desjardins n'a pas le droit d'exiger un préavis de retrait. Les dépôts à préavis sont des dépôts portant intérêt, constitués principalement des comptes d'épargne, et pour lesquels le Mouvement Desjardins peut légalement exiger un préavis de retrait. Les dépôts à terme sont des dépôts portant intérêt, constitués principalement des comptes de dépôt à terme fixe, des certificats de placement garanti ou d'autres instruments du même type dont les termes varient généralement d'un jour à 10 ans et venant à échéance à une date prédéterminée.

Le tableau ci-dessous présente la composition des dépôts :

	Au 31 décembre 2014				Au 31 décembre 2013			
	Payables à vue	Payables à préavis	Payables à terme	Total	Payables à vue	Payables à préavis	Payables à terme	Total
Particuliers	34 285 \$	3 788 \$	50 390 \$	88 463 \$	30 839 \$	3 949 \$	51 942 \$	86 730 \$
Entreprises et gouvernements	17 800	332	38 384	56 516	16 168	337	31 207	47 712
Institutions de dépôts	51	-	1 294	1 345	41	-	2 263	2 304
	52 136 \$	4 120 \$	90 068 \$	146 324 \$	47 048 \$	4 286 \$	85 412 \$	136 746 \$

NOTE 17 – PASSIFS DES CONTRATS D'ASSURANCE

PRIMES

	2014			2013		
	Assurance de personnes	Assurance de dommages	Total	Assurance de personnes	Assurance de dommages	Total
Primes brutes	3 971 \$	2 183 \$	6 154 \$	3 729 \$	2 060 \$	5 789 \$
Primes cédées en vertu de contrats de réassurance	(199)	(39)	(238)	(193)	(38)	(231)
Primes nettes	3 772 \$	2 144 \$	5 916 \$	3 536 \$	2 022 \$	5 558 \$

COMPOSITION DES PASSIFS DES CONTRATS D'ASSURANCE

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Passifs des contrats d'assurance		
Provisions techniques – Assurance de personnes	15 253 \$	13 147 \$
Provisions pour sinistres et frais de règlement – Assurance de dommages	2 121	1 987
Primes non acquises	1 108	1 044
Dépôts des titulaires de police	521	476
Provisions pour prestations, participations et ristournes	388	370
Autres	44	46
	19 435 \$	17 070 \$

PROVISIONS TECHNIQUES – ASSURANCE DE PERSONNES

Composition

Les provisions techniques et l'actif qui leur est apparié se composent des éléments suivants :

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Provisions techniques brutes		
Polices sans participation	12 625 \$	10 860 \$
Polices avec participation	2 628	2 287
	15 253	13 147
Montants cédés aux réassureurs	(762)	(613)
Provisions techniques nettes	14 491 \$	12 534 \$

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Composition de l'actif apparié aux provisions techniques nettes		
Obligations	9 063 \$	7 819 \$
Prêts hypothécaires et prêts aux entreprises	2 482	2 519
Immeubles de placement	1 154	1 006
Actions	788	792
Autres	1 004	398
	14 491 \$	12 534 \$

La juste valeur de l'actif apparié aux provisions techniques nettes est de 14 960 M\$ au 31 décembre 2014 (12 905 M\$ au 31 décembre 2013).

Hypothèses actuarielles

Le calcul des provisions techniques est fondé sur des estimations et des hypothèses. La nature des principales hypothèses utilisées pour déterminer les provisions techniques et la méthode ayant servi à établir ces hypothèses sont décrites dans les paragraphes qui suivent.

Les hypothèses de base retenues pour le calcul des provisions techniques sont celles qui s'avèrent les plus probables selon diverses éventualités. L'actuaire désigné est tenu d'établir pour chacune de ces hypothèses une marge pour écarts défavorables afin de pallier leur caractère aléatoire, de prévoir le risque de détérioration des résultats techniques et de s'assurer que les provisions sont suffisantes pour honorer les engagements futurs. L'étendue des marges pour écarts défavorables est prescrite par les pratiques actuarielles reconnues au Canada. Ces marges varient selon chaque hypothèse et type de produits. Les marges pour écarts défavorables entraînent une augmentation du montant des provisions techniques et une diminution du résultat qui serait normalement constaté lors de l'entrée en vigueur des contrats. À mesure que le temps passe et que diminuent les risques d'estimation, ces marges sont contrepassées et comptabilisées à l'état combiné du résultat.

Les risques liés à l'exactitude des hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des provisions techniques découlent de la non-réalisation des hypothèses prévues. L'actuaire effectue périodiquement des études sur les résultats techniques liés à chaque hypothèse et modifie les hypothèses, s'il y a lieu, pour tenir compte de la situation courante et de celle qui est prévue pour le futur. Toute incidence résultant de ces modifications est immédiatement constatée à l'état combiné du résultat.

NOTE 17 – PASSIFS DES CONTRATS D'ASSURANCE (*suite*)

Mortalité

Les filiales d'assurance de personnes établissent leurs hypothèses de mortalité selon les études annuelles de leurs récents résultats techniques et tiennent aussi compte d'études de l'industrie lorsque ces résultats ne peuvent servir de référence unique en raison de leur crédibilité insuffisante. Les hypothèses de mortalité varient selon le sexe, la catégorie de risque et le type de contrat. Une hypothèse d'amélioration future de la mortalité est prise en compte, conformément aux pratiques actuarielles reconnues au Canada.

Morbidité

En ce qui a trait aux hypothèses relatives à la morbidité, soit la survenance d'accidents ou de maladies, les filiales d'assurance de personnes utilisent des tables conçues par l'industrie et modifiées selon les données courantes fournies par les études relatives à leurs résultats techniques et à ceux de l'industrie.

Taux de résiliation des contrats

Les filiales d'assurance de personnes effectuent une étude annuelle de leurs résultats techniques en matière de résiliation de contrats d'assurance individuelle, car les titulaires peuvent mettre fin à leur police avant l'expiration de la période de couverture contractuelle en cessant de payer les primes et en n'utilisant pas les options de non-déchéance. Les hypothèses relatives aux taux de résiliation des contrats sont basées sur les récents résultats techniques des filiales d'assurance de personnes. Ces hypothèses sont rajustées en fonction des résultats techniques de l'industrie si ceux de ces filiales ne sont pas assez crédibles.

Rendement des placements

Le rendement des placements est tributaire des revenus de placement prévus en fonction des portefeuilles d'actifs courants appariés aux provisions techniques et des stratégies de réinvestissement envisagées. Les filiales d'assurance de personnes gèrent les placements soutenant leurs provisions techniques en tenant compte des caractéristiques des engagements de chacun de leurs secteurs d'affaires et au moyen des mécanismes clairement définis dans leur politique d'appariement. En appariant étroitement les flux de trésorerie liés aux actifs à ceux des provisions techniques, les filiales d'assurance de personnes réduisent leur sensibilité aux variations futures du niveau des taux d'intérêt. En effet, selon la MCAB, les variations de la juste valeur des actifs soutenant les provisions techniques sont essentiellement contrebalancées par des variations correspondantes de la valeur des provisions techniques.

En vertu de la MCAB, les flux de trésorerie de ces actifs sont jumelés aux flux de trésorerie qui seront tirés de futures acquisitions ou ventes d'actifs afin d'établir les taux de rendement prévus pour ces actifs au cours des exercices à venir. Les stratégies de réinvestissement envisagées sont définies en fonction des caractéristiques des engagements de chaque secteur, et les rendements de réinvestissement sont tirés des taux du marché actuels et prévus pour les placements à intérêt fixe et des taux prévus pour les actifs à intérêt variable. En outre, les projections de flux de trésorerie des éléments d'actifs incluent des hypothèses relatives aux frais de gestion des placements et aux risques de crédit.

Les hypothèses relatives au rendement des placements prennent en compte des pertes sur créances futures prévues sur les placements à revenu fixe. À cet effet, outre les provisions pour placements non productifs comptabilisées au moyen d'une diminution de la valeur comptable des actifs, au 31 décembre 2014, une provision de 280 M\$ (260 M\$ au 31 décembre 2013) est incluse dans les provisions techniques afin de contrer le risque de rendement insuffisant de l'actif.

Frais d'exploitation, impôts et taxes

Les hypothèses relatives aux frais d'exploitation reflètent les coûts projetés de la gestion et du traitement des contrats en vigueur, y compris les frais généraux indirects. Les filiales d'assurance de personnes effectuent une étude annuelle des frais d'exploitation pour chaque grande ligne de produits, et ces frais sont projetés en tenant compte de l'inflation prévue et de l'évolution prévue des blocs d'affaires, lorsqu'elles sont pertinentes.

Les impôts et les taxes reflètent les hypothèses relatives aux taxes futures sur les primes et à d'autres impôts et taxes non liés au résultat. Pour ce qui est des impôts sur le résultat, les provisions techniques ne sont rajustées que dans les cas où il existe des différences temporelles ou pour tenir compte de l'impact des éléments non déductibles ou non imposables sur les flux de trésorerie du passif et de l'actif liés aux contrats d'assurance.

NOTE 17 – PASSIFS DES CONTRATS D'ASSURANCE (suite)

Sensibilité des provisions techniques aux changements des hypothèses

Le tableau suivant montre, pour les exercices terminés le 31 décembre, l'incidence sur les « Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres » de la sensibilité des provisions techniques aux changements de la meilleure estimation des hypothèses non économiques qui les sous-tendent :

	2014	2013
Variation défavorable de 2 % des taux de mortalité futurs		
Produits pour lesquels une hausse des taux augmente les provisions techniques	(31) \$	(30) \$
Produits pour lesquels une baisse des taux augmente les provisions techniques	(18)	(16)
Augmentation de 5 % des taux de morbidité futurs	(57)	(56)
Variation défavorable de 10 % des taux de résiliation futurs des contrats	(101)	(121)
Augmentation de 5 % des charges d'exploitation futures	(30)	(31)

Variation des provisions techniques

Les changements survenus dans les provisions techniques nettes au cours des exercices terminés le 31 décembre sont attribuables aux activités et aux variations des estimations actuarielles suivantes :

	2014			2013		
	Montant brut	Montant cédé aux réassureurs	Montant net	Montant brut	Montant cédé aux réassureurs	Montant net
Solde au début	13 147 \$	(613) \$	12 534 \$	14 105 \$	(737) \$	13 368 \$
Variation due:						
Au passage du temps	1 733	(129)	1 604	(1 163)	79	(1 084)
Aux nouvelles affaires	373	(11)	362	327	(13)	314
Aux changements apportés aux hypothèses actuarielles	(32)	11	(21)	(118)	52	(66)
	2 074	(129)	1 945	(954)	118	(836)
Autres variations	32	(20)	12	(4)	6	2
Solde à la fin	15 253 \$	(762) \$	14 491 \$	13 147 \$	(613) \$	12 534 \$

Changements apportés aux hypothèses actuarielles

Les hypothèses économiques et non économiques prises en compte dans le calcul des provisions techniques sont mises à jour périodiquement afin de refléter les résultats techniques actuels ou prévus associés à chacune d'elles. Le tableau suivant montre l'effet des changements apportés aux hypothèses sur les « Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres » pour les exercices terminés le 31 décembre :

	2014	2013
Hypothèses modifiées		
Mortalité	21 \$	42 \$
Morbidité	(1)	36
Taux de résiliation des contrats	(61)	(41)
Rendement des placements	51	10
Charges d'exploitation	9	(3)
Méthodes et autres	3	(14)
	22 \$	30 \$

PROVISIONS POUR SINISTRES ET FRAIS DE RÈGLEMENT – ASSURANCE DE DOMMAGES

Méthodologie et hypothèses

Les provisions pour sinistres et frais de règlement incluent des provisions au dossier pour chaque sinistre déclaré, de même que des provisions pour les frais de règlement, la variation des sinistres déclarés et les sinistres survenus mais non déclarés par les assurés.

Les provisions pour sinistres et frais de règlement sont estimées au moyen de méthodes actuarielles appropriées en matière d'évaluation prospective des sinistres conformément aux pratiques actuarielles reconnues au Canada. Ces méthodes permettent d'estimer les sinistres à l'ultime en projetant les montants des sinistres par secteurs d'affaires et par année de survenance.

La principale hypothèse qui sous-tend ces méthodes est que l'évolution des antécédents en matière de sinistres peut être utilisée afin de projeter ce que sera l'évolution future des sinistres (ou que l'évolution future des sinistres sera similaire à l'évolution passée des sinistres). De plus, un jugement qualitatif supplémentaire est appliqué afin d'évaluer la mesure dans laquelle les tendances passées pourraient ne pas s'appliquer dans le futur et d'effectuer les ajustements nécessaires afin d'établir adéquatement les provisions pour sinistres et frais de règlement pour que celles-ci représentent la meilleure estimation des paiements futurs sur les sinistres en suspens, y compris ceux survenus mais non déclarés auxquels on peut s'attendre, compte tenu des données et des informations actuellement connues. Les hypothèses utilisées pour établir cette estimation sont sélectionnées par catégorie de risque et par zone géographique. De plus, les estimations effectuées prennent également en considération divers facteurs, dont le coût moyen de règlement par sinistre, le nombre moyen de sinistres et les tendances relatives à la sévérité et à la fréquence des sinistres.

NOTE 17 – PASSIFS DES CONTRATS D'ASSURANCE (suite)

L'estimation initiale des provisions pour sinistres et frais de règlement correspond à un montant non actualisé. Cette estimation est ensuite actualisée afin de reconnaître la valeur temporelle de l'argent. Le taux d'actualisation utilisé est basé sur le taux de rendement des actifs soutenant les provisions pour sinistres et frais de règlement.

Puisque la détermination des estimations relatives aux sinistres fait l'objet d'incertitudes et que la fluctuation de ces estimations peut être importante à court terme, les filiales d'assurance de dommages incluent des marges pour écarts défavorables dans leurs hypothèses relatives à l'évolution des sinistres, aux recouvrements prévus au titre de la réassurance et aux revenus de placement futurs à l'égard du portefeuille d'actifs qui sous-tend les provisions pour sinistres et frais de règlement. Ces marges pour écarts défavorables sont déterminées en conformité avec les pratiques actuarielles reconnues au Canada afin de s'assurer que le montant des provisions pour sinistres et frais de règlement est suffisant pour régler les prestations futures.

Variation des provisions pour sinistres et frais de règlement

Le tableau suivant montre la variation des provisions pour sinistres et frais de règlement au cours des exercices terminés le 31 décembre :

	2014			2013		
	Montant brut	Montant cédé aux réassureurs	Montant net	Montant brut	Montant cédé aux réassureurs	Montant net
Solde au début	1 987 \$	(30) \$	1 957 \$	1 862 \$	(36) \$	1 826 \$
Sinistres survenus au cours de l'exercice	1 553	-	1 553	1 503	(1)	1 502
Évolution des sinistres survenus au cours des exercices précédents	(111)	(1)	(112)	(132)	(4)	(136)
Évolution des taux d'actualisation	34	-	34	(24)	-	(24)
Sinistres payés au cours de l'exercice	(1 342)	14	(1 328)	(1 222)	11	(1 211)
Solde à la fin	2 121 \$	(17) \$	2 104 \$	1 987 \$	(30) \$	1 957 \$

Les changements d'hypothèses n'ont pas eu d'incidence significative sur les états financiers combinés au 31 décembre 2014 et 2013.

Analyse de sensibilité des hypothèses

Le tableau suivant montre, pour les exercices terminés les 31 décembre, l'incidence sur l'état combiné du résultat de la sensibilité des provisions pour sinistres et frais de règlement aux changements de certaines hypothèses clés : L'impact d'un changement de taux d'actualisation est présenté à la section « Gestion du risque de taux d'intérêt » de la présente note.

	Changements apportés aux hypothèses	Incidence sur les « Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres »	
		2014	2013
Coût moyen de règlement des sinistres	+5 %	(99) \$	(92) \$

NOTE 17 – PASSIFS DES CONTRATS D'ASSURANCE (suite)

Évolution des sinistres et frais de règlement

Le tableau suivant indique l'évolution des sinistres et frais de règlement sur une base nette. Il présente l'estimation du montant ultime des sinistres, y compris ceux qui ont été déclarés et ceux qui sont survenus mais qui n'ont pas été déclarés à la date de clôture de chaque année de survenance, avec les paiements cumulatifs effectués à ce jour :

	2007 et antérieures	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	Total
Estimation du montant ultime des sinistres:									
À la fin de l'année de survenance		1 156 \$	1 092 \$	1 118 \$	1 291 \$	1 396 \$	1 495 \$	1 564 \$	
Une année plus tard		1 110	1 079	1 120	1 291	1 343	1 468		
Deux années plus tard		1 111	1 093	1 108	1 257	1 348			
Trois années plus tard		1 111	1 088	1 088	1 238				
Quatre années plus tard		1 097	1 078	1 070					
Cinq années plus tard		1 088	1 064						
Six années plus tard		1 091							
Paiements cumulatifs à ce jour		1 020	967	921	979	1 016	1 077	899	
Provisions pour sinistres et frais de règlement, nettes	140 \$	71 \$	97 \$	149 \$	259 \$	332 \$	391 \$	665 \$	2 104 \$
Part des réassureurs dans les provisions pour sinistres et frais de règlement	15	-	-	-	-	2	-	-	17
Provisions pour sinistres et frais de règlement, brutes	155 \$	71 \$	97 \$	149 \$	259 \$	334 \$	391 \$	665 \$	2 121 \$

Gestion du risque d'assurance

Le risque d'assurance correspond au risque que des événements puissent survenir différemment des hypothèses utilisées lors de la conception, de la tarification ou de l'évaluation des réserves actuarielles des produits d'assurance, et qu'ils puissent avoir des répercussions sur la rentabilité de ces derniers.

Les filiales d'assurance de personnes sont exposées au risque d'assurance par l'entremise des produits qu'elles vendent. Selon la nature du produit, ces filiales d'assurance de personnes peuvent être exposées au risque de mortalité, au risque de morbidité et au risque de déchéance. Tous les produits vendus exposent les filiales d'assurance de personnes au risque de dépenses.

Les filiales d'assurances de dommages, quant à elles, souscrivent des contrats d'assurance automobile, habitation, de biens commerciaux à des particuliers et à des entreprises. Dans le cours normal de leurs activités, les filiales d'assurance de dommages sont exposées au risque d'assurance, qui comporte plusieurs volets: le risque de souscription, le risque de catastrophes et le risque de réserve.

Afin de gérer le risque d'assurance, les filiales d'assurance appliquent des politiques et des critères stricts relativement au développement et à la tarification des produits et services et elles effectuent régulièrement des analyses afin de comparer les prévisions avec les résultats réels et de réviser les hypothèses de tarification, s'il y a lieu.

De plus, pour les filiales d'assurance de personnes, certains produits permettent un rajustement des prix en fonction de la réalisation ou non des hypothèses.

Aussi, pour les filiales d'assurance de dommages, la gestion du risque d'assurance s'effectue également à travers différents aspects, notamment par une gestion active et rigoureuse de la segmentation des risques (par la souscription et la tarification) et des réclamations.

Les filiales d'assurance constituent également des provisions techniques et des provisions pour sinistres et frais de règlement conformément aux pratiques actuarielles reconnues au Canada, et elles effectuent un suivi constant de l'évolution de la sinistralité.

Utilisation de la réassurance

Afin de limiter leurs pertes, les filiales d'assurance de personnes et de dommages ont recours à des ententes de réassurance relativement aux contrats dont le capital ou le montant assuré dépasse certains maximums qui varient selon la nature des activités. De plus, elles souscrivent une protection additionnelle de réassurance à l'égard des événements catastrophiques de grande envergure.

Dans le but de réduire le risque afférent à la réassurance, les filiales d'assurance de personnes et de dommages font affaire avec de nombreux réassureurs qui satisfont à des critères de solidité financière, et qui sont en grande partie assujettis aux mêmes organismes de réglementation qu'elles. De plus, un examen de la solvabilité des sociétés auxquelles elles cèdent une partie de leurs risques est effectué de façon périodique. De telles ententes de réassurance n'ont pas pour effet de libérer les filiales d'assurance de personnes et de dommages de leurs obligations envers leurs titulaires de police, mais plutôt d'atténuer les risques auxquels elles sont exposées.

NOTE 17 – PASSIFS DES CONTRATS D'ASSURANCE (suite)

Pour les exercices terminés le 31 décembre, l'incidence de la réassurance a réduit les postes de l'état combiné du résultat présentés dans le tableau ci-dessous des montants suivants :

	2014			2013		
	Assurance de personnes	Assurance de dommages	Total	Assurance de personnes	Assurance de dommages	Total
Primes	199 \$	39 \$	238 \$	193 \$	38 \$	231 \$
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs des contrats d'assurance	273	2	275	21	5	26

Gestion du risque lié aux fonds distincts

Les placements détenus pour le compte des titulaires de contrats de fonds distincts sont exposés à divers risques financiers. Selon les dispositions des contrats, les titulaires assument les risques et bénéficient des avantages découlant du rendement de ces placements, même si ceux-ci sont détenus par la filiale d'assurance de personnes qui offre de tels contrats. Cette dernière offre des garanties minimales relativement à la prestation de décès, à la valeur à l'échéance et aux montants des retraits en situation de décaissement visant à protéger les titulaires de parts de certains fonds. Les provisions techniques de cette filiale incluent les montants nécessaires pour honorer ces garanties minimales.

Afin de réduire les impacts défavorables potentiels pouvant découler du risque lié aux garanties accordées en vertu des contrats de fonds distincts, la filiale d'assurance de personnes qui offre de tels contrats utilise un programme de couverture visant à contrer l'effet des mouvements défavorables des marchés boursiers sur le coût futur des garanties ainsi qu'un programme de couverture visant à contrer les mouvements défavorables des taux d'intérêt sur ces coûts futurs. Ces programmes couvrent la totalité des contrats de fonds distincts qui comportent une garantie et qui sont offerts aux clients par cette filiale.

Gestion du risque de taux d'intérêt

Les filiales d'assurance sont exposées au risque de taux d'intérêt, qui correspond aux répercussions éventuelles des fluctuations de ces taux sur l'état combiné du résultat et sur les capitaux propres. Une gestion saine et prudente est exercée afin de minimiser l'incidence défavorable des mouvements de taux d'intérêt.

La politique d'appariement de l'actif et du passif des filiales d'assurance de personnes décrit les techniques utilisées afin de mesurer le risque de taux d'intérêt, les limites tolérées ainsi que les mécanismes de suivi applicables à la gestion de ce risque. La politique établit, entre autres, les limites de l'écart entre la durée des passifs et la durée des actifs qui s'y rattachent. La direction des filiales d'assurance de personnes est responsable d'appliquer la politique et s'assure que les pratiques en place permettent l'administration et le suivi du risque de taux d'intérêt. De plus, au besoin, elle peut appliquer des techniques de rééquilibrage afin de corriger ou d'améliorer l'état de l'appariement.

L'incidence sur l'état combiné du résultat d'une non-coordination des flux monétaires serait nulle advenant un mouvement des taux d'intérêt à l'intérieur des limites considérées pour établir les provisions techniques, alors qu'un mouvement des taux à l'extérieur de ces limites aurait un impact sur l'état combiné du résultat des filiales d'assurance de personnes. De plus, pour les garanties accordées en vertu des contrats de fonds distincts, les provisions techniques sont calculées en utilisant la courbe des taux courants, et un mouvement de ceux-ci aurait un impact direct sur la valeur de ces provisions, et par le fait même, sur l'état combiné du résultat. Par contre, la filiale d'assurance de personnes offrant ces contrats a mis en place un programme de couverture pour ces produits de fonds distincts afin de minimiser l'impact des variations des taux d'intérêt sur l'état combiné du résultat.

Le tableau suivant présente, pour les exercices terminés les 31 décembre, l'incidence estimative sur les « Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres » découlant de l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur les provisions techniques et l'actif apparié des filiales d'assurance de personnes :

	2014	2013
Augmentation de 1 % des taux d'intérêt	9 \$	1 \$
Diminution de 1 % des taux d'intérêt	(11)	(5)

La politique sur la gestion du risque de taux d'intérêt des filiales d'assurance de dommages décrit les techniques utilisées afin de mesurer le risque de taux d'intérêt, les limites tolérées ainsi que les mécanismes de suivi applicables à la gestion de ce risque. La politique établit, entre autres, la limite de l'écart avec la cible de durée du portefeuille de titres à revenu fixe consolidé ainsi que la limite de l'écart de durée entre l'actif et le passif à appairer. La direction des filiales d'assurance de dommages est responsable d'appliquer la politique et s'assure que les pratiques en place permettent l'administration et le suivi du risque de taux d'intérêt. De plus, au besoin, elle peut appliquer un plan d'action afin de corriger ou d'améliorer l'état de l'appariement.

NOTE 17 – PASSIFS DES CONTRATS D'ASSURANCE (suite)

Le tableau suivant présente, pour les exercices terminés les 31 décembre, l'incidence estimative sur les « Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres » découlant de l'impact d'une variation des taux d'intérêt sur les provisions pour sinistres et frais de règlements et l'actif apparié des filiales d'assurance de dommages :

	2014	2013
Augmentation de 1 % des taux d'intérêt	4 \$	3 \$
Diminution de 1 % des taux d'intérêt	(4)	(4)

Gestion du risque de liquidité

La gestion du risque de liquidité a pour objectif de garantir aux filiales d'assurance de personnes, en temps opportun et de façon rentable, l'accès aux fonds nécessaires pour honorer leurs engagements financiers lorsqu'ils deviennent exigibles, tant en situation normale qu'en situation de crise.

Pour les filiales d'assurance de personnes, la gestion de ce risque se traduit par le maintien d'un niveau suffisant de titres liquides, un suivi d'indicateurs et un plan de contingence en cas de crise de liquidités.

Pour les filiales d'assurance de dommages, la gestion de ce risque se traduit également par le maintien d'un niveau suffisant de titres liquides et la répartition de la perception des primes d'assurance tout au long de l'année, qui permet généralement de soutenir en grande partie les sorties de fonds générées par les réclamations et les autres frais.

Les échéances contractuelles des provisions techniques et des provisions pour sinistres et frais de règlement sont présentées dans le tableau ci-dessous. Les projections contenues dans ce tableau sont supérieures au solde des provisions techniques et des provisions pour sinistres et frais de règlements présenté au bilan combiné, puisqu'il s'agit des flux sortants prévus qui excluent, entre autres, tout élément d'escompte. Les flux relatifs aux provisions techniques inclus dans ce tableau sont présentés nets des flux des primes périodiques attendues des assurés. De plus, les montants de ce tableau sont sur une base nette de réassurance et représentent les flux de trésorerie estimés qui pourraient différer des flux de trésorerie réels.

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Moins de 1 an	1 757 \$	1 714 \$
De 1 an à 5 ans	3 933	3 761
Plus de 5 ans	25 876	24 806
Total	31 566 \$	30 281 \$

PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE RELATIVES AUX ÉLÉMENTS DE PARTICIPATION DISCRÉTIONNAIRE

L'avoir des titulaires de contrats d'assurance qui comportent un élément de participation discrétionnaire se chiffre à 266 M\$ au 31 décembre 2014 (226 M\$ au 31 décembre 2013) et il est comptabilisé au poste « Participations ne donnant pas le contrôle » du bilan combiné. La quote-part des « Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres » attribuables à ces titulaires de contrat représentant un revenu net de 39 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 (une perte nette de 3 M\$ en 2013) est comptabilisée au poste « Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle » de l'état combiné du résultat.

NOTE 18 – PASSIFS NETS AU TITRE DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

CARACTÉRISTIQUE DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Régimes de retraite de groupe

Les régimes de retraite de groupe sont des régimes dont les risques sont partagés par des entités soumises à un contrôle commun. Le Mouvement Desjardins offre à la majorité de ses employés un régime de retraite de groupe ainsi qu'un régime excédentaire de retraite de groupe, ce dernier procurant des prestations de retraite en sus des limites prévues par les dispositions législatives. Le principal régime de retraite de groupe offert, soit le Régime de rentes du Mouvement Desjardins (RRMD), est un régime de groupe à prestations définies capitalisé. Les participants et les employeurs se partagent les risques et les coûts liés au RRMD, y compris tout déficit, selon un prorata respectif de 35 % et de 65 %.

Pour le RRMD, les prestations sont établies d'après le nombre d'années de participation et prennent en considération le salaire moyen des cinq meilleures années de l'employé, en ce qui concerne les années de service accumulées avant 2013, et des huit meilleures, pour les années de service accumulées subséquemment. Les prestations sont indexées annuellement selon l'indice des prix à la consommation, jusqu'à concurrence de 3 % pour les années de service accumulées avant 2013, et de 1 % pour une période de 10 ans à partir de 65 ans pour les années de service accumulées après 2013.

NOTE 18 – PASSIFS NETS AU TITRE DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

Le RRMD est réglementé par la *Loi sur les régimes complémentaires de retraite* (LRCR). La LRCR exige la formation d'un comité de retraite assumant le rôle d'administrateur et de fiduciaire du régime. La Fédération, par l'intermédiaire de son conseil d'administration, assume les responsabilités revenant au promoteur du RRMD et s'assure de la bonne administration de ce dernier en conformité avec les lois et règlements en vigueur. De plus, la Fédération se porte garante des obligations résultant de la participation de l'ensemble des employeurs du Mouvement Desjardins au régime. Le conseil d'administration de la Fédération, agissant comme représentant de tous les employeurs du Mouvement Desjardins, est la seule instance apte à modifier ou à mettre fin au régime.

Régime d'avantages complémentaires de groupe

Le Mouvement Desjardins offre également un régime d'avantages complémentaires de retraite incluant des protections d'assurance maladie, soins dentaires et vie aux employés qui prennent leur retraite ainsi qu'aux personnes à leur charge en vertu d'un régime à prestations définies de groupe qui n'est pas capitalisé.

Autres régimes

Les autres régimes à prestations définies offerts sont des régimes de retraite et un régime d'avantages complémentaires incluant des protections d'assurance maladie, soins dentaires et vie dont les risques ne sont pas partagés par des entités soumises à un contrôle commun.

Risques liés aux régimes de retraite et aux régimes d'avantages complémentaires

Les régimes de retraite à prestations définies désignent les régimes pour lesquels le Mouvement Desjardins s'engage formellement à l'égard d'un niveau de prestations et assume donc le risque actuariel et, si les régimes sont capitalisés, le risque de placement. Comme les modalités de fonctionnement des régimes de retraite font en sorte que l'évolution des salaires aura une incidence sur le montant des prestations futures, le coût des prestations et la valeur de l'obligation au titre des régimes à prestations définies sont généralement déterminés à partir de calculs actuariels et au moyen de diverses hypothèses. Bien que la direction soit d'avis que les hypothèses utilisées dans le processus d'évaluation actuarielle sont raisonnables, il subsiste un degré de risque et d'incertitude qui pourrait faire en sorte que les résultats réels futurs diffèrent de façon significative de ces hypothèses, ce qui pourrait donner lieu à des gains ou des pertes actuariels.

Les calculs actuariels sont effectués à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant principalement le taux d'actualisation de l'obligation des régimes, mais aussi, dans une moindre importance, la progression des salaires, l'âge du départ à la retraite des salariés, le taux de mortalité, le taux d'augmentation des prestations de retraite et les cotisations futures des participants qui serviront à financer le déficit. Les cotisations actualisées estimatives des participants requises pour le financement du déficit diminuent l'obligation au titre des régimes à prestations définies. Une évaluation actuarielle complète est effectuée tous les ans par un actuaire qualifié. Les taux d'actualisation utilisés ont été établis en fonction des taux d'obligations de société de haute qualité dont les modalités correspondent à celles des flux de trésorerie des régimes.

Les modalités de fonctionnement des régimes d'avantages complémentaires de retraite font en sorte que l'évolution des salaires ou des coûts des soins de santé aura une incidence sur le montant des prestations futures. Les coûts de ces avantages sont cumulés au cours de la carrière active des employés selon des méthodes comptables similaires à celles qui sont appliquées aux régimes de retraite à prestations définies.

Gestion des risques

Le comité de retraite a mis en place un comité consultatif sur la gestion des risques qui a le mandat d'analyser les principaux risques associés à la gestion des activités du RRMD. Pour ce faire, il recommande annuellement au comité de retraite le profil de risque intégré et la stratégie de répartition des actifs. Il a aussi pour mandat d'émettre des opinions sur les nouveaux investissements à l'intention du comité de placement du RRMD. La stratégie de répartition des actifs est basée sur le principe de l'investissement guidé par le passif. Cette approche permet de mieux gérer la situation financière du régime en investissant dans des actifs qui sont corrélés avec le passif et qui permettent de diminuer la volatilité des cotisations. Le principe d'investissement guidé par le passif prend en compte la variation du passif de solvabilité et l'obtention d'un rendement suffisant pour assurer la capitalisation du régime à long terme.

De plus, le comité de retraite adopte annuellement une politique de placement qui peut être modifiée en fonction des relations risque-rendement à long terme sur les marchés, des engagements et de la situation financière du RRMD, de la tolérance pour le risque ainsi que du cadre législatif. Cette politique prévoit des mécanismes pour atténuer les risques de marché. Entre autres, elle établit des limites relatives à chaque type de placement et à la répartition des actifs entre les différentes catégories de même que des paramètres de risque en ce qui concerne la répartition des actifs. La composition réelle des portefeuilles d'actifs fait l'objet d'un examen régulier, et la politique de rééquilibrage est appliquée si la répartition réelle se retrouve à l'extérieur des limites permises. Le risque de change est contrôlé par l'adoption d'une politique de couverture approuvée par le comité de placement. Enfin, le comité de placement, délégué par le comité de retraite, a le mandat d'assurer que la politique de placement est appliquée, respectée et suivie.

Exigences de financement

Le RRMD est financé au moyen de cotisations provenant à la fois des employés et des employeurs, et établies sur la base de la situation financière et de la politique de financement du régime. Les cotisations des employeurs doivent être égales à un montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour couvrir la valeur des engagements qui s'accumulent couramment dans le régime, y compris les frais et honoraires payés par ce dernier ainsi que les cotisations spéciales nécessaires pour amortir tout déficit. Les cotisations des employeurs sont déterminées en fonction d'un pourcentage de la masse salariale cotisable de leurs employés participant au régime. Le coût annuel du régime se compose des cotisations pour service courant, des frais de gestion administrative et des cotisations spéciales requises, s'il y a lieu.

Selon les exigences de la LRCR, les déficits doivent être financés sur une période maximale de 15 ans pour un déficit de capitalisation, et de 10 ans pour un déficit de solvabilité.

NOTE 18 – PASSIFS NETS AU TITRE DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

MONTANTS COMPTABILISÉS

Variation des passifs nets au titre des régimes à prestations définies

Les passifs nets au titre des régimes à prestations définies sont les suivants :

	Régimes de retraite de groupe			Régime d'avantages complémentaires de groupe	Autres régimes			
	Obligation	Juste valeur des actifs	Total	Obligation	Obligation	Juste valeur des actifs	Total	Total
Au 31 décembre 2012	8 695 \$	6 970 \$	1 725 \$	655 \$	185 \$	41 \$	144 \$	2 524 \$
<i>Montants comptabilisés à l'état combiné du résultat</i>								
Coût des services rendus au cours de l'exercice	214	-	214	15	8	-	8	237
Charge / produit d'intérêts nets	396	315	81	30	9	2	7	118
	610	315	295	45	17	2	15	355
<i>Montants comptabilisés à l'état combiné du résultat global</i>								
Écart entre le rendement réel des actifs et le produit d'intérêts	-	472	(472)	-	-	5	(5)	(477)
Pertes (gains) actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	688	-	688	(8)	13	-	13	693
Gains actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	(683)	-	(683)	(98)	(17)	-	(17)	(798)
Pertes d'expérience	187	-	187	6	5	-	5	198
	192	472	(280)	(100)	1	5	(4)	(384)
<i>Autres variations</i>								
Cotisations des participants	190	190	-	-	-	-	-	-
Cotisations des employeurs ⁽¹⁾	-	641	(641)	-	-	8	(8)	(649)
Prestations payées	(335)	(333)	(2)	(14)	(7)	(1)	(6)	(22)
Autres variations	1	3	(2)	2	1	-	1	1
	(144)	501	(645)	(12)	(6)	7	(13)	(670)
Au 31 décembre 2013	9 353 \$	8 258 \$	1 095 \$	588 \$	197 \$	55 \$	142 \$	1 825 \$
<i>Montants comptabilisés à l'état combiné du résultat</i>								
Coût des services rendus au cours de l'exercice	210	-	210	10	9	-	9	229
Charge / produit d'intérêts nets	476	415	61	30	10	3	7	98
Coûts des services passés	(1)	-	(1)	-	-	-	-	(1)
	685	415	270	40	19	3	16	326
<i>Montants comptabilisés à l'état combiné du résultat global</i>								
Écart entre le rendement réel des actifs et le produit d'intérêts	-	679	(679)	-	-	3	(3)	(682)
Pertes (gains) actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	(42)	-	(42)	6	-	-	-	(36)
Pertes actuarielles découlant de changements dans les hypothèses financières	1 423	-	1 423	108	33	-	33	1 564
Pertes (gains) d'expérience	106	-	106	(1)	2	-	2	107
	1 487	679	808	113	35	3	32	953
<i>Autres variations</i>								
Cotisations des participants	191	191	-	-	-	-	-	-
Cotisations des employeurs ⁽¹⁾	-	376	(376)	-	-	5	(5)	(381)
Prestations payées	(373)	(371)	(2)	(15)	(7)	(1)	(6)	(23)
Autres variations	1	1	-	-	-	-	-	-
	(181)	197	(378)	(15)	(7)	4	(11)	(404)
Au 31 décembre 2014	11 344 \$	9 549 \$	1 795 \$	726 \$	244 \$	65 \$	179 \$	2 700 \$

⁽¹⁾ En 2014, l'employeur a versé des cotisations supplémentaires totalisant 34 M\$ dans le principal régime de retraite de groupe (318 M\$ en 2013).

NOTE 18 – PASSIFS NETS AU TITRE DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)**Situation de capitalisation**

	Au 31 décembre 2014				Au 31 décembre 2013			
	Régimes de retraite de groupe	Régime d'avantages complémentaires de groupe	Autres régimes	Total	Régimes de retraite de groupe	Régime d'avantages complémentaires de groupe	Autres régimes	Total
Régimes financés								
Obligations au titre des régimes à prestations définies	11 235 \$	- \$	99 \$	11 334 \$	9 276 \$	- \$	71 \$	9 347 \$
Juste valeur des actifs des régimes	9 549	-	65	9 614	8 258	-	55	8 313
	(1 686) \$	- \$	(34) \$	(1 720) \$	(1 018) \$	- \$	(16) \$	(1 034) \$
Régimes non financés								
Obligations au titre des régimes à prestations définies	109 \$	726 \$	145 \$	980 \$	77 \$	588 \$	126 \$	791 \$
	(109) \$	(726) \$	(145) \$	(980) \$	(77) \$	(588) \$	(126) \$	(791) \$

Répartition des actifs du principal régime de retraite de groupe

La juste valeur des actifs du principal régime de retraite de groupe se répartit de la façon suivante :

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	Non cotés sur un marché actif	Cotés sur un marché actif	Non cotés sur un marché actif	Cotés sur un marché actif
Obligations				
Gouvernement du Canada	- \$	62 \$	- \$	125 \$
Provinces, corps municipaux et autres administrations publiques	116	2 658	80	1 885
Autres émetteurs	1 258	22	1 042	37
Actions	346	2 508	223	2 454
Placements immobiliers	913	132	925	101
Placements en infrastructure	927	38	772	34
Encaisse et titres du marché monétaire	244	109	272	178
Autres	444	167	341	440
Total	4 248 \$	5 696 \$	3 655 \$	5 254 \$

Au 31 décembre 2014, le RRMD détient des placements admissibles en titres du marché monétaire et en fonds distincts dans des entités du Mouvement Desjardins dont la juste valeur totalise 91 M\$ (122 M\$ au 31 décembre 2013).

INCIDENCES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE**Principales hypothèses actuarielles**

Les principales hypothèses utilisées pour évaluer l'obligation et les coûts comptabilisés au titre des régimes à prestations définies se détaillent comme suit :

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	Régimes de retraite de groupe	Régime d'avantages complémentaires de groupe	Régimes de retraite de groupe	Régimes d'avantages complémentaires de groupe
Taux d'actualisation de l'obligation	4,05 %	4,05 %	5,00 %	5,00 %
Taux prévu d'augmentation des salaires	3,00	3,00	3,00	3,00
Taux utilisé pour le calcul de la charge d'intérêts	5,00	5,00	4,45	4,45
Taux estimatif de croissance annuelle du coût des soins de santé couverts	-	4,30	-	4,28

NOTE 18 – PASSIFS NETS AU TITRE DES RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES (suite)

Sensibilité des hypothèses clés

En raison de la nature à long terme des avantages du personnel, il existe des incertitudes importantes relativement à la constatation des soldes en lien avec les hypothèses retenues. Le tableau suivant montre l'incidence d'une variation d'un point de pourcentage des hypothèses clés sur l'obligation et les coûts comptabilisés au titre des régimes à prestations définies lorsque toutes les autres hypothèses demeurent constantes. En réalité, il est possible qu'il existe des corrélations entre ces hypothèses. Cependant, pour démontrer l'incidence des variations des hypothèses, celles-ci doivent être modifiées de façon individuelle :

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	Variation de l'obligation	Variation des coûts comptabilisés	Variation de l'obligation	Variation des coûts comptabilisés
Régimes de retraite de groupe				
Taux d'actualisation				
Hausse de 1 %	(1 943)\$	(85) \$	(1 454) \$	(76) \$
Baisse de 1 %	2 615	102	1 890	102
Taux prévu d'augmentation des salaires				
Hausse de 1 %	593	32	403	36
Baisse de 1 %	(505)	(27)	(351)	(27)
Régime d'avantages complémentaires de groupe				
Taux d'actualisation				
Hausse de 1 %	(115)	(3)	(88)	(3)
Baisse de 1 %	153	4	114	4
Taux prévu d'augmentation des salaires				
Hausse de 1 %	10	1	6	1
Baisse de 1 %	(9)	(1)	(6)	(1)
Coûts des soins de santé				
Hausse de 1 %	88	7	67	7
Baisse de 1 %	(68)	(5)	(53)	(5)

Cotisations prévues pour 2015

Le Mouvement Desjardins prévoit cotiser 433 M\$ à ses régimes de retraite à prestations définies au cours du prochain exercice. Au besoin, les employeurs verseront des cotisations supplémentaires dans le principal régime de retraite de groupe.

Profil des échéances des obligations au titre des régimes de retraite

Pour l'exercice 2014, la durée financière moyenne pondérée du principal régime de retraite de groupe est d'approximativement 19 ans (17 ans en 2013) et d'approximativement 18 ans (17 ans en 2013) pour le régime d'avantages complémentaires de groupe.

NOTE 19 – AUTRES PASSIFS – AUTRES

Le tableau ci-dessous présente la composition des « Autres passifs – Autres » :

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Créditeurs	1 328 \$	1 309 \$
Intérêts à payer	1 071	1 094
Provisions pour risques et charges	266	243
Revenus reportés relatifs aux programmes de fidélisation	249	221
Impôt à payer	247	138
Dettes auprès d'institutions financières	60	23
Parts sociales et privilégiées	19	21
Autres	1 574	1 668
	4 814 \$	4 717 \$

NOTE 20 – OBLIGATIONS SUBORDONNÉES

Les obligations subordonnées qui figurent au bilan combiné du Mouvement Desjardins sont des obligations de premier rang émises par Capital Desjardins inc., dont le produit brut est investi dans des billets subordonnés aux droits des déposants et de certains autres créanciers, et qui sont émis par les caisses Desjardins du Québec. Ces obligations de premier rang ont priorité, quant au droit de paiement, sur tous les titres d'emprunt subordonnés de Capital Desjardins inc. et sont garanties par une hypothèque grevant les billets subordonnés émis par les caisses Desjardins du Québec.

Les remboursements et annulations de ces obligations sont assujettis au consentement et à l'approbation des diverses autorités réglementaires. Ces obligations se composent des éléments suivants :

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Obligations de premier rang série E (valeur nominale de 500 M\$) émises le 30 mars 2009, échéant en avril 2019, portant intérêt au taux annuel de 5,756 % pour les cinq premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours plus 4,97 % pour les cinq années suivantes, remboursables au gré de l'émetteur ⁽¹⁾ .	- \$	479 \$
Obligations de premier rang série F (valeur nominale de 500 M\$) émises le 1 ^{er} juin 2009, échéant en juin 2021, portant intérêt au taux annuel de 5,541 % pour les sept premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours plus 3,88 % pour les cinq années suivantes, remboursables au gré de l'émetteur.	482	497
Obligations de premier rang série G (valeur nominale de 900 M\$) émises le 5 mai 2010, échéant en mai 2020, portant intérêt au taux annuel de 5,187 %, remboursables au gré de l'émetteur à compter de 2015.	896	896
Obligations de premier rang série H (valeur nominale de 700 M\$) émises le 23 novembre 2010, échéant en novembre 2020, portant intérêt au taux annuel de 3,797 % pour les cinq premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours plus 1,32 % pour les cinq années suivantes, remboursables au gré de l'émetteur à compter de 2015.	693	696
Obligations de premier rang série J (valeur nominale de 500 M\$) émises le 15 décembre 2011, échéant en décembre 2026, portant intérêt au taux annuel de 4,954 % pour les dix premières années et à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours plus 2,67 % pour les cinq années suivantes, remboursables au gré de l'émetteur à compter de 2021.	493	495
	2 564 \$	3 063 \$

⁽¹⁾ Le droit de remboursement anticipé des obligations de premier rang série E a été exercé le 1^{er} avril 2014.

Émission et remboursement

En 2014, la totalité des obligations subordonnées série E en circulation, d'un montant de 500 M\$, ont été remboursées par anticipation.

En 2013, il n'y a eu aucune émission ni aucun remboursement d'obligations subordonnées.

NOTE 21 – INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Les instruments financiers dérivés du Mouvement Desjardins comprennent les types de contrats suivants :

Contrats de taux d'intérêt

Les contrats de taux d'intérêt comprennent les swaps, les contrats de garantie de taux et les contrats à terme normalisés. Les swaps de taux d'intérêt sont des opérations au moyen desquelles deux parties échangent des flux d'intérêts portant sur un capital nominal spécifié pendant une période prédéterminée et selon des taux fixes et variables convenus entre les deux parties. Les montants en capital ne font pas l'objet d'un échange. Les contrats de garantie de taux d'intérêt sont des opérations à terme sur taux d'intérêt portant sur un capital nominal, qui prévoient un règlement au comptant à une date ultérieure à l'égard de la différence entre le taux d'intérêt contractuel et le taux du marché. Les contrats à terme normalisés représentent un engagement futur d'acheter ou de livrer des instruments financiers à une date ultérieure donnée et à un prix déterminé. Les contrats à terme normalisés sont négociés selon des montants prédéterminés sur des Bourses organisées et sont assujettis à des marges au comptant calculées quotidiennement. Le Mouvement Desjardins utilise des contrats de taux d'intérêt principalement à des fins de gestion de l'actif et du passif.

Contrats de change

Les contrats de change comprennent les contrats à terme de gré à gré, les opérations au comptant et les swaps de devises. Les contrats de change à terme de gré à gré sont des engagements d'échanger deux devises à une date ultérieure et selon un taux convenu entre les deux parties au moment de l'établissement du contrat. Les opérations de change au comptant sont semblables aux contrats de change à terme de gré à gré, à l'exception du fait que leur livraison s'effectue dans les deux jours ouvrables suivant la date du contrat. Les swaps de devises ainsi que les swaps de taux d'intérêt et de devises sont des opérations au moyen desquelles les parties s'échangent des versements d'intérêts sur des montants nominaux de référence dans des devises différentes. Les montants en capital nominal font l'objet d'un échange lorsque la transaction est conclue ainsi qu'à son échéance. Le Mouvement Desjardins utilise des swaps de devises ainsi que des swaps de taux d'intérêt et de devises pour gérer ses risques relatifs aux éléments d'actif et de passif libellés en devises étrangères.

NOTE 21 – INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE (suite)

Autres contrats financiers dérivés

Les autres contrats financiers dérivés utilisés par le Mouvement Desjardins comprennent les swaps sur rendement total et les options sur indices boursiers, qui sont liés aux opérations relatives à des indices financiers, de même que les swaps sur défaillance de crédit, qui sont utilisés pour gérer le risque de crédit relatif aux éléments d'actif et de passif. Les swaps sur rendement total sont des opérations au moyen desquelles une partie accepte de payer ou de recevoir de l'autre partie le taux de rendement d'un actif, d'un groupe d'actifs ou d'un indice sous-jacent en contrepartie d'une rémunération précisée dans le contrat. Les swaps sur défaillance de crédit sont des opérations en vertu desquelles l'une des parties convient de payer des intérêts à l'autre partie qui s'engage, quant à elle, à effectuer un paiement si l'incidence de crédit précisé dans l'accord se produit.

Options

Les options sont des ententes contractuelles en vertu desquelles le vendeur accorde à l'acheteur le droit, mais ne lui impose pas l'obligation, d'acheter (option d'achat) ou de vendre (option de vente), à une date déterminée ou avant cette date, un montant établi d'un instrument financier à un prix déterminé d'avance. Le vendeur reçoit une prime de l'acheteur en contrepartie de ce droit. Le Mouvement Desjardins conclut différents types d'options tels que des options sur taux d'intérêt, sur devises, sur indices boursiers et sur produits de base. Il emploie principalement ces contrats pour répondre aux besoins de ses membres et de ses clients, et pour gérer ses propres risques relatifs aux éléments d'actif et de passif.

ÉCHÉANCES DES INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le tableau suivant présente les échéances des montants nominaux de référence des instruments financiers dérivés :

	Échéances				Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	Plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Montants nominaux de référence	Montants nominaux de référence
Contrats de taux d'intérêt						
Contrats hors cote						
Swaps de taux d'intérêt	19 505 \$	35 423 \$	26 582 \$	5 107 \$	86 617 \$	83 058 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	3 705	425	-	-	4 130	5 699
Contrats négociables en Bourse						
Contrats à terme normalisés	13 692	2 575	-	-	16 267	19 173
Options achetées	8 550	-	-	-	8 550	12 125
Options vendues	12 254	-	-	-	12 254	9 328
	57 706	38 423	26 582	5 107	127 818	129 383
Contrats de change						
Contrats hors cote						
Contrats à terme	15 962	489	5	-	16 456	10 199
Swaps de devises	3 155	4 669	2 808	-	10 632	6 071
Options achetées	468	17	-	-	485	192
Options vendues	486	21	-	-	507	208
Contrats négociables en Bourse						
Contrats à terme	6	-	-	-	6	25
	20 077	5 196	2 813	-	28 086	16 695
Autres contrats⁽¹⁾						
Contrats hors cote						
Swaps	4	1 500	43	-	1 547	1 540
Options achetées	1 982	4 783	4 433	75	11 273	9 491
Options vendues	1 978	4 655	4 240	-	10 873	9 288
Contrats négociés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation						
Swaps	-	-	563	-	563	545
Contrats négociables en Bourse						
Contrats à terme normalisés	689	-	-	-	689	597
Options achetées	-	1	-	-	1	1
	4 653	10 939	9 279	75	24 946	21 462
Total des instruments financiers dérivés	82 436 \$	54 558 \$	38 674 \$	5 182 \$	180 850 \$	167 540 \$

⁽¹⁾ Incluent des contrats relatifs aux revenus d'épargne à terme indicelle.

NOTE 21 – INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE (suite)

Le tableau suivant présente la juste valeur des instruments financiers dérivés inscrits au bilan combiné :

	Au 31 décembre 2014			Au 31 décembre 2013		
	Montants nominaux de référence	Actifs	Passifs	Montants nominaux de référence	Actifs	Passifs
Désignés comme instruments de couverture						
Couverture de juste valeur						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	21 763 \$	298 \$	51 \$	25 232 \$	307 \$	140 \$
	21 763	298	51	25 232	307	140
Contrats de change						
Contrats de change à terme	-	-	-	93	-	-
Swaps de devises	9 681	714	110	4 254	280	-
	9 681	714	110	4 347	280	-
Total – Couverture de juste valeur	31 444	1 012	161	29 579	587	140
Couverture de flux de trésorerie						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	21 971	225	19	21 718	180	78
	21 971	225	19	21 718	180	78
Contrats de change						
Swaps de devises	-	-	-	733	-	54
	-	-	-	733	-	54
Total – Couverture de flux de trésorerie	21 971	225	19	22 451	180	132
Total – Désignés comme instruments de couverture	53 415	1 237	180	52 030	767	272
À des fins de transaction						
Contrats de taux d'intérêt						
Swaps	42 883	471	167	36 108	286	283
Contrats de garantie de taux d'intérêt	4 130	4	11	5 699	7	8
Contrats à terme normalisés	16 267	-	-	19 173	-	-
Options achetées	8 550	2	-	12 125	5	-
Options vendues	12 254	-	-	9 328	-	2
	84 084	477	178	82 433	298	293
Contrats de change						
Contrats de change à terme	16 462	162	110	10 131	106	27
Swaps de devises	951	33	-	1 084	16	-
Options achetées	485	8	-	192	3	-
Options vendues	507	-	10	208	-	3
	18 405	203	120	11 615	125	30
Autres contrats						
Swaps négociés par l'intermédiaire d'une chambre de compensation	563	9	-	545	10	-
Swaps – Autres	1 547	2	4	1 540	2	11
Contrats à terme normalisés	689	-	-	598	-	-
Options achetées	11 274	1 205	-	9 491	1 120	-
Options vendues	10 873	-	1 193	9 288	-	1 113
	24 946	1 216	1 197	21 462	1 132	1 124
Total – À des fins de transaction	127 435	1 896	1 495	115 510	1 555	1 447
Total des instruments financiers dérivés avant l'incidence des accords généraux de compensation	180 850 \$	3 133 \$	1 675 \$	167 540 \$	2 322 \$	1 719 \$
Moins :						
Incidence des accords généraux de compensation ⁽¹⁾	-	412	412	-	442	442
Total des instruments financiers dérivés après l'incidence des accords généraux de compensation	180 850 \$	2 721 \$	1 263 \$	167 540 \$	1 880 \$	1 277 \$

⁽¹⁾ Incidence de la compensation du risque de crédit lorsque le Mouvement Desjardins détient des accords généraux de compensation sans avoir l'intention de procéder au règlement sur la base du solde net ou simultanément.

NOTE 21 – INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE (suite)

ACTIVITÉS DE COUVERTURE

Les montants bruts liés à l'inefficacité des couvertures de juste valeur et les montants relatifs à l'inefficacité des couvertures de flux de trésorerie, qui sont comptabilisés à l'état combiné du résultat, au poste « Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat », se détaillent comme suit pour les exercices terminés le 31 décembre :

	2014	2013
Pertes sur l'élément couvert	(431) \$	(95) \$
Gains sur les instruments dérivés	436	92
Inefficacité de la couverture de juste valeur	5 \$	(3) \$
Inefficacité de la couverture de flux de trésorerie	25	(12)

Flux de trésorerie

Les tableaux suivants présentent les dates de tombée prévues des flux de trésorerie faisant l'objet d'une couverture.

2014	Échéances				
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	Plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Flux de trésorerie intrants (actifs)	464 \$	887 \$	455 \$	5 \$	1 811 \$
Flux de trésorerie extrants (passifs)	149	152	14	-	315
Flux de trésorerie nets	315 \$	735 \$	441 \$	5 \$	1 496 \$

2013	Échéances				
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	Plus de 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Flux de trésorerie intrants (actifs)	445 \$	977 \$	571 \$	19 \$	2 012 \$
Flux de trésorerie extrants (passifs)	909	129	4	-	1 042
Flux de trésorerie nets	(464) \$	848 \$	567 \$	19 \$	970 \$

L'incidence nette sur les excédents des flux de trésorerie liés aux intérêts est comptabilisée selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur la durée de vie de l'instrument sous-jacent. Au cours des exercices terminés le 31 décembre 2014 et 2013, les principales opérations de couvertures se sont réalisées comme prévu.

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS – RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit associé aux instruments financiers dérivés correspond à la possibilité qu'une contrepartie manque à ses obligations contractuelles envers le Mouvement Desjardins à un moment où la juste valeur de l'instrument est positive pour ce dernier. La façon dont le Mouvement Desjardins évalue ce risque ainsi que les objectifs, politiques et méthodes qui servent à le gérer sont présentés à la section 4.1 « Gestion des risques » du rapport de gestion. Les zones ombragées qui comprennent les textes et les tableaux présentés dans ces pages font partie intégrante de ces états financiers combinés.

Montants nominaux de référence	Les montants du contrat auxquels un taux ou un prix est appliqué pour déterminer le montant de flux de trésorerie à échanger.
Valeur de remplacement	Le coût de remplacement actuel de tous les contrats qui ont une juste valeur positive sans égard aux accords de compensation ni aux garanties pouvant être obtenus.
Risque de crédit équivalent	Le total de la valeur de remplacement et du risque de crédit éventuel, qui est lui-même représenté par le changement de valeur déterminé selon une formule établie par la Banque des règlements internationaux (BRI), à l'exclusion des éléments prescrits par cette dernière, soit la valeur de remplacement des contrats de change à terme d'une échéance initiale de moins de 14 jours, et les instruments dérivés négociés par l'intermédiaire de marchés boursiers, qui font l'objet d'une marge de sécurité quotidienne.
Solde pondéré en fonction du risque	Le solde pondéré en fonction du risque lié à la solvabilité de la contrepartie établi selon les taux stipulés par la BRI.

NOTE 21 – INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE (suite)

Le tableau suivant présente une vue d'ensemble du portefeuille d'instruments financiers dérivés du Mouvement Desjardins et du risque de crédit qui s'y rattache avant et après l'incidence des accords généraux de compensation :

	Au 31 décembre 2014				Au 31 décembre 2013			
	Montants nominaux de référence	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque	Montants nominaux de référence	Valeur de remplacement	Risque de crédit équivalent	Solde pondéré en fonction du risque
Contrats de taux d'intérêt								
Swaps	86 617 \$	994 \$	1 381 \$	283 \$	83 058 \$	773 \$	1 133 \$	229 \$
Contrats de garantie de taux d'intérêt	4 130	4	13	9	5 699	7	29	11
Contrats à terme normalisés	16 267	-	-	-	19 173	-	-	-
Options achetées	8 550	2	-	-	12 125	5	-	-
Options vendues	12 254	-	-	-	9 328	-	-	-
	127 818	1 000	1 394	292	129 383	785	1 162	240
Contrats de change								
Contrats de change à terme	16 462	162	346	90	10 224	106	228	57
Swaps de devises	10 632	747	1 152	230	6 071	296	506	101
Options achetées	485	8	13	4	192	3	5	2
Options vendues	507	-	-	-	208	-	-	-
	28 086	917	1 511	324	16 695	405	739	160
Autres contrats								
Swaps	2 110	11	147	29	2 085	12	171	31
Contrats à terme normalisés	689	-	-	-	598	-	-	-
Options achetées	11 274	1 205	2 086	417	9 491	1 120	1 866	373
Options vendues	10 873	-	-	-	9 288	-	-	-
	24 946	1 216	2 233	446	21 462	1 132	2 037	404
Total des instruments financiers dérivés avant l'incidence des accords généraux de compensation	180 850 \$	3 133 \$	5 138 \$	1 062 \$	167 540 \$	2 322 \$	3 938 \$	804 \$
Moins :								
Incidence des accords généraux de compensation ⁽¹⁾	-	412	-	649	-	442	-	486
Total des instruments financiers dérivés après l'incidence des accords généraux de compensation	180 850 \$	2 721 \$	5 138 \$	413 \$	167 540 \$	1 880 \$	3 938 \$	318 \$

⁽¹⁾ Incidence de la compensation du risque de crédit lorsque le Mouvement Desjardins détient des accords généraux de compensation sans avoir l'intention de procéder au règlement sur la base du solde net ou simultanément.

NOTE 21 – INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS ET ACTIVITÉS DE COUVERTURE (suite)

Le tableau suivant présente les instruments financiers dérivés selon la cote d'évaluation du risque de crédit et le type de contrepartie :

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	Valeur de remplacement	Solde pondéré en fonction du risque	Valeur de remplacement	Solde pondéré en fonction du risque
Cote d'évaluation du risque de crédit ⁽¹⁾				
AAA, AA+, AA, AA-	807 \$	251 \$	652 \$	201 \$
A+, A, A-	2 167	734	1 554	542
BBB, B, BB-, BBB-	89	31	15	13
Non cotée	70	46	101	48
Total	3 133	1 062	2 322	804
Moins :				
Incidence des accords généraux de compensation ⁽²⁾	412	649	442	486
Total après l'incidence des accords généraux de compensation	2 721 \$	413 \$	1 880 \$	318 \$
Type de contrepartie				
Institutions financières	3 047 \$	999 \$	2 260 \$	765 \$
Autres	86	63	62	39
Total	3 133	1 062	2 322	804
Moins :				
Incidence des accords généraux de compensation ⁽²⁾	412	649	442	486
Total après l'incidence des accords généraux de compensation	2 721 \$	413 \$	1 880 \$	318 \$

⁽¹⁾ Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont établies par les agences de notation reconnues. Les contreparties non cotées sont principalement des membres ou des clients du Mouvement Desjardins.

⁽²⁾ Incidence de la compensation du risque de crédit lorsque le Mouvement Desjardins détient des accords généraux de compensation sans avoir l'intention de procéder au règlement sur la base du solde net ou simultanément.

NOTE 22 – ACQUISITIONS IMPORTANTES

ACQUISITIONS

Exercice terminé le 31 décembre 2014

Outre l'acquisition, au 1^{er} janvier 2015, de l'ensemble des activités canadiennes d'assurance de State Farm Mutual Automobile Insurance Company présentées à la note 36 « Événement postérieur à la date de clôture », le Mouvement Desjardins n'a effectué aucune acquisition importante au cours de l'exercice.

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Coast Capital Insurance Services Ltd.

Le 2 juillet 2013, par l'entremise de Western Financial Group Inc., une filiale en propriété exclusive de Desjardins Société financière inc., le Mouvement Desjardins a acquis 100 % des actions en circulation de Coast Capital Insurance Services Ltd. (CCIS) pour un montant total de 99 M\$ en plus du fonds de roulement excédentaire de 17 M\$ de cette société. CCIS offre des produits d'assurance de dommages et d'assurance pour les entreprises sur le marché de détail de l'Ouest canadien. Cette acquisition a permis au Mouvement Desjardins de poursuivre son développement pancanadien.

Cette transaction répond à la définition d'un regroupement d'entreprises et a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Le goodwill est attribuable aux occasions d'affaires et aux synergies devant résulter de l'acquisition de CCIS par le Mouvement Desjardins. Aucune tranche du goodwill comptabilisé n'est déductible aux fins de l'impôt.

Au 31 décembre 2013, la contribution de CCIS au « Revenu total » et aux « Excédents nets de l'exercice après ristourne aux membres » du Mouvement Desjardins s'élevait respectivement à 14 M\$ et à 3 M\$. Si l'acquisition avait eu lieu au début de l'exercice 2013, cette contribution aurait été de 28 M\$ et de 11 M\$, respectivement.

Qtrade Canada Inc.

Le 3 avril 2013, par l'entremise de Desjardins Société financière inc., une filiale en propriété exclusive de la Fédération, le Mouvement Desjardins a acquis 40 % des actions en circulation de Qtrade Canada Inc. (Qtrade) sur une base pleinement diluée, pour un montant total de 65 M\$. Qtrade est une société spécialisée dans les domaines du courtage en ligne et des services de gestion de patrimoine, et elle exerce ses activités principalement pour le compte de coopératives de crédit. Cette acquisition a permis au Mouvement Desjardins d'accélérer son développement pancanadien et d'accroître ses activités auprès des coopératives de crédit.

Cette transaction répond à la définition d'un regroupement d'entreprises, puisque le Mouvement Desjardins a acquis 100 % des actions avec droit de vote et a obtenu le contrôle des activités de Qtrade. Les participations ne donnant pas le contrôle, soit celles des détenteurs d'actions sans droit de vote de catégories A et C de Qtrade, sont évaluées sur la base de la quote-part de l'actif net identifiable. Le goodwill est attribuable aux occasions d'affaires et aux synergies devant résulter de l'acquisition de Qtrade par le Mouvement Desjardins. Aucune tranche du goodwill comptabilisé n'est déductible aux fins de l'impôt.

Au 31 décembre 2013, la contribution de Qtrade avait fait augmenter le « Revenu total » de 43 M\$ et diminuer les « Excédents nets de l'exercice après ristourne aux membres » du Mouvement Desjardins de 1 M\$. Si l'acquisition avait eu lieu au début de l'exercice 2013, la contribution de Qtrade aurait fait augmenter le « Revenu total » de 58 M\$ et diminuer les « Excédents nets de l'exercice après ristourne aux membres » de 2 M\$ en 2013.

Dans le cadre de cette transaction, le Mouvement Desjardins avait consenti aux détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle des options de vente de leurs participations à des dates prédéterminées et à un prix représentant la juste valeur à ces dates. À la date de l'acquisition, le Mouvement Desjardins avait comptabilisé un passif financier lié à ces options de vente de 96 M\$ représentant la valeur actualisée du montant de rachat, au poste « Autres passifs – Autres ». La contrepartie de ce passif avait été comptabilisée aux « Réserves ». Les variations ultérieures de la juste valeur du passif lié aux options de vente ont été comptabilisées à l'état combiné du résultat.

La juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris à la date d'acquisition est présentée ci-dessous :

	CCIS	Qtrade
Actifs identifiables nets acquis		
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	6 \$	6 \$
Valeurs mobilières	-	49
Immobilisations incorporelles	43	-
Autres actifs	17	437
Autres passifs	(17)	(410)
	49 \$	82 \$
Goodwill résultant de l'acquisition	67	32
Moins :		
Participations ne donnant pas le contrôle	-	49
Contrepartie totale	116 \$	65 \$
Moins :		
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières acquis	6	6
Trésorerie nette utilisée pour l'acquisition	110 \$	59 \$

NOTE 23 – CAPITAL SOCIAL

AUTORISÉ

Le capital social est composé de parts de qualification, de parts permanentes, de parts de ristournes et de parts de capital.

Les caisses peuvent émettre un nombre illimité de parts de qualification d'une valeur nominale de 5 \$, remboursables dans les cas énoncés à la Loi. Un membre ne détient qu'un seul droit de vote, peu importe le nombre de parts de qualification détenues.

La Loi autorise l'émission d'un nombre illimité de parts permanentes et de parts de ristournes dont les valeurs nominatives sont respectivement de 10 \$ et de 1 \$. Ces parts ne confèrent aucun droit de vote et sont non remboursables, sauf dans certaines situations particulières prévues par la Loi. L'intérêt est déterminé annuellement par l'assemblée générale de chaque caisse. Selon le programme de réinvestissement des intérêts, les intérêts sur les parts de ristournes sont versés en parts, alors que les intérêts sur les parts permanentes sont payés en espèces. Les intérêts sont comptabilisés à l'état combiné des variations des capitaux propres, au poste « Rémunération sur le capital social », après leur approbation par l'assemblée générale de chaque caisse au cours des quatre mois suivant la fin de l'exercice.

La Fédération peut émettre un nombre illimité de parts de capital F d'une valeur nominale de 10 \$. Ces parts ne confèrent aucun droit de vote. Les parts de capital F ne peuvent être émises qu'à l'intention des membres des caisses Desjardins du Québec, y compris à leurs membres auxiliaires. La Fédération a le droit, par résolution du conseil d'administration et avec l'autorisation de l'AMF, de racheter, en tout temps, unilatéralement, la totalité ou une partie des parts de capital F. La Fédération peut aussi, en tout temps, avec l'autorisation de l'AMF, acheter de gré à gré la totalité ou une partie de ces parts. Le taux d'intérêt des parts de capital F est déterminé par le conseil d'administration de la Fédération. Les intérêts sont comptabilisés à l'état combiné des variations des capitaux propres, au poste « Rémunération sur le capital social » après leur approbation par l'assemblée générale. Le remboursement du capital et le versement des intérêts sont assujettis au respect de certaines conditions.

PARTS ÉMISES ET PAYÉES

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Parts de qualification	36 \$	36 \$
Parts permanentes	2 069	2 184
Parts de ristournes	188	163
Parts de capital F	2 484	1 498
	4 777 \$	3 881 \$

ÉMISSIONS DE PARTS

En 2014, la Fédération a procédé à l'émission de 98 719 777 parts de capital F pour une contrepartie en espèces de 986 M\$, qui correspond au produit brut tiré de cette émission, soit 987 M\$, moins les frais d'émission et autres éléments totalisant 1 M\$.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la Fédération avait procédé à l'émission de 47 613 073 parts de capital F pour une contrepartie en espèces de 473 M\$, qui correspond au produit brut tiré de cette émission, soit 476 M\$, moins les frais d'émission et autres éléments totalisant 3 M\$.

RACHAT DE PARTS

Parts permanentes

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, l'AMF a autorisé le rachat aux fins d'annulation d'un montant prédéterminé de parts permanentes, sous certaines conditions, et ce, pour une période se terminant le 31 décembre 2015.

Parts de ristournes

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2014, l'AMF a autorisé le rachat aux fins d'annulation de la totalité des parts de ristournes sous certaines conditions.

NOTE 24 – CAPITAL-ACTIONS

AUTORISÉ

Nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie A, offertes seulement aux membres des caisses populaires de l'Ontario, sans droit de vote, sans valeur nominale, rachetables au gré de l'émetteur, soit les caisses populaires de l'Ontario, au montant du capital versé augmenté des dividendes déclarés et impayés, non participantes et à dividende non cumulatif.

Nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie B, sans droit de vote, sans valeur nominale, rachetables au gré de l'émetteur, soit la FCPO ou les caisses populaires de l'Ontario, au montant du capital versé augmenté des dividendes déclarés et impayés, non participantes et à dividende non cumulatif. Elles peuvent être émises en une ou en plusieurs séries.

Nombre illimité d'actions privilégiées de catégorie C, sans droit de vote, sans valeur nominale, rachetables au gré de l'émetteur, soit la FCPO, au montant du capital versé augmenté des dividendes déclarés et impayés, non participantes et à dividende non cumulatif. Elles peuvent être émises en une ou en plusieurs séries.

CARACTÉRISTIQUES PARTICULIÈRES DES ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE CATÉGORIE B – SÉRIES 2000, 2002 ET 2003 ET DES ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE CATÉGORIE C – SÉRIE 2010 ÉMISES ET PAYÉES

Le taux de dividende sera équivalent au plus élevé ; du taux d'intérêt moyen pour l'année sur les dépôts à terme de cinq ans non rachetables, majoré de 0,50 % ou de 6,00 % pour la catégorie B - série 2000, majoré de 1,00 % ou de 5,25 % pour la catégorie B - série 2002; majoré de 1,00 % ou de 4,00 % pour la catégorie B - série 2003; et majoré de 0,5 % ou de 4,25 % pour la catégorie C – série 2010, soit le taux minimal. Advenant le cas où l'émetteur ne pourrait payer le dividende intégralement, un dividende partiel peut être déclaré. Un dividende peut être déclaré chaque fois que le permettent les excédents de l'émetteur et que sont satisfaites toutes les exigences réglementaires en matière de capitalisation et de liquidité. L'émetteur peut racheter, à la demande du détenteur et sur décision de son conseil d'administration, jusqu'à concurrence de 10 % des actions émises et en circulation de l'exercice précédent. Elles sont rachetables au gré de l'émetteur depuis le 30 septembre 2005 pour la catégorie B - série 2000, depuis le 1^{er} juillet 2007 pour la catégorie B - série 2002 et depuis le 1^{er} mars 2008 pour la catégorie B - série 2003 et le seront à partir du 1^{er} janvier 2015 pour la catégorie C – série 2010. Le rachat des actions ne peut s'effectuer que dans la mesure où l'émetteur ne contrevient ou ne contreviendrait pas à l'article 84 de la *Loi de 1994 sur les caisses populaires et les credit unions* de l'Ontario régissant la suffisance de capital.

ACTIONS ÉMISES ET PAYÉES

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	Nombre d'actions	Montant	Nombre d'actions	Montant
Actions privilégiées de catégorie A	663 600	7 \$	689 400	7 \$
Actions privilégiées de catégorie B - série 2000	53 300	1	51 600	1
Actions privilégiées de catégorie B - série 2002	430 100	4	392 500	4
Actions privilégiées de catégorie B - série 2003	695 000	7	678 900	6
Actions privilégiées de catégorie C - série 2010	6 663 500	66	6 430 000	64
		85 \$		82 \$

Au cours de l'exercice 2014, l'émetteur a versé un dividende de 2 M\$ sous forme d'actions privilégiées de catégorie C – série 2010, soit 233 500 actions. Il a également émis 1 700 actions privilégiées de catégorie B – série 2000, 37 600 actions privilégiées de catégorie B – série 2002 et 16 100 actions privilégiées de catégorie B – série 2003 pour un montant total de 1 M\$ et racheté 25 800 actions privilégiées de catégorie A pour un montant non significatif.

Au cours de l'exercice 2013, l'émetteur avait versé un dividende de 2 M\$ sous forme d'actions privilégiées de catégorie C – série 2010, soit 224 700 actions. Il avait également émis 7 400 actions privilégiées de catégorie A, 1 600 actions privilégiées de catégorie B – série 2000, 12 300 actions privilégiées de catégorie B – série 2002 et 23 700 actions privilégiées de catégorie B – série 2003.

NOTE 25 – CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Le tableau suivant présente les principaux éléments du poste « Cumul des autres éléments du résultat global » (nets d'impôts) :

	Au 31 décembre 2014		Au 31 décembre 2013	
	Part revenant au Groupe	Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	Part revenant au Groupe	Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle
Éléments qui seront reclassés ultérieurement à l'état combiné du résultat				
Gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	438 \$	44 \$	291 \$	33 \$
Gains nets sur les instruments financiers dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	176	-	129	-
Gains nets de change non réalisés sur conversion des établissements étrangers autonome, déduction faite des opérations de couverture	1	-	-	-
Cumul des autres éléments du résultat global	615 \$	44 \$	420 \$	33 \$

NOTE 26 – GESTION DU CAPITAL

L'objectif du Mouvement Desjardins en matière de gestion du capital est d'assurer le maintien de fonds propres suffisants et de qualité afin de se donner une marge de manœuvre pour son développement, de maintenir des cotes de crédit avantageuses et de garder la confiance de ses déposants et des marchés financiers.

CADRE INTÉGRÉ DE GESTION DU CAPITAL DU MOUVEMENT DESJARDINS

En matière de fonds propres réglementaires, la composition et la suffisance de ceux-ci pour l'ensemble du Mouvement Desjardins sont évaluées selon la Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base à l'intention des coopératives de services financiers (la ligne directrice) émise par l'AMF. Celle-ci exige qu'un montant de fonds propres minimal soit maintenu sur une base combinée par l'ensemble des composantes du Mouvement Desjardins. Les filiales d'assurance sont déconsolidées et présentées en déduction des fonds propres. Les filiales d'assurance de personnes sont assujetties à la ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance des fonds propres (EMSFP) émise par l'AMF ainsi qu'à la ligne directrice sur le montant minimal permanent requis pour le capital et l'excédent (MMPRCE) des sociétés d'assurance-vie émise par le BSIF. Quant aux filiales d'assurance de dommages, elles doivent respecter la ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance du capital, le Test du capital minimal (TCM), émise par l'AMF de même que la ligne directrice sur le TCM à l'intention des sociétés d'assurances multirisques fédérales émise par le BSIF.

Certaines des filiales du Mouvement Desjardins sont assujetties à des exigences réglementaires provenant de l'AMF ou d'autres autorités réglementaires. La plupart de ces filiales doivent respecter des exigences minimales de capitaux qui pourraient limiter la capacité du Mouvement Desjardins à affecter une partie de ces capitaux ou de ces fonds à d'autres fins.

La suffisance des fonds propres des caisses du Québec et de la Caisse centrale Desjardins est encadrée par les normes de la Fédération. Ces normes sont inspirées de celles de l'AMF et ont trait à la suffisance des fonds propres de base, aux éléments qui les composent et aux proportions de ces éléments entre eux. Quant à la suffisance du capital pour la FCPO et les caisses associées, elle est visée par un règlement et des lignes directrices de la Commission des services financiers de l'Ontario et de la Société ontarienne d'assurance-dépôts.

La gestion du capital du Mouvement Desjardins est sous la responsabilité du conseil d'administration de la Fédération qui, pour le soutenir à cet égard, a mandaté le comité de gestion Finances et Risques pour veiller à ce que le Mouvement Desjardins soit doté d'une base de fonds propres suffisante et rassurante. La première vice-présidence Finances et Direction financière, Mouvement Desjardins prépare annuellement, avec l'appui des composantes de ce dernier, un plan de capitalisation jumelé au Cadre intégré de gestion du capital qui lui permet de projeter l'évolution des fonds propres réglementaires, d'élaborer des stratégies et de recommander des plans d'action permettant l'atteinte des objectifs et les cibles de fonds propres.

ACCORD DE BÂLE III

Les ratios de fonds propres du Mouvement Desjardins sont calculés selon la ligne directrice et s'expriment en pourcentage des fonds propres réglementaires par rapport aux actifs pondérés en fonction des risques. Cette ligne directrice a été révisée le 1^{er} janvier 2013 pour tenir compte du dispositif révisé de convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres (Bâle III) édicté par la BRI. Le ratio minimal de fonds propres de la catégorie 1a que doit maintenir le Mouvement Desjardins est désormais de 7 %. De plus, son ratio de fonds propres de la catégorie 1 doit être supérieur à 8,5 %, ce qui comprend une réserve de conservation des fonds propres de 2,5 %. Enfin, son ratio du total des fonds propres doit être supérieur à 10,5 %, y compris cette réserve.

NOTE 26 – GESTION DU CAPITAL (suite)

Les fonds propres réglementaires du Mouvement Desjardins diffèrent des capitaux propres figurant au bilan combiné. Ils sont composés des éléments suivants :

- i) Fonds propres de base (Catégorie 1) :, lesquels visent à assurer la continuité d'exploitation. Ils sont subdivisés en deux groupes, soit la catégorie 1a (noyau dur) et la catégorie 1b (fonds propres additionnels). Les fonds propres de la catégorie 1a sont notamment constitués des parts de capital admissibles, des réserves, des excédents non répartis, du cumul des autres éléments du résultat global et des participations ne donnant pas le contrôle. Les fonds propres de la catégorie 1b comprennent également une portion des participations ne donnant pas le contrôle.
- ii) Fonds propres complémentaires (Catégorie 2), lesquels visent à absorber les pertes en cas de liquidation. Ils comprennent les obligations subordonnées, les parts de qualification admissibles, les participations ne donnant pas le contrôle et la portion admissible de la provision collective.

Le solde des participations ne donnant pas le contrôle attribuable aux différentes catégories de fonds propres est déterminé, entre autres, en fonction de la nature des activités et du niveau de capitalisation de l'entité émettrice.

En juin 2013, l'AMF a statué que le Mouvement Desjardins remplissait les critères le désignant comme une institution financière d'importance systémique intérieure (IFIS-I). En sa qualité d'IFIS-I, il se verra imposer, à compter du 1^{er} janvier 2016, une exigence supplémentaire relativement à ses ratios de fonds propres minimaux.

Depuis le 1^{er} janvier 2014, les mesures et exigences relatives à la charge d'ajustement de l'évaluation de crédit (AEC) sont mises en œuvre progressivement conformément à la ligne directrice. Cette charge atteindra 100 % d'ici 2019 pour chacun des ratios de fonds propres. Au 31 décembre 2014, seuls 57 %, 65 % et 77 % du total de la charge AEC ont été respectivement appliqués aux ratios de fonds propres de la catégorie 1a et de la catégorie 1 et au ratio du total des fonds propres.

En plus des ratios minimaux de fonds propres de la catégorie 1a, de la catégorie 1 et du total des fonds propres, l'AMF exigeait que le Mouvement Desjardins conserve un ratio actifs/fonds propres réglementaires inférieur à 20 fois le total de ses fonds propres. Cette mesure permettait de déterminer globalement la suffisance des fonds propres du Mouvement Desjardins compte tenu de l'importance de son actif total, y compris de certains éléments hors bilan.

Au cours du mois de décembre 2014, l'AMF a publié une mise à jour de la ligne directrice. Cette dernière précise que le ratio actifs/fonds propres sera remplacé, à compter du 1^{er} janvier 2015, par le nouveau ratio de levier défini comme étant la mesure des fonds propres (soit les fonds propres de la catégorie 1) divisée par la mesure de l'exposition. La mesure de l'exposition comprend 1) les actifs au bilan, 2) les expositions liées aux opérations de financement par titres, 3) les expositions sur dérivés et 4) des éléments hors bilan. Selon la ligne directrice, le ratio de levier financier minimal que doit respecter le Mouvement Desjardins est de 3 %. Le Mouvement a évalué les incidences de ce changement et satisfait les nouvelles exigences.

Le tableau suivant indique la composition des fonds propres du Mouvement Desjardins :

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Fonds propres de la catégorie 1a		
Parts de capital F	2 486 \$	1 500 \$
Parts permanentes et parts de ristournes assujetties au retrait progressif	1 681	1 889
Réserves	11 476	11 056
Excédents non répartis	1 436	1 311
Cumul des autres éléments du résultat global admissibles	470	326
Report attribuable aux modifications de l'IAS 19	-	286
Participations ne donnant pas le contrôle	14	14
Déductions ⁽¹⁾	(2 300)	(2 360)
Total des fonds propres nets de la catégorie 1a	15 263	14 022
Participations ne donnant pas le contrôle	24	21
Total des fonds propres de la catégorie 1b	24	21
Total des fonds propres de la catégorie 1	15 287 \$	14 043 \$
Fonds propres de la catégorie 2		
Obligations subordonnées assujetties au retrait progressif	2 474 \$	2 783 \$
Provisions collectives admissibles	291	275
Autres instruments admissibles	25	25
Participations ne donnant pas le contrôle	2	6
Déductions ⁽²⁾	(700)	(700)
Total des fonds propres nets de la catégorie 2	2 092 \$	2 389 \$
Total des fonds propres réglementaires (catégories 1 et 2)	17 379 \$	16 432 \$

⁽¹⁾ Correspond essentiellement à la part des investissements dans les composantes exclues du périmètre de consolidation réglementaire (principalement les filiales d'assurance) qui excède 10 % des fonds propres nets des ajustements réglementaires. Le solde non déduit sera assujéti à une pondération en fonction des risques de 250 %.

⁽²⁾ Correspond à l'investissement en actions privilégiées dans une des filiales d'assurance de personne exclue du périmètre de consolidation réglementaire.

NOTE 26 – GESTION DU CAPITAL (suite)

Conformément aux exigences de Bâle III, les instruments de fonds propres qui ne satisfont plus aux critères d'admissibilité des catégories de fonds propres sont exclus de celles-ci depuis le 1^{er} janvier 2013. Toutefois, en vertu de mesures transitoires énoncées dans la ligne directrice, ceux qui répondent à certaines conditions sont éliminés progressivement des fonds propres à raison de 10 % par année pendant une période de neuf ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013. Ces instruments comprennent des parts permanentes et de ristournes émises avant le 12 septembre 2010 et totalisant 2,1 G\$.

De plus, les obligations subordonnées décrites à la note 20 « Obligations subordonnées » sont aussi assujetties à cet amortissement de 10 %. Pour être pleinement admissibles à titre de fonds propres de la catégorie 2, ces obligations doivent répondre aux exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV). Des discussions portant sur l'application de ces exigences aux entités coopératives sont toujours en cours à l'échelle internationale. Le Mouvement Desjardins ne prévoit procéder à aucune émission de ce type d'instrument financier tant que ces exigences n'auront pas été précisées davantage.

En outre, depuis le 1^{er} janvier 2013, le Mouvement Desjardins amortit sur une base linéaire la portion admissible de l'incidence de 572 M\$ des modifications apportées à l'IAS 19, à raison de 72 M\$ par trimestre, jusqu'au 31 décembre 2014. Ce choix est irrévocable et permet d'atténuer l'incidence des modifications apportées à cette norme comptable sur les ratios de fonds propres du Mouvement Desjardins.

Dans le contexte de l'élaboration du Cadre intégré de gestion du capital, l'objectif financier du ratio de fonds propres de la catégorie 1 du Mouvement Desjardins a été maintenu à un minimum de 15 % sous Bâle III compte tenu du contexte économique mondial, des nouvelles exigences réglementaires de l'AMF à l'égard de Bâle III ainsi que de l'application des modifications apportées à l'IAS 19. À cet égard, à la date de la conversion à Bâle III, le Mouvement Desjardins a choisi de se prévaloir de dispositions transitoires énoncées dans la ligne directrice et décrites dans les paragraphes précédents.

Les fonds propres réglementaires du Mouvement Desjardins atteignent 17 379 M\$ à la date de clôture, soit une progression de 947 M\$ par rapport au 31 décembre 2013. Cette augmentation découle essentiellement de la croissance des réserves et excédents non répartis de 545 M\$ et de l'émission de parts de capital de la Fédération pour un montant de 986 M\$. En contrepartie, l'amortissement des instruments de fonds propres qui ne satisfont plus aux critères d'admissibilité Bâle III a entraîné une baisse des fonds propres de l'ordre de 517 M\$.

Comme l'indique la note 23 « Capital social », la Fédération a émis en 2014 des parts ayant généré un produit net de 986 M\$ (473 M\$ en 2013). Par ailleurs, le 19 décembre 2014, la Fédération a obtenu l'autorisation de l'AMF de déposer un nouveau prospectus visant l'émission de parts supplémentaires totalisant 1 G\$. Cette nouvelle émission a débuté le 14 janvier 2015.

De plus, le 1^{er} avril 2014, le Mouvement Desjardins a procédé au remboursement par anticipation de la totalité des obligations subordonnées de la série E d'un montant de 500 M\$.

RESPECT DES EXIGENCES

Le Mouvement Desjardins et toutes ses composantes qui sont soumises à des exigences réglementaires minimales en matière de capitalisation respectent celles-ci au 31 décembre 2014, comme lors de l'exercice précédent.

NOTE 27 – REVENUS (PERTES) NETS SUR LES TITRES À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RÉSULTAT

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

Le tableau suivant présente les incidences des revenus provenant d'instruments financiers détenus à des fins de transaction sur l'état combiné du résultat pour les exercices terminés le 31 décembre :

	2014	2013
Revenus		
Revenu net d'intérêts	19 \$	17 \$
Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	249	(385)
	268 \$	(368) \$

INSTRUMENTS FINANCIERS DÉSIGNÉS À LA JUSTE VALEUR PAR LE BIAIS DU COMPTE DE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente les incidences des revenus provenant d'instruments financiers désignés à la juste valeur par le biais du compte de résultat sur l'état combiné du résultat pour les exercices terminés le 31 décembre :

	2014	2013
Revenus		
Revenu net d'intérêts	4 \$	13 \$
Revenus (pertes) nets sur les titres à la juste valeur par le biais du compte de résultat	1 756	(282)
	1 760 \$	(269) \$

NOTE 28 – FRAIS AUTRES QUE D'INTÉRÊTS – AUTRES

Pour les exercices terminés le 31 décembre, les « Frais autres que d'intérêts – Autres » présentés à l'état combiné du résultat se détaillent comme suit :

	2014	2013
Honoraires professionnels	582 \$	545 \$
Commissions	492	423
Autres frais en personnel	196	210
Taxes d'affaires et impôts sur le capital	185	179
Amortissement des immobilisations incorporelles	84	94
Frais liés aux dépôts, services et autres	84	92
Commandites et dons	82	81
Autres	512	391
	2 217 \$	2 015 \$

NOTE 29 – IMPÔTS SUR LES EXCÉDENTS

CHARGE D'IMPÔT SUR LES EXCÉDENTS DE L'EXERCICE

La charge (le recouvrement) d'impôt comptabilisée dans les états financiers combinés pour les exercices terminés le 31 décembre se détaille comme suit :

	2014	2013
État combiné du résultat		
Impôt exigible		
Charge d'impôt exigible sur les excédents	463 \$	465 \$
Ajustements au titre de l'impôt exigible des exercices précédents	6	5
Recouvrement de l'impôt exigible relatif à la rémunération sur le capital social	(40)	(30)
Recouvrement d'impôt relatif aux ristournes aux membres	(57)	(45)
	372	395
Impôt différé		
Création et renversement des différences temporaires	7	3
Variation des taux d'impôt	(2)	(4)
	5	(1)
	377	394
État combiné du résultat global		
Impôt exigible	23	(112)
Impôt différé	(203)	108
	(180)	(4)
Total de la charge d'impôt	197 \$	390 \$

Les impôts sur les excédents présentés à l'état combiné du résultat pour les exercices terminés le 31 décembre se détaillent comme suit :

	2014	2013
Impôts sur les excédents	434 \$	439 \$
Recouvrement d'impôt relatif aux ristournes aux membres	(57)	(45)
Impôts sur les excédents	377 \$	394 \$

NOTE 29 – IMPÔTS SUR LES EXCÉDENTS (suite)

RAPPROCHEMENT DU TAUX D'IMPOSITION

La charge (le recouvrement) d'impôt sur les excédents à l'état combiné du résultat pour les exercices terminés le 31 décembre diffère de celle qui serait établie au taux statutaire canadien pour les raisons suivantes :

	2014	2013
Impôt au taux statutaire combiné de 26,77 % (26,97 % en 2013)	484 \$	485 \$
Déduction pour petites entreprises et crédit supplémentaire pour caisses de crédit	(13)	(18)
Revenus de placement et autres éléments non imposables	(72)	(50)
Variation des taux d'impôt	(2)	(4)
Dépenses non déductibles	12	8
Ajustement au titre de l'impôt exigible des exercices précédents	7	5
Recouvrement de l'impôt exigible relatif à la rémunération sur le capital social	(40)	(30)
Autres	1	(2)
	377 \$	394 \$

IMPÔT DIFFÉRÉ

Les sources d'impôt différé sont les suivantes :

	Bilan combiné		État combiné du résultat	
	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013	2014	2013
Actifs d'impôt différé				
Passifs des contrats d'assurance	- \$	30 \$	30 \$	31 \$
Provision pour pertes sur prêts	84	73	(11)	(4)
Passifs nets au titre des régimes à prestations définies	714	479	(6)	(39)
Pertes fiscales	89	112	23	(39)
Autres	62	8	(38)	(24)
	949	702	(2)	(75)
Passifs d'impôt différé				
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	114	108	3	3
Valeurs mobilières et autres instruments financiers	113	87	(4)	71
Passifs des contrats d'assurance	8	-	8	-
	235	195	7	74
Solde net des actifs d'impôt différé	714 \$	507 \$	5 \$	(1) \$

Aux fins de la présentation du bilan combiné, les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués par entités légales et présentés comme suit :

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Actifs d'impôt différé ⁽¹⁾	1 043 \$	810 \$
Passifs d'impôt différé ⁽¹⁾	329	303
	714 \$	507 \$

⁽¹⁾ L'impôt différé se résorbera principalement à long terme.

Le montant des différences temporaires déductibles, des pertes fiscales et des crédits d'impôt pour lequel aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au bilan combiné est de 23 M\$ (23 M\$ au 31 décembre 2013). Ces montants n'ont pas de date d'expiration.

NOTE 30 – ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS

ENGAGEMENTS ET GARANTIES FINANCIÈRES

Dans le cours normal de ses activités, le Mouvement Desjardins a recours à des instruments de crédit et à des garanties hors bilan afin de répondre aux besoins de financement des membres et des clients. Le tableau suivant présente le montant contractuel des engagements ainsi que le montant maximal potentiel des paiements futurs au titre des garanties que le Mouvement Desjardins a accordées à des tiers. Le risque de crédit maximal lié aux engagements correspond au montant intégral du crédit additionnel que le Mouvement Desjardins pourrait devoir consentir si les engagements étaient entièrement utilisés. Le risque de crédit maximal lié aux garanties correspond aux sorties de fonds maximales que le Mouvement Desjardins pourrait devoir effectuer en cas de défaillance complète des parties aux garanties, sans tenir compte des recouvrements possibles dont il pourrait bénéficier tels que les garanties détenues, les polices d'assurance ou d'autres méthodes d'atténuation du risque de crédit. Ces engagements et garanties ne représentent pas nécessairement les besoins de liquidités futurs, car bon nombre de ces instruments expireront ou seront résiliés sans avoir donné lieu à des sorties de fonds. Dans les deux cas, le risque de perte maximale est considérablement plus élevé que le montant comptabilisé à titre de passif au bilan combiné.

Les montants présentés dans le tableau suivant représentent l'exposition maximale au risque de crédit des instruments financiers dont le risque maximal est différent de la valeur comptabilisée. D'autres instruments financiers présentés au bilan combiné exposent le Mouvement Desjardins à un risque de crédit. Pour ces derniers, l'exposition maximale au risque de crédit est égale à la valeur comptable.

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Engagements		
Engagements de crédit ⁽¹⁾	77 118 \$	65 429 \$
Engagements d'indemnisation liés aux prêts de valeurs	2 172	2 299
Lettres de crédit documentaire	74	78
Garanties financières		
Garanties et lettres de crédit de soutien	938	869
Swaps sur défaillance de crédit	563	545

⁽¹⁾ Inclut la facilité de financement de marge relative au VAC 1. Des renseignements supplémentaires sont fournis à la section « Billets à terme adossés à des actifs » de la note 8 « Valeurs mobilières ».

Engagements de crédit

Les engagements de crédit représentent les montants non utilisés des autorisations de crédit offertes sous forme de prêts, de garanties ou de lettres de crédit. Ces instruments ont pour principal objectif de permettre aux membres et aux clients de disposer de fonds, au besoin, pour des durées variables et selon des conditions précises.

Engagements d'indemnisation liés aux prêts de valeurs

Dans le cadre de ses activités de garde de valeurs, le Mouvement Desjardins conclut des ententes de prêts de valeurs avec des clients. Il fournit des engagements d'indemnisation à certains clients prêteurs de titres afin d'assurer que la juste valeur des titres prêtés sera remboursée dans le cas où l'emprunteur ne remettrait pas les titres empruntés, et où la valeur des actifs détenus en garantie ne suffirait pas à couvrir la juste valeur de ces titres. Ces engagements arrivent habituellement à échéance sans avoir été utilisés.

L'emprunteur doit garantir le prêt en tout temps (au moyen de titres négociables émis généralement par les gouvernements fédéral et provinciaux et représentant 102 % du montant contractuel). Il y a un risque de perte si l'emprunteur manque à ses engagements, et que la valeur de la garantie n'est pas suffisante pour couvrir le montant du prêt. Afin de limiter ce risque, la valeur des garanties obtenues de l'emprunteur est ajustée sur une base quotidienne, ce qui assure une couverture suffisante.

Lettres de crédit documentaire

Les lettres de crédit documentaire sont des instruments émis pour le compte d'un membre ou d'un client, et elles représentent le consentement du Mouvement Desjardins à honorer les traites présentées par un tiers après l'exécution de certaines activités, jusqu'à concurrence d'un montant établi. Le Mouvement Desjardins est exposé au risque que le client ne règle pas, en définitive, le montant des traites. Cependant, les montants utilisés sont garantis par les biens qui s'y rattachent.

Garanties et lettres de crédit de soutien

Les garanties et lettres de crédit de soutien représentent des engagements irrévocables du Mouvement Desjardins à effectuer les paiements d'un membre ou d'un client qui ne respecterait pas ses obligations financières envers des tiers. La politique du Mouvement Desjardins en ce qui a trait aux biens obtenus en garantie à l'égard de ces instruments est habituellement la même que celle qui s'applique aux prêts.

NOTE 30 – ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS (suite)

Swaps sur défaillance de crédit

Dans le cours normal de ses activités de placement, le Mouvement Desjardins a conclu des swaps sur défaillance de crédit et s'est engagé à assumer le risque de crédit sur les titres obligataires composant l'actif sous-jacent de ces swaps. La garantie offerte consiste à pourvoir au paiement partiel ou total d'un titre ou d'un ensemble de titres dans l'éventualité d'un défaut de paiement de l'émetteur.

Le montant maximal de la garantie correspond au montant notionnel du swap. Les montants qui pourraient devoir être payés dépendent de la nature de la défaillance et du taux de récupération des titres en recouvrement.

Autres ententes d'indemnisation

Dans le cours normal de ses activités, le Mouvement Desjardins conclut nombre de contrats qui renferment des dispositions d'indemnisation. Ces indemnisations sont habituellement liées à des contrats d'acquisition, de cession, de prestation de services et de location, à des accords de compensation ainsi qu'aux contrats signés avec des administrateurs ou des dirigeants. Aux termes de tels contrats, le Mouvement Desjardins pourrait être tenu de verser des indemnisations si certains événements se produisaient tels que des changements aux lois et à la réglementation (y compris les règles fiscales) ainsi qu'aux situations financières déclarées, l'existence de passifs non déclarés, des pertes causées par les activités de tiers ou des litiges présentés par des tiers. Les dispositions d'indemnisation varient selon les contrats. Dans plusieurs cas, aucun montant ni limite prédéterminés ne figurent au contrat, et les événements qui déclencheraient un paiement sont difficiles à prévoir. Par conséquent, le montant maximal que le Mouvement Desjardins pourrait devoir payer ne peut être estimé. Dans le passé, les paiements effectués aux termes de ces engagements d'indemnisation ont été négligeables.

ACTIFS AFFECTÉS ET REÇUS EN GARANTIE

Dans le cours normal de ses activités, le Mouvement Desjardins conclut des conventions d'affectation d'actifs en garantie et reçoit de ses membres et de ses clients des actifs en garantie qu'il est autorisé à vendre ou à réaffecter en garantie en l'absence de défaillance conformément à des modalités normalisées attribuables à ces types de transactions. Voici des exemples de modalités concernant les actifs affectés en garantie :

- les risques et les avantages liés aux actifs affectés en garantie reviennent à l'emprunteur;
- des garanties supplémentaires sont exigées lorsque la valeur de marché de l'opération dépasse le seuil convenu avec l'emprunteur;
- le droit du créancier de vendre les actifs ou de les réaffecter en garantie dépend de l'entente en vertu de laquelle le bien a été affecté en garantie;
- les actifs affectés en garantie sont remis à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées. Dans les cas où le créancier est autorisé à vendre ou à réaffecter l'actif reçu en garantie, un actif comparable est remis à l'emprunteur.

Le tableau suivant présente la valeur comptable des actifs financiers du Mouvement Desjardins affectés en garantie de passifs ou de passifs éventuels et la juste valeur des actifs détenus ou réaffectés en garantie provenant de tiers :

	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Actifs financiers du Mouvement Desjardins affectés en garantie :		
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	4 \$	5 \$
Valeurs mobilières	13 233	9 844
Prêts	23 587	17 834
	36 824	27 683
Actifs provenant de tiers:		
Actifs reçus en garantie et pouvant être vendus ou réaffectés en garantie	11 624	8 903
Moins : Actifs non vendus ou non réaffectés en garantie	7 896	7 645
	3 728	1 258
	40 552 \$	28 941 \$
Utilisation des actifs :		
Opérations liées à des engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues en vertu de conventions de rachat et aux valeurs mobilières prêtées et empruntées	15 371 \$	9 934 \$
Opérations liées à des engagements relatifs à des valeurs mobilières vendues à découvert	987	402
Opérations de titrisation	8 008	6 444
Obligations sécurisées	6 798	3 219
Opérations sur instruments financiers dérivés	52	141
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires ⁽¹⁾	9 214	8 680
Approvisionnement en argent du réseau des caisses auprès de la Banque du Canada	122	121
	40 552 \$	28 941 \$

⁽¹⁾ Dans le cours normal de ses activités, le Mouvement Desjardins est tenu de fournir à la Banque du Canada des garanties pour pouvoir utiliser le système de transfert de paiements de grande valeur.

NOTE 30 – ENGAGEMENTS, GARANTIES ET PASSIFS ÉVENTUELS (suite)

LITIGES

Le Mouvement Desjardins est impliqué dans divers litiges et diverses procédures judiciaires dans le cours normal de ses affaires relativement à ses divers produits, services, placements et autres activités. Certaines entités qui font partie du Mouvement Desjardins sont notamment visées dans le cadre de requêtes pour permission d'instituer des recours collectifs y compris relativement à la gestion et à la distribution de produits à capital garanti.

Il n'est actuellement pas possible d'évaluer l'issue de certains de ces litiges et procédures, y compris eu égard aux recours collectifs mentionnés précédemment, ni le moment de leur résolution ainsi que leur incidence éventuelle sur la situation financière du Mouvement Desjardins. De l'avis de la direction, la juste valeur des passifs éventuels résultant des litiges et procédures, dans la mesure où elle peut être évaluée, pourrait avoir une incidence sur les résultats du Mouvement Desjardins pour une période donnée, mais n'aurait pas de répercussion défavorable importante sur sa situation financière.

NOTE 31 – CONTRATS DE LOCATION

CONTRATS DE LOCATION EN QUALITÉ DE PRENEUR

Location simple

Pour les exercices terminés le 31 décembre, les engagements futurs minimaux au titre de la location de locaux et de matériel sont les suivants :

	2014	2013
Moins de 1 an	179 \$	85 \$
De 1 an à 5 ans	455	242
Plus de 5 ans	142	142
Total des engagements minimaux futurs	776 \$	469 \$

Les frais de location comptabilisés dans les charges pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014 totalisent 74 M\$ (64 M\$ en 2013).

CONTRATS DE LOCATION EN QUALITÉ DE BAILLEUR

Location simple

Pour les exercices terminés le 31 décembre, les paiements minimaux futurs à recevoir au titre de la location de locaux et de matériel en vertu des contrats de location simple non résiliables se détaillent comme suit :

	2014	2013
Moins de 1 an	52 \$	54 \$
De 1 an à 5 ans	148	137
Plus de 5 ans	81	80
Total des paiements minimaux futurs	281 \$	271 \$

Aucun loyer conditionnel n'a été comptabilisé dans les produits pour les exercices terminés le 31 décembre 2014 et 2013.

NOTE 32 – GESTION DES RISQUES DÉCOULANT DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, le Mouvement Desjardins est exposé à différents risques découlant des instruments financiers, notamment le risque de crédit, le risque de marché et le risque de liquidité. La façon dont le Mouvement Desjardins évalue ces risques ainsi que les objectifs, politiques et méthodes qui servent à gérer ces derniers sont présentés à la section 4.1 « Gestion des risques » du rapport de gestion. Les zones ombragées qui comprennent les textes et les tableaux présentés dans ces pages font partie intégrante de ces états financiers combinés.

NOTE 33 – SENSIBILITÉ AUX TAUX D'INTÉRÊT ET APPARIEMENT DES ÉCHÉANCES

Le tableau suivant présente l'exposition au risque de taux d'intérêt. Les instruments financiers sont présentés d'après leur date d'échéance ou de modification des taux, selon la date la plus rapprochée :

	Taux variable	Moins de 3 mois	De 3 mois à 6 mois	Plus de 6 mois à 12 mois	Plus de 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non sensibles aux taux d'intérêt et provisions	Au 31 décembre 2014	Au 31 décembre 2013
Actif									
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	190 \$	220 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	1 371 \$	1 781 \$	1 320 \$
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		1,00 %							
Valeurs mobilières	2 009	4 615	507	1 105	17 592	15 565	3 342	44 735	42 577
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		1,59 %	1,34 %	2,52 %	1,92 %	4,18 %			
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	-	9 948	-	-	-	-	11	9 959	7 710
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		0,85 %							
Prêts	34 389	26 901	18 200	25 791	42 010	3 072	91	150 454	140 533
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		4,27 %	3,18 %	3,23 %	3,97 %	5,99 %			
Actifs des fonds distincts et autres actifs ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-	22 458	22 458	19 865
	36 588 \$	41 684 \$	18 707 \$	26 896 \$	59 602 \$	18 637 \$	27 273 \$	229 387 \$	212 005 \$
Passifs et capitaux propres									
Dépôts	23 875 \$	19 942 \$	7 030 \$	12 878 \$	49 113 \$	919 \$	32 567 \$	146 324 \$	136 746 \$
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		0,95 %	1,91 %	1,78 %	2,00 %	2,75 %			
Engagements relatifs aux valeurs mobilières vendues à découvert	336	454	181	72	3 231	1 965	65	6 304	7 754
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		2,38 %	2,93 %	1,41 %	1,73 %	3,74 %			
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	-	13 072	-	-	-	-	-	13 072	9 579
<i>Taux d'intérêt effectif</i>		0,90 %							
Passifs des contrats d'assurance	-	-	-	-	-	-	19 435	19 435	17 070
Autres passifs ⁽¹⁾	-	-	-	22	13	-	23 232	23 267	21 005
Obligations subordonnées	-	-	-	693	482	1 389	-	2 564	3 063
<i>Taux d'intérêt effectif</i>				3,80 %	5,54 %	5,10 %			
Capitaux propres	-	-	-	-	-	-	18 421	18 421	16 788
	24 211 \$	33 468 \$	7 211 \$	13 665 \$	52 839 \$	4 273 \$	93 720 \$	229 387 \$	212 005 \$
Écart de sensibilité des éléments inscrits au bilan combiné	12 377 \$	8 216 \$	11 496 \$	13 231 \$	6 763 \$	14 364 \$	(66 447) \$	- \$	- \$
Écart de sensibilité des instruments financiers dérivés selon les montants nominaux de référence	-	(36 371)	580	(7 211)	40 177	2 825	-	-	-
Écart de sensibilité total	12 377 \$	(28 155) \$	12 076 \$	6 020 \$	46 940 \$	17 189 \$	(66 447) \$	- \$	- \$

⁽¹⁾ Les actifs et passifs des fonds distincts ne sont pas exposés au risque de taux d'intérêt. Pour obtenir plus de renseignements, voir la note 11 « Fonds distincts ».

NOTE 34 – INFORMATION SECTORIELLE

La présentation de l'information financière du Mouvement Desjardins est regroupée par activités. Celles-ci sont définies selon les besoins de ses membres et de ses clients ainsi que des marchés dans lesquels il évolue et elles reflètent son mode de gestion interne. Les résultats financiers du Mouvement Desjardins sont donc regroupés en trois secteurs d'activité, soit Particuliers et Entreprises, Gestion de patrimoine et Assurance de personnes et Assurance de dommages, auxquels s'ajoute une rubrique Autres.

Le secteur Particuliers et Entreprises propose aux membres et aux clients du Mouvement Desjardins une offre intégrée et complète répondant aux besoins des particuliers, des entreprises, des institutions, des organismes à buts non lucratifs et des coopératives par l'intermédiaire du réseau des caisses Desjardins, de leurs centres Desjardins Entreprises ainsi que des équipes spécialisées et complémentaires au financement. Cette offre répond notamment aux besoins en matière d'opérations courantes et de convenance, de placements mobiliers, de cartes de débit et de crédit, de financement, de services spécialisés, d'accès aux marchés des capitaux, de capital de développement, de transfert d'entreprises et de conseils. Ce secteur rend également ses produits et ses services disponibles par l'intermédiaire de réseaux complémentaires de distribution et de représentants hypothécaires, par téléphone et Internet et au moyen d'applications pour appareils mobiles et de guichets automatiques.

Le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes propose aux membres et aux clients du Mouvement Desjardins une gamme de produits et de services adaptés aux besoins évolutifs en matière de gestion de patrimoine et de sécurité financière des particuliers, des groupes, des entreprises et des coopératives. Les produits et services du secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes sont distribués par les conseillers et les planificateurs financiers du réseau des caisses Desjardins et du secteur Gestion privée, des conseillers en sécurité financière, des représentants et des courtiers en assurance de personnes et en avantages sociaux ainsi que des courtiers en valeurs mobilières. Certaines gammes de produits sont également distribuées en direct, par Internet au moyen d'applications pour appareils mobiles et par des centres de contact avec la clientèle.

Le secteur Assurance de dommages offre des produits d'assurance permettant aux membres et aux clients du Mouvement Desjardins de se prémunir contre un sinistre. Il comprend les activités de Desjardins Groupe d'assurances générales Inc. et de Western Financial Group Inc. Desjardins Groupe d'assurances générales inc. propose une gamme de produits d'assurance automobile et habitation au grand public et aux membres de groupes partenaires partout au Canada ainsi que des produits d'assurance aux entreprises du marché québécois. Les produits de Desjardins Groupe d'assurances générales inc. sont distribués par l'entremise d'agents en assurance de dommages dans le réseau des caisses Desjardins et dans plusieurs centres de contact avec la clientèle et centres Desjardins Entreprises, par un réseau d'agents exclusifs sur le terrain, par Internet et au moyen d'applications pour téléphones mobiles.

La rubrique Autres comprend l'information financière qui n'est pas particulière à un secteur d'activité. Elle inclut principalement les activités de trésorerie liées aux opérations de la Caisse centrale Desjardins et celles qui ont trait à l'intermédiation financière entre les surplus ou besoins de liquidités des caisses. On y trouve également les résultats des fonctions de soutien offertes par la Fédération à l'ensemble du Mouvement Desjardins, les activités de Capital Desjardins inc. et du FSD ainsi que celles qui sont liées aux BTAA détenus par le Mouvement Desjardins. Elle inclut aussi Groupe Technologies Desjardins inc., qui regroupe l'ensemble des activités relatives aux technologies de l'information du Mouvement Desjardins. En plus des différents ajustements nécessaires à la préparation des états financiers combinés, les éliminations des soldes intersectoriels sont classées sous cette rubrique.

Les transactions entre les secteurs sont comptabilisées à la valeur d'échange, qui correspond au montant accepté par les différentes entités légales et unités d'affaires. Les conditions de ces opérations sont comparables à celles qui sont offertes sur les marchés financiers. Les résultats des principaux secteurs reflètent les données recueillies par les systèmes internes d'information financière et sont compatibles avec les politiques applicables à la préparation des états financiers combinés du Mouvement Desjardins.

NOTE 34 – INFORMATION SECTORIELLE (suite)

RÉSULTATS PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des résultats financiers du Mouvement Desjardins par secteurs d'activité pour les exercices terminés le 31 décembre :

	Particuliers et Entreprises		Gestion de patrimoine et Assurance de personnes		Assurance de dommages		Autres		Combiné	
	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013	2014	2013
Revenu net d'intérêts	3 764 \$	3 678 \$	2 \$	3 \$	- \$	7 \$	210 \$	169 \$	3 976 \$	3 857 \$
Primes nettes	-	-	3 881	3 655	2 277	2 134	(242)	(231)	5 916	5 558
Autres revenus	1 952	1 822	3 355	562	342	253	(306)	(318)	5 343	2 319
Revenu total	5 716	5 500	7 238	4 220	2 619	2 394	(338)	(380)	15 235	11 734
Dotation à la provision pour pertes sur créances	351	277	-	-	-	-	-	-	351	277
Sinistres, prestations, rentes et variations des passifs liés à des contrats d'assurance	-	-	4 801	1 921	1 515	1 350	(13)	(12)	6 303	3 259
Frais autres que d'intérêts	4 197	4 194	1 929	1 777	855	766	(427)	(508)	6 554	6 229
Excédents d'exploitation	1 168	1 029	508	522	249	278	102	140	2 027	1 969
Impôts sur les excédents	280	220	97	133	69	66	(12)	20	434	439
Excédents avant ristournes aux membres⁽¹⁾	888	809	411	389	180	212	114	120	1 593	1 530
Ristournes aux membres nettes de l'impôt recouvré	160	126	-	-	-	-	-	-	160	126
Excédents nets de l'exercice après ristournes aux membres	728 \$	683 \$	411 \$	389 \$	180 \$	212 \$	114 \$	120 \$	1 433 \$	1 404 \$
dont:										
Part revenant au Groupe	727 \$	681 \$	370 \$	392 \$	168 \$	193 \$	111 \$	118 \$	1 376 \$	1 384 \$
Part revenant aux Participations ne donnant pas le contrôle	1	2	41	(3)	12	19	3	2	57	20

⁽¹⁾ Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, la part revenant au Groupe des « Excédents avant ristournes aux membres » est de 887 M\$ (807 M\$ en 2013) pour le secteur Particuliers et Entreprises, de 370 M\$ (392 M\$ en 2013) pour le secteur Gestion de patrimoine et Assurance de personnes, de 168 M\$ (193 M\$ en 2013) pour le secteur Assurance de dommages et de 111 M\$ (118 M\$ en 2013) pour la rubrique Autres.

ACTIFS SECTORIELS

	Particuliers et Entreprises	Gestion de patrimoine et Assurance de personnes	Assurance de dommages	Autres	Combiné
Au 31 décembre 2014	184 210 \$	32 000 \$	6 140 \$	7 037 \$	229 387 \$
Au 31 décembre 2013	171 131 \$	29 095 \$	5 703 \$	6 076 \$	212 005 \$

NOTE 35 – INFORMATION RELATIVE AUX PARTIES LIÉES

Les parties liées du Mouvement Desjardins comprennent principalement les entreprises associées, les coentreprises et les régimes d'avantages du personnel au bénéfice des employés de même que certaines entités pour lesquelles la substance de la relation indique qu'elles sont liées au Mouvement Desjardins, notamment les Fonds Desjardins. Elles incluent également les principaux dirigeants du Mouvement Desjardins et les membres de leur famille proche ainsi que les entités sur lesquelles ces derniers exercent, directement ou indirectement, un contrôle, un contrôle conjoint ou une influence notable.

TRANSACTIONS ENTRE LES PARTIES LIÉES DU MOUVEMENT DESJARDINS

Les transactions effectuées avec les parties liées du Mouvement Desjardins ont été conclues à des conditions normales de marché et ont été initialement comptabilisées à la juste valeur.

Les principales transactions concernent les frais et honoraires relatifs à la gestion de fonds et à la garde de titres. Elles ont également trait aux revenus de gestion provenant des régimes de retraite et aux frais d'intérêts payés au RRMD sur les obligations.

Ces opérations et les soldes à la fin de l'exercice se détaillent comme suit :

	2014			2013		
	Entreprises associées	Autres parties liées	Total	Entreprises associées	Autres parties liées	Total
État combiné du résultat						
Services de courtage et de fonds de placement	- \$	326 \$	326 \$	- \$	270 \$	270 \$
Autres revenus	14	46	60	13	62	75
Autres frais	(5)	16	11	(1)	1	-
Bilan combiné						
Valeurs mobilières	- \$	208 \$	208 \$	3 \$	180 \$	183 \$
Valeurs mobilières empruntées ou acquises en vertu de conventions de revente	-	498	498	-	555	555
Actif net des fonds distincts	-	365	365	-	275	275
Prêts	75	102	177	30	108	138
Autres actifs	2	23	25	2	14	16
Dépôts	66	377	443	66	385	451
Engagements relatifs aux valeurs mobilières prêtées ou vendues en vertu de conventions de rachat	-	150	150	-	327	327
Autres passifs	2	46	48	4	46	50
Autres						
Engagements de crédit donnés	10 \$	172 \$	182 \$	- \$	138 \$	138 \$
Garanties données	-	150	150	-	327	327
Garanties reçues	-	498	498	-	555	555

RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants du Mouvement Desjardins sont les membres de son conseil d'administration et de son comité de direction. Ces personnes sont responsables de la planification, de la direction et du contrôle des activités du Mouvement Desjardins et ont l'autorité nécessaire pour exercer leurs fonctions. Dans le cours normal de ses affaires, le Mouvement Desjardins effectue des transactions financières avec ses dirigeants. Outre la rémunération conférée aux principaux dirigeants, les principales transactions financières incluent également des opérations d'intermédiation financière de nature courante ainsi que des opérations liées à la gestion de patrimoine, à l'assurance de personnes et à l'assurance de dommages avec les diverses entités du Groupe. Ces transactions ont été conclues selon des modalités équivalant à celles qui ont cours dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale et elles ont été initialement comptabilisées à la juste valeur.

Pour les exercices terminés le 31 décembre, la rémunération des principaux dirigeants du Mouvement Desjardins se détaille comme suit :

	2014	2013
Avantages à court terme	13 \$	16 \$
Autres avantages à long terme	3	6
	16 \$	22 \$

NOTE 36 – ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 1^{er} janvier 2015, le Mouvement Desjardins a complété l'acquisition de l'ensemble des activités canadiennes d'assurance de dommages et d'assurance de personnes de State Farm Mutual Automobile Insurance Company (State Farm), ainsi que les actions de ses sociétés canadiennes de fonds communs, de prêts et d'assurance de prestations du vivant. L'acquisition permettra au Mouvement Desjardins d'augmenter approximativement les primes brutes souscrites annuelles de sa principale filiale d'assurance de dommages de 1,7 G\$ en 2015 et les primes brutes souscrites annuelles de sa filiale d'assurance de personnes de 140 M\$ en 2015.

Cette transaction répond à la définition d'un regroupement d'entreprise et sera comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. L'allocation du prix d'achat aux actifs acquis et aux passifs repris sera complétée au courant de l'année 2015. Les résultats des activités canadiennes de State Farm seront inclus dans les états financiers combinés du Mouvement Desjardins à partir de la date de clôture de la transaction, soit le 1^{er} janvier 2015.

Au terme de cette transaction, State Farm et Groupe des Assurances du Crédit Mutuel S.A., le partenaire minoritaire actuel de Desjardins Groupe d'assurances générales inc. (DGAG) ont investi respectivement 450 M\$ en actions privilégiées sans droit de vote et 200 M\$ en actions ordinaires, actions privilégiées sans droit de vote et en débetures subordonnées dans les filiales d'assurance de DGAG.